

مكتبة العالم

« Le Monde des livres »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14693 - 6 F -

VENDREDI 24 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

Mauvaise passe pour la Pologne

A Pologne s'est enfoncée un peu plus dans la crise politique, mercredi 22 avril, avec l'échec des pourparlers sur un gouvernement de large coalition. L'opposition réformiste et libérale, regroupant principalement l'Union démocratique de M. Tadeusz Mazowiecki et le Congrès libéral-démocrate de M. Jan Krzysztof Bielecki, a jeté l'éponge au terme de sept semaines de négociations avec le premier ministre de centre droit, M. Jan Olszewski. Celles-ci ont finalement échoué sur la répartition des portefeuilles.

Si cet échec devenait définitif, il pourrait avoir deux conséquences fâcheuses : l'impossibilité pour le gouvernement de faire adopter le budget, le mois prochain au Parlement, où il ne dispose pas d'un soutien assez large ; et, à terme, la chute du gouvernement de M. Jan Olszewski. Une paralysie budgétaire serait d'autant plus grave que le Fonds monétaire international a subordonné le renouvellement de ses crédits à la Pologne au vote du budget.

COMMENT gouverner un pays avec vingt-neuf partis politiques représentés au Parlement ? Les pires prédictions formulées après les élections législatives d'octobre 1991 semblaient donc se réaliser. Le gouvernement minoritaire de M. Olszewski, qui s'appuie sur sept partis conservateurs, est extrêmement faible, à un moment où, au contraire, la très ingrate réforme économique aurait besoin d'une forte impulsion politique. Au lieu de cela, la Pologne se débat dans un climat politique et social détestable : président, conseillers et ex-conseillers, ministres et députés, s'affrontent devant une population qui n'en peut plus, et à qui personne n'est capable d'expliquer la véritable logique des réformes qui sont engagées.

Pour ceux qui en doutaient encore, un sondage est venu confirmer le peu de confiance des Polonais dans leurs hommes politiques : 56 % des Polonais avaient prévu qu'un gouvernement de coalition ne pourrait pas fonctionner.

ALORS que le conflit entre le gouvernement et le contrôle des forces armées n'est toujours pas réglé - le ministre de la défense, M. Jan Parys, entame d'ailleurs sans explication sa troisième semaine de « vacances » forcées - le journal d'Adam Michnik, « Gazeta Wyborcza », a lancé mercredi une offensive dévastatrice contre M. Walesa, sous la forme de six pages d'interviews et de témoignages de ses collaborateurs et ex-collaborateurs. Si l'on peut attribuer à la rancune les attaques personnelles formulées par des conseillers tombés en disgrâce, comme les frères Kaczynski (que « Gazeta Wyborcza » a d'ailleurs combattus en d'autres temps), il n'en reste pas moins que, par exemple, le rôle de premier plan joué au Belvédère par l'ancien chœur de M. Walesa, M. Wachowski, sème quelques troubles, et que ni le président ni la classe politique ne sortent grandie de tout ce débailage. Pour un pays qui a déjà courageusement obtenu de grands résultats sur la voie de la démocratie et de l'économie de marché, c'est dommage.

M0147 - 0424 0 - 6.00 F

Les négociations commerciales entre Washington et la CEE

Le GATT bénéficiera d'un nouveau délai

La rencontre semestrielle entre la présidence américaine et l'exécutif de la Communauté européenne, mercredi 22 avril à Washington, n'a pas débouché sur des décisions spectaculaires. Les divergences entre les deux parties sur l'agriculture (la réduction des subventions), qui bloquent les négociations de l'Uruguay Round, n'ont pas été surmontées, mais les partenaires se sont donné un nouveau délai pour le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

Sous perfusion

WASHINGTON

de notre envoyée spéciale

Si ce fut une journée des dunes, du moins le public en avait-il été prévenu. A la veille de la rencontre entre le président américain George Bush, celui de la Commission des Communautés européennes, M. Jacques Delors, et le premier ministre portugais, M. Aníbal Cavaco Silva, ni la délégation européenne ni l'entourage du président américain ne laissent percer l'espoir d'une solution, ne serait-ce que très partielle, au différend commercial qui oppose les Etats-Unis et l'Europe.

Mais lorsqu'une négociation dure depuis plus de six ans -

Plus de 200 morts au Mexique

Une série d'explosions dues au gaz a ravagé un quartier populaire de Guadalajara.

page 10

Les affrontements en Bosnie-Herzégovine

Les rebelles serbes proposent un redécoupage ethnique de la République et de Sarajevo.

page 3

Des mesures pour l'automobile

Affirmant que 20 % des emplois vont disparaître en deux ans, un rapport du Plan préconise une restructuration industrielle.

page 16

Le sommaire complet se trouve page 24

Tout en maintenant la « rénovation » des lycées

M. Jack Lang suspend la réforme universitaire

M. Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a annoncé, jeudi 23 avril, qu'il avait décidé de « suspendre » le projet de rénovation des premiers cycles universitaires, engagé par son prédécesseur. De nouvelles dispositions seront élaborées, d'ici l'automne, sur la base des propositions de la communauté universitaire. Pour les lycées, la rénovation de la classe de seconde sera mise en œuvre avec des assouplissements, notamment sur les langues anciennes, dès la rentrée 1992.



Lire l'article de GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN page 10

Le naufrage de la science russe

L. - Les chercheurs hésitent entre l'expatriation et la reconversion

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Champ d'octobre : le nom est joli, l'aspect beaucoup moins. Grisaille ordinaire d'un faubourg du nord-est de Moscou. Le bâtiment anodin, entouré de méchantes HLM et de parkings boueux, abrite l'un des hauts lieux de la science mondiale, l'Institut Kourchatov. C'est ici que, le jour de Noël 1948, divergea le premier réacteur nucléaire du continent européen, celui qui devait servir à la mise au point de la bombe soviétique. C'est également ici que le tokamak, premier engin permettant les expérimentations pour la domestication de la fusion thermonucléaire, fut imaginé et construit dans les années 50.

Hélas ! dans la Russie d'aujourd'hui, un passé prestigieux n'est plus suffisant pour faire vivre.

JEAN-PAUL DUFOUR

Lire la suite page 11

POINT DE VUE

Après Maastricht

Pour l'ancien premier ministre, l'Europe « doit de plus en plus dans l'avenir se conduire comme une nation »

par Michel Rocard

Étonnante Europe ! Au moment où lui est offerte la chance d'organiser sa renaissance et de réaffirmer au monde qu'elle est porteuse de civilisation, elle se prend à douter. Elle retrouve et caresse ses démons traditionnels, et semble hésiter à faire finalement le saut qu'elle-même a défini comme nécessaire à son avenir.

Le traité de Maastricht est imparfait ? Soit ! Tous les traités le sont. Et si l'on avait pris ce prétexte pour ne pas les approuver, le monde en serait encore à l'âge de pierre. C'est pourquoi, au-delà de toute subtilité rhétorique, de toute frilosité nostalgique, je suis convaincu que Maastricht, par une procédure ou une autre, sera ratifié, non seulement parce qu'il serait dramatique qu'il ne le soit pas mais, tout simplement, parce qu'il mérite cette pleine adhésion.

Grâce aux trois principaux parrains du traité - Helmut Kohl, François Mitterrand et Jacques Delors - dont je me félicite que deux soient français, considérons donc cette évidence comme acquise. Alors, une seule question m'importe désormais : vers quel avenir pouvons et devons-nous aller grâce à Maastricht et pourquoi ?

Le premier trait commun qui rassemble les pays d'Europe, qui les distingue du reste de la planète, réside dans l'importance de leur système de protection sociale. D'autres ont également la démocratie, également la prospérité, mais si, au total, il fait mieux vivre en Europe, si le degré de violence dans la vie sociale y est moindre qu'ailleurs, c'est au système européen de protection sociale que nous le devons. Et je n'ai pas peur de dire que même avec un chômage plus élevé qu'aux Etats-Unis ou au Japon, il vaut mieux à tout prendre être chômeur en France, au Danemark ou en Allemagne qu'à Tokyo ou New-York.

Or notre protection sociale est, d'une certaine manière, une charge, un handicap dans la compétition économique. La volonté légitime d'assurer plus de croissance, par un approfondissement constant du libre-échange et de la compétition, se traduit par une pression tout aussi constante pour réduire le niveau de sécurité auquel les peuples sont en droit d'aspirer. Or la voie du progrès humain est exactement inverse ; elle voudrait que, partout, la protection sociale se répande et multiplie ses effets personnels sécurisants et justes, socialement apaisants.

Mais pour imposer une telle orientation dans les règles du jeu mondial, il faut une Europe non seulement puissante mais très déterminée. Je crois donc que c'est de la préservation d'un mode de vie qu'il s'agit.

Lire la suite page 8

ainsi que les articles de FRÉDÉRIC BOBIN et d'OLIVIER RIFFAUD

page 9

DANIEL SIBONY

LES TROIS MONOTHÉISMES

Collection La couleur des idées dirigée par J.-L. Giribono, J.-P. Dupuy et O. Mongin.

Editions du Seuil

Une commission contre la corruption

M. Pierre Bérégovoy, qui avait annoncé le 8 avril son intention de confier à « un groupe de personnalités irréprochables » le soin de lui proposer « des mesures immédiates de moralisation » afin de mettre fin aux « profits illicites », a mis en place, jeudi 23 avril, une « commission de prévention de la corruption », qui lui présentera son rapport dans les deux mois.

Lire page 24 l'article de THIERRY BRÉHIER

LE MONDE DES LIVRES

Un texte inédit de Louis Althusser

En 1985, cinq ans après avoir tué sa femme et cinq ans avant sa propre mort, le philosophe Louis Althusser, l'un des « maîtres penseurs » des années 60 et 70, écrivait un texte autobiographique, *L'avenir dure longtemps*, pour tenter de comprendre son propre cas.

Ce livre paraît aujourd'hui, en même temps que le premier volume d'une biographie. Michel Contat et Roger-Pol Droit analysent ces ouvrages, et nous publions un inédit d'Althusser : son projet de préface à *L'avenir dure longtemps*.

pages 25 à 36

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Angleterre-Pays-Bas, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14,100 D ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 56 p ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 Esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

L'affaire Touvier

Une magistrature en crise

par Alain Bancaud

La décision judiciaire dans l'affaire Touvier est l'occasion — on n'ose dire rêver — d'une réflexion sur la magistrature et, espérons-le, pour la magistrature au moment où se pose la question d'un nouveau modèle d'organisation judiciaire. Elle nous paraît en effet symptomatique de tendances qui risquent de se libérer de plus en plus.

De quoi ce jugement est-il donc révélateur ? D'abord d'une conception de l'autorité qui n'est peut-être pas partagée par tous les juges mais n'en demeure pas moins très présente et prégnante tant elle est inscrite dans les habitudes et même, plus fondamentalement, dans la fonction de juger. Fait pour clore les débats et les conflits, le juge est ainsi prédisposé à ne pas supporter les discussions et surtout les remises en question. Il aime les décisions nettes et définitives, sur lesquelles il n'y a pas à revenir. Ne dit-il pas qu'il « tranche » ou « rejette », voire qu'il « casse » ou « rejette » comme dans le cas de la Cour de cassation ? Symptomatiquement, il n'aime pas revenir sur ses décisions, pour ne pas dire sur ses erreurs. Même s'il n'est pas d'accord avec une jurisprudence élaborée par ses prédécesseurs, il doit savoir, selon les propres mots d'un haut magistrat, « s'incliner et regretter peut-être mais non avec résignation ». Sans doute opère-t-il ce que l'on appelle des revirements de jurisprudence, mais c'est toujours dans l'acceptation et la douleur, les déchirements intérieurs. Ou encore, le plus souvent, dans le silence ; il les fait ou, du moins, les euphémise autant qu'il peut.

Loi défilante

Les dangers que font courir de telles prédispositions sont aujourd'hui d'autant plus grands que les mécanismes servant à les contenir sont en crise. Les verrous juridiques, politiques, sociologiques qui bridaient jusqu'ici le pouvoir du juge apparaissent sérieusement ébranlés.

C'est d'abord le cas de la loi qui a traditionnellement constitué le « carcan » et le « garde-fou » du juge, selon ses propres mots. Avec la multiplication des lois lacunaires, contradictoires et éphémères ainsi qu'avec le caractère partiel de certaines autres, comme celle sur l'amnistie en matière de financement des partis, le juge ne trouve plus dans la loi les certitudes et les contraintes sur lesquelles il avait fondé son autorité au monde et à la politique. Plus encore, il se sent limité à user largement de son pouvoir d'interprétation et même de correction de la loi au nom de son sens de l'équité.

La magistrature risque d'autant plus de se libérer de son sentiment d'illégitimité politique que le pouvoir politique traverse une crise de légitimité. Crise particulièrement ressentie car elle touche à la moralité publique, c'est-à-dire à ce qui a constitué la vertu primordiale pour une magistrature traditionnelle ayant entendu ériger son exemplarité morale et civique en « fleur de distinction », comme l'écrivait d'Aguessau, mais aussi pour ces nouveaux venus qui se sont retournés autour du Syndicat de la magistrature et se veulent porteurs d'une nouvelle morale sociale. Le juge Thierry Jean-Pierre reconnaît ainsi que les socialistes ont déçu son « immense besoin d'éthique ».

La hiérarchie judiciaire, très prégnante depuis Napoléon qui avait organisé la magistrature comme une armée, n'échappe pas à la crise. Elle apparaît ne plus pouvoir, ne plus savoir et ne plus vouloir se comporter comme avant. Elle est de plus en plus contestée par des jeunes magistrats qui supportent mal ses restes d'archaïsme et d'autoritarisme et croient de moins en moins dans sa capacité à les représenter et à les défendre ou, plus exactement, qui ne se reconnaissent plus dans le type d'autonomie relative qu'elle était parvenue à négocier avec le pouvoir politique.

En échange d'un contrôle strict des juges, les « chefs » judiciaires se sont en effet vu progressivement

reconnaître une participation accrue dans la gestion et la reproduction du corps. Contestés dans leur autorité et leur politique, ces derniers semblent de surcroît animés de tendances contradictoires. Ils sont partagés entre l'application scrupuleuse de la loi et la critique publique du politique, à l'image des membres de la Commission de la Haute Cour chargée de l'affaire Nuçi, ou encore entre l'encouragement à l'indépendance et le rappel au silence comme le révélaient les différences de réaction entre les chefs du tribunal du Mans et de la cour de Rennes à propos de l'affaire Ude.

Renouveau et diversité

Parmi les mécanismes d'autorégulation judiciaire en crise, on peut encore citer les organisations syndicales qui connaissent aujourd'hui de sérieuses difficultés : elles ont sans doute contribué à la « dérégulation » de la magistrature traditionnelle, mais en proposant un cadre collectif à des juges très attachés à l'exercice individuel de leur pouvoir.

Le renouvellement et la diversité (encore bien relative) du recrutement judiciaire ont également ébranlé l'homogénéité, sociologique et idéologique, traditionnelle de la magistrature. Les magistrats d'aujourd'hui ne partagent plus ou, du moins, plus beaucoup une des plus sûres convictions de leurs devanciers, à savoir que l'unité du corps est, d'un côté, une minorité traditionnelle usant de son pouvoir pour restaurer l'autorité de l'Etat, de l'autre, la justice, des valeurs morales, de l'autre, quelques magistrats cultivant, à l'image de Thierry Jean-Pierre, la fonction de « juge de la conscience », de l'inconcevable, et, entre les deux, un magistral équilibre entre la révolte et la soumission, entre la compréhension et le reniement de leurs pairs plus radicaux, entre le retour à un passé idéalisé et le projet utopique d'une réforme.

Alain Bancaud est chercheur au CNRS.

maintient. En marge du monde et de ses débats, mesurant mal les conséquences de ses actes, il est toujours menacé de faire de la politique sans le savoir.

Cette délimitation mal contrôlée du pouvoir judiciaire est aujourd'hui d'autant plus problématique que la justice voit son champ d'action élargi avec le retrait de l'Etat et de la régulation administrative. Elle est de plus en plus appelée à intervenir dans les enjeux politiques, sociaux, économiques.

Faut-il ajouter que les risques de dérapage se trouvent considérablement augmentés par le fait que les magistrats vivent dans le ressentiment. Ils se sentent mal aimés et surtout de plus en plus dévalorisés, de plus en plus ravalés à ce qu'ils ont toujours refusé de devenir, des fonctionnaires, pis : des assistants sociaux. Pour exorciser ce déshonneur, les juges peuvent alors être tentés de chercher des compensations dans ce qui les distingue entre tous, l'exercice d'un pouvoir qui, comme le disait déjà d'Aguessau, peut briser toutes les grandeurs de la Terre, mieux : permettre de se croire plus grand que les grands.

Finalement, on peut se demander si l'état de crise dans laquelle la magistrature s'enfonce ne contribue pas à la radicalisation de celle-ci ou, plus exactement, à son éclatement entre, d'un côté, une minorité traditionnelle usant de son pouvoir pour restaurer l'autorité de l'Etat, de l'autre, la justice, des valeurs morales, de l'autre, quelques magistrats cultivant, à l'image de Thierry Jean-Pierre, la fonction de « juge de la conscience », de l'inconcevable, et, entre les deux, un magistral équilibre entre la révolte et la soumission, entre la compréhension et le reniement de leurs pairs plus radicaux, entre le retour à un passé idéalisé et le projet utopique d'une réforme.

Alain Bancaud est chercheur au CNRS.

Les raisons de Georges Pompidou

par Anne-Marie Dupuy

DANS le Monde du 15 avril, Bruno Frappat écrit : « Ne s'était-il pas trouvé, en 1971, un président de la République, Georges Pompidou, pour le gracier ? »

Tout lecteur non averti comprendra que le président Pompidou a exercé son droit régulier de grâce pour la peine capitale. Or, il n'en est rien. La prescription (vingt ans) était acquise le 4 mars 1967 du seul fait de l'application de la loi. Touvier, depuis cette date, n'encourait plus la peine de mort. Le 23 novembre 1971, la grâce présidentielle, tant reprochée à Georges Pompidou, n'est venue effacer que les peines subsidiaires qui n'avaient pas été abrogées par la prescription. De quoi s'agit-il exactement ? De trois peines « annexes ou accessoires », et encore la grâce n'a-t-elle porté que sur deux d'entre elles.

La confiscation des biens présents et à venir. Le père de Touvier était mort, et la maison familiale de Chambéry tombait en indivision entre les héritiers. Les deux enfants de Touvier y vivaient cachés la plupart du temps. Là était l'enjeu (le trésor de la Milice... dont on a parlé n'a, à ma connaissance, jamais été découvert).

Une interdiction de séjour dans plusieurs départements : essentiellement la région Rhône-Alpes et la région parisienne. Or, Touvier se déplaçait déjà en fraude...

La troisième peine accessoire a été écartée par la grâce : Touvier n'était pas relevé de la « mort civile » ; autrement dit, il ne retrouvait pas ses droits civils. On est loin de ce qu'on

laisse entendre : une grâce touchant à la peine de mort et effaçant les crimes commis !

En réalité, comme je l'ai répété à maintes reprises, et comme il ressort du rôle qu'on m'a attribué dans cette affaire et que je ne rente pas — mais dont je ne vante pas non plus — car cette influence a été et, on le voit, continue à nuire injustement au président Georges Pompidou, j'ai obéi à un sentiment.

Lutter contre l'injustice

Les autorités ecclésiastiques intervenantes avaient certainement déterminé en moi le point faible : la mère de famille. C'est l'intérêt, seul, des enfants Touvier, qui approchaient de leurs vingt ans, qui me guidait. Et, j'ai dû, hélas, faire passer ce message à Georges Pompidou qui était sensible à la jeunesse. Son rôle en mai 1968 l'avait déjà révélé. Or, les peines remises touchaient, bien sûr, le père, mais surtout les enfants. La troisième peine, non remise, n'intéressait que le père.

Je relève une phrase, qui sera ma conclusion, dans l'ouvrage « Paul Touvier et l'Eglise » (p. 257) : « Sur le plan familial, maintenant que les deux enfants ont grandi, il paraît nécessaire de lutter contre l'injustice en situation condamnant ces deux êtres (et je pourrais ajouter « innocents », eux) à une vie de parties ».

■ Anne-Marie Dupuy, conseillère d'Etat, fut de 1966 à 1974 chef de cabinet puis directeur de cabinet de Georges Pompidou, premier ministre puis président de la République.

COURRIER

jour, et qui ne saurait être réduit à une seule fraction de son histoire.

Vous voulez, Messieurs, les juges, éviter que la France de maintenant ne se coupe en deux ? C'est pourtant en agissant comme vous venez de le faire qu'elle se divise, mais cette fois-ci en trois parties : ceux qui, secrètement encore, se réjouissent de l'impunité de Paul Touvier et de ses semblables, ceux qui, comme moi, s'en indignent, et enfin ceux qui ne pourront même pas se faire une opinion, car l'étouffement que vous aurez ainsi mis les empêchera de savoir, tout simplement.

MIRELLE VERNEX

Paris

Une mise en garde

Cet arrêt donne assurément une mauvaise image de la justice. La première raison en est qu'il conduit à sanctionner différemment des actes similaires : Klaus Barbie aurait donc été condamné en raison de sa nationalité allemande cependant que le non-lien prévaudrait à l'égard de militaires sous les ordres d'un Etat français, rendu irresponsable par le temps. Le temps prescrit ainsi les crimes... mais non les larmes.

DANIEL AMSON

Paris

La France divisée

L'image de la France risque-t-elle de sortir saine de l'affaire Touvier ? Oui, si l'on restreint la France à ses dirigeants et à cette fraction de la population, plus large qu'on ne le voudrait, qui a, activement ou non, collaboré et participé à l'action nazie. Non, si l'on considère que dans ces conditions particulièrement difficiles, des Français, certes moins nombreux qu'il n'aurait été souhaitable, ont eu, au nom de la France, la force morale et le courage physique de se battre pour la liberté de tous. Non si l'on considère que la France, comme toute autre nation, a commencé par l'Allemagne, est un tout son fin qui se construit et se complète jour après

La résistance insoumise

Les anciens du bataillon FTP-MOI « Carmagnole-Liberté », qui ont combattu contre la Milice et l'occupant dans la région Rhône-Alpes, et qui par leur engagement irréductible croyaient avoir contribué à établir la liberté et la justice, doivent déchanter, et ce pour cette raison qu'ils s'adressent à vous afin que vous fassiez entendre leurs protestations.

Quatre-vingt-quatre des nôtres ont payé de leur vie leur participation à la Résistance française et une bonne part d'entre eux ont péri sous d'effroyables tortures dans les basses-fosses de la Milice.

Nos tortionnaires obéissaient aux ordres de Touvier, chef puissant et incontesté, qui faisait régner la terreur dans cette région.

Touvier blanchi ! Touvier libre ! c'est la Résistance qui est insoumise et mise en accusation, ce sont nos camarades qui sont assassinés par la deuxième fois.

LÉON LANDINI

Bagnaux

Curieux droit d'asile

Le scandale le plus lourd, le plus pesant, est celui de la protection monacale qui n'a jamais fait défaut à Paul Touvier mais aussi de celle plus subtile, policière et juridique, et je désespère de voir jamais passer ces collusions feutrées devant un procureur, car il y eut bel et bien d'étranges tractations, des dénis de justice habiles propres à taire des noms, des lâchetés passées, des actes coupables, de tristes vérités.

La gloire du droit d'asile en a été ternie derrière des murs blancs et paisibles. Qu'est-ce que le droit d'asile, en effet, sinon la protection du faible contre la fureur aveugle et celle du persécuté contre ses persécuteurs ; dans les périodes troublées, ce droit d'asile, ce droit de refuge, est un engagement courageux du protecteur contre l'injustice. Il n'a plus de raison d'être lorsque la justice s'appuie sur la seule loi et n'exerce aucune vengeance collective. Alors, son exercice se nomme entrave à la justice, alors, il se constitue droit cyniquement supérieur au droit public, il déshonore la charité de son noble but qui est le droit d'urgence affirmé opposé au droit bafoué.

EDMOND FISCHER
ancien de la brigade
Alsace-Lorraine

Mon père deux fois rejeté

Après le non-lieu dont vient de bénéficier Touvier, membre de cette milice dont, dans ce journal, Jean-Marc Théoleyre a opportunément rappelé les crimes, je me suis demandé ce qu'en aurait pensé mon père, Robert Falco, conseiller à la Cour de cassation, qui fut révoqué en vertu (si l'on peut dire) de la législation antijuive de Vichy.

Réintégré dans ses fonctions à la Libération, il fut l'un des deux juges français lors du grand procès de Nuremberg ; l'autre était le professeur Donnedieu de Vabres, d'origine protestante. Il avait hésité avant d'accepter cette charge, craignant que ne lui fût fait un déshonneur de revanche et que son impartialité ne fût mise en doute. L'insistance de ses col-

lègues, dont certains n'auraient sans doute guère été qualifiés pour siéger à ce tribunal en raison de leur attitude, pour le moins prudente, pendant l'Occupation, mais dont d'autres estimaient ce choix d'un symbole significatif, le fit changer d'avis.

S'il vivait encore, la décision de la chambre d'accusation qui a jugé que Touvier ne pouvait être poursuivi lui apparaîtrait, j'en suis sûr, comme une justification implicite de la mesure inique qui l'avait frappé, lui et bien d'autres, hélas ! Il se sentirait une seconde fois rejeté, mais aujourd'hui par des magistrats, par ses pairs.

DENISE POUILLOUX-FALCO

(Paris)

Le Conseil général du Val-d'Oise et l'Etudiant organisent le :

SALON DE L'ETUDIANT, DE LA FORMATION ET DES METIERS

l'Etudiant
PONTOISE
HALL SAINT-MARTIN

« POUR PARLER DE VOTRE AVENIR, NOUS SERONS MIEUX AU SALON »

24
25
AVRIL

SAN
Société d'Action Nationale

BOSNIE

Les rebelles serbes de l'

Ne comptez pas

Arnold VÉRIEVE, DAVID REVKOLEVSKI et BORIS HERTZOG, étudiants en droit à l'université Panthéon-Sorbonne.

سكنا من النصح

BOSNIE-HERZÉGOVINE : avant la visite de lord Carrington

Les rebelles serbes proposent un redécoupage ethnique de la République et de Sarajevo

A la veille de la nouvelle mission du président de la conférence pour la paix en Yougoslavie, lord Carrington, qui devait arriver jeudi 23 avril à Sarajevo, en compagnie du président en exercice de la CEE, le chef de la diplomatie portugaise, M. José De Pinheiro, et du président de la conférence sur la Bosnie-Herzégovine, l'ambassadeur José Cutiheiro, aucun signe d'apaisement n'était apparu dans cette République secouée par trois semaines de conflits sanglants. De violents affrontements se poursuivaient dans les nombreux foyers de crise - en Herzégovine et dans le nord de la Bosnie - ainsi que dans la capitale, Sarajevo. Le ministre français de la Santé et de l'Action humanitaire, M. Bernard Kouchner, était attendu dans la matinée dans cette ville où il devait livrer notamment plusieurs tonnes d'aide alimentaire et de médicaments.

BELGRADE

de notre correspondant

Le bombardement de Sarajevo s'est poursuivi mercredi 22 avril vers 5 h 30 du matin, les obus pleuvaient sur le quartier « serbe » d'Ilija. Lors des affrontements qui opposaient la police et la défense territoriale bosniaque d'une part, et les milices serbes d'autre part, l'hôtel Serbia où sont logés les observateurs européens et de nombreux journalistes a été touché. A proximité de l'établissement, un cameraman de l'agence a été blessé au bras. Vers 11 heures, les observateurs européens parvenaient à obtenir un cessez-le-feu immédiat des parties au conflit, mais les combats ont repris peu après. Les combats de Sarajevo (à faible majorité musulmane) ont subi une nouvelle attaque au mortier. Les obus provenaient des collines alentour contrôlées par les milices serbes.

Des témoins accusent l'armée fédérale

Des affrontements avaient lieu également à proximité de l'aéroport où l'armée est déployée depuis le 6 avril. Après un bref répit en milieu de journée, les combats ont repris dans le centre ainsi que dans les quartiers de la nouvelle ville, à Dobrinja et à Mojiljo.

Les informations contradictoires circulent sur le rôle de l'armée fédérale dans le conflit qui a mis à feu et à sang la capitale de la Bos-

nie-Herzégovine. Alors que l'armée répète qu'elle n'a pas participé au conflit, de nombreux témoins, ainsi que les responsables de la défense territoriale bosniaque, affirment que des chars et des blindés avaient pris position, mercredi, dans de nombreux quartiers périphériques de Sarajevo habités en majorité par des musulmans. Les unités militaires ne cessent de démentir ces informations.

En début d'après-midi, le leader de la communauté serbe, Radovan Karadzic, considéré comme l'un des principaux responsables de la guerre en Bosnie-Herzégovine et poursuivi en justice par les autorités bosniaques pour terrorisme, a proposé un plan de « règlement de la crise ». Le chef de file de la rébellion armée serbe réclame l'arrêt immédiat et inconditionnel des hostilités et la reprise des négociations sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine sous l'égide de la Communauté européenne. Le point qui devra, selon M. Karadzic, être discuté en priorité concerne « les cartes déterminant le partage de Sarajevo et les contours des États qui constitueront la Bosnie-Herzégovine ». Il demande ensuite que toutes les parties s'engagent à ne pas faire appel à l'intervention de forces armées extérieures, à ne pas rattachier leurs enclaves à un État voisin et à ne pas accepter une politique de fait accompli permettant de s'attribuer les territoires acquis par la force.

Une manœuvre politique

En moins de trois semaines, les milices serbes de M. Karadzic, appuyées par des formations paramilitaires venues de Serbie et par l'armée fédérale ont pris le contrôle de l'est de la Bosnie, de la rive gauche de Sarajevo, d'une partie des enclaves croates et musulmanes du nord-de-la-République et gagnent chaque jour du terrain. On peut s'étonner dans ces conditions que le leader serbe suggère sa propre capitulation. Pourquoi avoir plané la drapeau de la « République serbe de Bosnie-Herzégovine » sur les décombres des grandes villes à majorité musulmane de la vallée de la Drina et fait fuir des milliers de musulmans pour y renoncer sagement ?

Pourquoi les milices serbes ont-elles confirmé leurs acquis territoriaux en créant des organes de pouvoir alors qu'il existait une administration légale mixte ? Pourquoi se sont-elles emparées de territoires leur permettant de réunir toutes les enclaves serbes de Bosnie-Herzégovine et de former une entité territoriale homogène aux confins de la Serbie ? Autant de questions qui restent sans réponses si M. Karadzic, qui continue à réclamer le par-

tage ethnique de la République, s'engage à renoncer « aux territoires acquis par la force ».

A la veille de la visite de lord Carrington la « plate-forme » de M. Karadzic ressemble plutôt à une manœuvre politique qui présente deux avantages :

Elle pourrait contribuer à faire reculer la Communauté européenne, qui a annoncé son éventuel retrait des négociations sur la réorganisation interne de la Bosnie-Herzégovine entamées il y a deux mois sous la présidence du diplomate portugais José Cutiheiro. M. Karadzic, qui s'oppose fermement au maintien d'une Bosnie-Herzégovine centralisée, a besoin d'un organisme international pour catégoriser la création de cantons ethniques. Sur la base de cette division territoriale, il entend confédéraliser la République et créer finalement un État serbe en Bosnie-Herzégovine.

Cette manœuvre politique pourrait permettre au président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, de sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve après les menaces des États-Unis et de la CEE d'isoler la Serbie si elle ne mettait pas fin à son agression contre la Bosnie-Herzégovine avant le 29 avril. Si un accord de cessez-le-feu était signé et respecté dans les jours prochains, Belgrade suspendrait toutes ses actions en Bosnie-Herzégovine et céderait ainsi plus facilement aux pressions internationales. Toutefois, les propositions de M. Karadzic ont été pour le moment accueillies avec une grande réticence en Bosnie-Herzégovine, et particulièrement à Sarajevo où la majorité de la population s'oppose au partage de la capitale bosniaque.

FLORENCE HARTMANN

POINT DE VUE

Europe, ma ville flambe !

par Emir Kusturica

PUISQUE actuellement, l'Europe, tu es en train de changer le visage de la presque totalité balkanique, n'oublie pas que cela t'oblige à arrêter la guerre qui sévit là-bas.

Sur ma ville tombent les grenades envoyées des montagnes environnantes par les bandes sauvages. Sarajevo est dans les larmes et dans le sang ; en Yougoslavie, les uns comme les autres égorgent.

Europe réunie, si tu crées de nouveaux États sur toute la territoire yougoslave, tu dois comprendre que par là même tu prends la responsabilité du sang qui coule là-bas, des larmes d'enfants et du désespoir.

Pendant que les chiens enragés envahissent les grandes collines de Sarajevo et détruisent les restes de la vieille ville médiévale, le président actuel, tel un général sans armée, le président d'un État sans frontières appelle à la défense de la démocratie au prix du sang.

Europe, ce n'est pas le temps pour des analyses politiques, tout sens politique est déjà mort là-bas, on ne peut qu'essayer d'éteindre l'incendie : Europe, ma ville flambe !

Là-bas, au lieu des pluies printanières, tombent les grenades.

Je sais qu'il est difficile de comprendre mon cri, alors qu'à Paris les premiers pas de la démocratie ont été faits il y a deux cents ans quand chaque place de Paris balagnait dans le sang.

Pourtant, Europe, ne laisse pas les places de Sarajevo, aujourd'hui à la fin du vingtième siècle, devenir ce que Paris a été, car le nouvel ordre ne s'établit pas aujourd'hui comme au dix-neuvième siècle.

Europe, c'est la fin du vingtième siècle dans les Balkans !

La chaos de la guerre ethnique a été introduit sur la presque totalité balkanique durant des centaines d'années : c'est la terre sur laquelle les plus grandes empires se sont déchirées, c'est là que l'Empire romain s'est séparé en deux, celui de l'Est et celui de l'Ouest, c'est là que l'empire ottoman a vu sa fin ; c'est là que la monarchie austro-hongroise a été ébranlée.

Europe, l'affrontement des Musulmans de Bosnie et des Serbes de Bosnie n'est pas authentique, il a été fabriqué, il est apparu sur les décombres des empires déchus laissant derrière eux les cendres. Il est entré dans les mouvements nationalistes dépourvus de toute raison, c'est l'incendie, c'est à TOI de l'éteindre.

Ce sont les moments de l'examen de la conscience, Europe, si toutefois tu existes !

Emir Kusturica est cinéaste yougoslave, réalisateur de *Papa est en voyage d'affaire* (Palme d'or à Cannes) et de *Le Temps des gitans*.

TADJIKISTAN

Les manifestations de Douchanbé ont fait plier le pouvoir communiste

A la frontière de l'Afghanistan, l'ex-République soviétique du Tadjikistan, devenue membre de la Communauté des États indépendants, est en ébullition : un meeting permanent, à l'ampleur croissante depuis un mois, bloque le centre de la capitale, Douchanbé. Mercredi 22 avril, les manifestants - parmi lesquels beaucoup de paysans pauvres venus des montagnes - ont enfin réussi à faire plier le pouvoir du président Rahmon Nabiev.

M. Nabiev, « sorti du musée de la stagnation », comme disent les opposants, fut chef du Parti communiste local sous Brejnev avant d'être limogé avec la perestroïka. Il parvint néanmoins à se faire élire, le 24 novembre 1991, au suffrage universel avec 65 % des voix, contre un candidat soutenu à la fois par les démocrates et les islamistes. Son

retour au pouvoir s'est fait à l'issue d'un premier épisode démocratique, lorsqu'un meeting de dix jours, consécutif au putsch avorté de Moscou, aboutit à la suspension du Parti communiste et au déboulonnage de la statue de Lénine (le Monde du 25 septembre 1991).

S'appuyant sur un Parlement communiste (40 % de directeurs d'entreprise et 30 % de présidents de kolchozes) et profitant de la crainte qu'inspire la vague islamique à une « intelligentsia » locale fortement russe, le président Nabiev fit réhabiliter le Parti communiste du Tadjikistan, le seul à garder ce nom parmi les Républiques ex-soviétiques où les communistes restent au pouvoir, sous d'autres appellations.

M. Nabiev fit aussi mettre en prison, le 6 mars, le maire de Douchanbé, celui qui laissa les manifestants déboulonner Lénine, et destitua le ministre de l'intérieur qui s'était opposé à l'usage de la force contre la foule. Le 20 mars, le Parti démocratique relançait une manifestation sur la « place des Martyrs » (en référence aux victimes des événements de février 1990), mais il fallut attendre la fin du Ramadan et l'arrivée des militants du Parti de la renaissance islamique (PRI) pour ce nouveau mouvement prenne de l'ampleur.

« Nous ne tirerons pas »

Des dizaines de tentes furent dressées sur la place et les arrières avenues, où alternèrent les prières à Allah et les discours des chefs de partis. Les autorités imposent un couvre-feu de l'après-midi, laissant les députés agiter à la télévision la menace d'une subversion islamiste. Mais les troupes ex-soviétiques ne sont pas disponibles pour la répression, la police locale refuse d'intervenir, des entreprises se mettent en grève et l'économie de cette République ex-soviétique, pétrie, des blindés font bien une apparition un jour dans la ville, mais, aux fenêtres du Parlement assiéjé par la foule où se profilent des soldats en gilets pare-balles, apparaît aussi une pancarte : « Nous ne tirerons pas ».

Quand, le 21 avril, les manifestants prennent en otage dix-huit députés, le pouvoir cède et accède aux premières demandes de l'opposition : le président du Parlement, M. Safarali Kendjiev, annonce, mercredi, sa démission et celle du président du Parlement, lequel s'engage à adopter une nouvelle Constitution d'ici au mois de juillet et à organiser des élections législatives avant la fin de l'année, en laissant les partis d'opposition siéger dans les commissions préparant les textes. En contrepartie, les députés kidnappés ont été relâchés et les chefs de l'opposition ont promis de faire cesser, jeudi, les manifestations. Si ces derniers réclament encore la démission du directeur de la télévision, ils s'abstiennent, fidèles à leur discours « démocratique », de demander celle du président élu. Le président Nabiev s'est gardé d'apparaître devant les manifestants et s'est fait porter malade. Mercredi, il était donc absent du sommet des chefs d'États des quatre Républiques d'Asie centrale et du Kazakhstan qui avait commencé à Bichkek, capitale du Kirghizstan.

S. Sh.

SERBIE : concert pour la paix à Belgrade

« Ne comptez pas sur nous ! »

BELGRADE

de notre correspondant

« C'est le printemps, mais je vis en Serbie. » Ce signe de détresse que portent à la boutonnière de nombreux Belgradois était apparu après le 9 mars, lorsque les adversaires du régime de M. Milosevic avaient compris que l'opposition, malgré les manifestations qu'elle avait organisées, n'était pas en mesure d'ébranler le pouvoir en place à Belgrade. Depuis ce constat, l'avenir en Serbie paraît de plus en plus sombre : des centaines de personnes font la queue devant les ambassades étrangères dans l'espoir d'obtenir un visa, des milliers d'autres se cachent à nouveau ou prennent le chemin de l'exil pour échapper à la vague de mobilisation qui frappe la Serbie en raison du conflit en Bosnie-Herzégovine, qui a déjà fait plus de deux cents morts.

En signe de protestation, des milliers de personnes étaient venues assister, mercredi 22 avril, au concert pour la paix organisé par le Centre d'action antiguerra de Belgrade en scandant : « Ne comptez pas sur nous ! » La place de la République, désertée depuis plusieurs mois par les Belgradois las de l'exhibitionnisme des « fiers combattants » en uniforme arbo-

rent leurs insignes nationalistes et leurs armes, avait retrouvé son visage d'antan. Pendant quelques heures, Belgrade a rassemblé à Belgrade.

Chanteurs et acteurs se succèdent à la tribune pour exprimer, chacun à sa manière, le « ras-le-bol » général des « générations sans avenir ». Un seul discours sera prononcé - celui de Stojan Carovic, le président du Centre antiguerra : « On compte sur vous pour tuer, pour détruire, pour mourir pour eux, pour les absurdes frontières qu'ils se sont tracées : ceux que la monde entier déteste comptent sur vous car, si vous ne les aidez pas, si vous ne prenez pas l'uniforme, ils seront obligés de tomber... » et la foule de scander de nouveau : « Ne comptez pas sur nous ! »

Lorsqu'un provocateur lança une bombe lacrymogène à côté du podium, il y eut un instant de silence. Puis une personne reprit le micro pour lancer : « Ne comptez pas sur nous ! » Et le concert continua... Rade Seberdzija, Serbe de Croatie, acteur et pacifiste vénéré, devait ajouter quelques instants plus tard : « Pourquoi donc cette bombe lacrymogène ? Ne voyez-ils pas que sans ces gaz la Serbie pleure quand même ? »

F. H.

SLOVÉNIE : crise gouvernementale

M. Janez Drnovsek nouveau premier ministre

Le premier ministre slovène, M. Lojze Peterle (chrétien-démocrate), a été renversé, mercredi 22 avril, par une motion de censure au Parlement. Celle-ci a obtenu 126 voix sur les 208 députés présents à l'Assemblée, qui avait formé en mai 1990 un cabinet de centre droit, à être remplacé à la tête du gouvernement par M. Janez Drnovsek, président du Parti libéral-démocrate et ancien membre de la présidence collégiale yougoslave. La « démission » de M. Peterle met fin à une longue crise au cours de laquelle les partis de gauche ont exprimé leur méfiance envers la politique du gouvernement.


Pouvoirs « extraordinaires »

Dans sa première allocution devant le Parlement, M. Drnovsek a promis de nouvelles élections et annoncé qu'il demanderait, si nécessaire, des pouvoirs « extraordinaires » pour sortir le pays - désormais indépendant - de la grave crise économique qu'il traverse. Il a promis une politique « plus efficace » que celle de son prédécesseur, comprenant notamment une privatisation rapide et la restructuration des entreprises et des banques. - (AFP)

Une nouvelle collection :

JOURNAL DE LA FIN DU SIÈCLE

1991 - 2000 : 10 années, 10 auteurs, 10 regards successifs sur le dernier acte du XX^e siècle



Les grands événements et les petits riens qui façonnent nos vies.

Editions du Seuil

AFRIQUE

ALGÉRIE : l'installation du Conseil consultatif national

Le président Boudiaf appelle à l'aide la « majorité silencieuse »

Le président du Haut Comité d'Etat (HCE) a installé, mercredi 22 avril, le Conseil consultatif national (CCN), chargé, en l'absence d'un Parlement, d'éclairer de ses avis le pouvoir exécutif. Au cours de la cérémonie, retrans-

ALGER

de notre correspondant

Cent jours après la déposition du président Chadli et l'interruption du processus électoral, le pouvoir vient de se doter d'un organe de Parlement, organisme de soixante membres, tous désignés par le Haut Comité d'Etat (HCE). L'affaire aura été laborieuse : annoncée par décret présidentiel dès le 4 février, la mise en place du Comité consultatif national (CCN) aura demandé de longues semaines de discussions. A côté de celles qui avaient été pressenties - pas toujours avec succès - par le pouvoir, quelque deux mille personnes auraient, dit-on, fait spontanément acte de candidature.

Ne pas s'écarter en contre-pouvoir

Les nominations de ces soixante personnes sont le résultat d'un subtil dosage où les origines professionnelles, politiques, culturelles, voire régionales ont été prises en compte. Le HCE a délibérément écarté de ses choix les responsables des partis, même si nombre de conseillers manifestent une sensibilité politique affirmée à l'égard de plusieurs partis, à l'exclusion toutefois - autant que l'on puisse le savoir - du Front islamique du salut (FIS), du Front de libération nationale (FLN) et du Front des forces socialistes (FFS), formations qui ne ménagent pas leurs critiques au nouveau pouvoir. Au cours de son allocution, M. Boudiaf a appelé à l'aide cette « majorité silencieuse » qui ne se reconnaît ni dans le FLN ni dans le FIS, et

encore moins dans des partis politiques sectaires, beaucoup plus dominés par l'ambition que par l'intérêt national.

La composition sociologique du CCN a valeur de démonstration. A l'évidence, le HCE a voulu prouver qu'il s'appuyait sur les couches les plus modernistes du pays. Ainsi, à côté de trois anciens ministres du défunt président Boumedienne (MM. Mohamed Saïd Mazouzi, Mostefa Lacheraf et Redha Malek), le nouvel organisme compte en son

sein des représentants du patronat privé comme des gestionnaires du secteur d'Etat, dont M. Mohamed Benmansour, président de l'influente Union nationale des entreprises publiques.

Des intellectuels de divers horizons y côtoient des journalistes, des cadres de l'administration et des responsables d'associations. Six femmes, soit 10 % des effectifs, font partie du CCN, dont M^{me} Khalida Messaoudi, présidente de l'Association indépendante pour

ment par des membres du CCN. Le chef de l'Etat a, d'autre part, confirmé, sans préciser de date, que la Constitution serait révisée et que l'élection présidentielle serait organisée avant les élections législatives.

le triomphe des droits des femmes en Algérie, et M^{me} Malika Grefon, pédagogue et auteur d'un ouvrage consacré sur la faille du système scolaire.

Toutes les précautions ont été prises pour éviter que le CCN ne s'érige en contre-pouvoir, ou même qu'une partie des conseillers ne forme un bloc homogène. Si cette Assemblée au rôle purement consultatif peut, en principe, discuter de tout, le décret qui l'institue délimite strictement ses attributions, mais il devra être approuvé par décret présidentiel. Enfin, le président du CCN ne sera pas élu en séance plénière, mais choisi au sein d'un bureau, lui-même composé des rapporteurs désignés par les sections de la nouvelle Assemblée.

Dans une déclaration, le FFS de M. Ali Ahmed s'inquiète de « la grande ambiguïté qui entoure les attributions » du CCN. A son avis, « ce n'est pas cette institution qui remédiera à l'interruption du processus démocratique et améliorera l'image des nouvelles autorités dans l'opinion publique ». De son côté, le FIS, dont l'interdiction devrait être prochainement confirmée par la Cour suprême, qualifie, dans un communiqué, le CCN de « comité de la honte ». Il ajoute : « Le peuple retiendra les noms des membres du conseil consultatif et les inscrira sur la liste des complices des oppresseurs ».

GEORGES MARION

Un mot d'ordre islamiste

« Du verbe au fusil »

Le Front islamique du salut (FIS) a appelé les Algériens, dans son bulletin clandestin *Minbar el Djoumoua* (la Tribune du vendredi), à « se prendre en charge, du verbe au fusil, après les appels vains au dialogue ». A l'en croire, « la dictature à l'état pur s'est installée (...). Tout un peuple relégué au rang de suspect est en liberté provisoire ».

C'est le premier appel direct à la lutte armée contre le nouveau pouvoir lancé par le parti intégriste depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 9 février. Reste à savoir si cette publication exprime la position officielle de la direction du FIS, dont la plupart des responsables sont en prison. A la mi-mars, le FIS avait reconnu, dans un commu-

nié, sans les revendiquer formellement, que des actes de violence contre les forces de l'ordre pouvaient avoir pour auteurs des militants islamistes et mis en garde le pouvoir contre sa propre dissolution, prononcée, le 4 mars, par la chambre administrative de la Cour d'Alger.

Des attentats, attribués officiellement à des intégristes, ont fait, en deux mois et demi, quelque cinquante morts dans les rangs des policiers et des gendarmes. Pour la première fois en Algérie, des photographies de plusieurs personnes recherchées ont été placardées sur les murs des grandes agglomérations. - (AFP)

SOMALIE

Le secrétaire général de l'ONU préconise l'envoi de cinq cents « gardes bleus » à Mogadiscio

NEW-YORK

de notre correspondant

Dans un rapport qui devrait être prochainement soumis au Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, préconise l'envoi, d'une part, de cinquante observateurs militaires de l'ONU pour veiller à l'application du cessez-le-feu à Mogadiscio et, d'autre part, celui d'une force de cinq cents soldats, en quelque sorte des « gardes bleus », chargés de contrôler l'acheminement des secours, souvent bloqués par les factions rivales qui se disputent la capitale. Disposant d'armes légères, ils pourraient être répartis dans le port de Mogadiscio et à l'intérieur

de la ville, leur présence permettant d'assurer, dans un premier temps, la distribution des secours à environ un million et demi de civils.

M. Boutros-Ghali constate que, en dépit de l'embargo décrété sur les livraisons militaires, des armes continuent à parvenir et à circuler dans le pays. Enfin, le secrétaire général a indiqué que le Nigéria était prêt à accueillir, à Abuja, une conférence « de réconciliation » entre les différentes parties somaliennes, conférence qui pourrait se réunir sous les auspices de l'ONU, de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de la Ligue arabe et de la Conférence islamique.

S. M.

SAO-TOMÉ-ET-PRINCIPE

Le premier ministre, M. Daniel Daio a été limogé

Le président Miguel Trovada a démis de ses fonctions, mercredi 22 avril, le premier ministre, M. Daniel Daio. Cette décision a été saluée par l'opposition, notamment par le Mouvement pour la libération de Sao-Tomé-et-Principe (MLSTP), issu de l'ancien parti unique qui avait dirigé l'archipel de 1975 à 1991, date des premières élections libres. En revanche, ce limogage a été vivement critiqué par le Parti de la convergence démocratique (PCD, au pouvoir) qui l'a qualifié de « coup d'Etat institutionnel ».

Le PCD devrait être prochainement convoqué pour désigner un nouveau chef de gouvernement, a précisé le chef de l'Etat. Le président Trovada, élu avec l'appui du PCD, a déclaré qu'il soutiendrait la politique d'austérité économique, menée, à la demande du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, par M. Daio, mais il a accusé ce dernier d'avoir

créé « une situation de blocage entre la présidence et le gouvernement ». Si le PCD refuse de désigner un nouveau premier ministre, M. Trovada envisage de dissoudre le Parlement et d'organiser de nouvelles élections. - (Reuters)

■ RWANDA : le président Habyarimana quitte l'armée. - Le président Juvenal Habyarimana a annoncé, mercredi 22 avril, à Byumba (nord du pays), qu'il abandonnait ses fonctions au sein de l'armée, afin, notamment, de se conformer à la loi qui interdit aux militaires d'adhérer à des formations politiques. Le chef de l'Etat, qui a le grade de général et a passé vingt-neuf ans comme chef d'état-major de l'armée, a été désigné candidat du Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRNDD, ancien parti unique) à la prochaine élection présidentielle. - (AFP)

77 ANS APRÈS 1915 EST-IL ENCORE TROP TÔT POUR QUE LA TURQUIE RECONNAISSE LE GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS ?

En 1989, l'URSS a reconnu que les massacres de Katyn perpétrés contre des milliers d'officiers polonais avaient été commis par le régime stalinien.

En 1986, les Etats-Unis ont fait des excuses officielles aux citoyens américains d'origine japonaise internés collectivement après l'attaque japonaise sur Pearl Harbour (1941).

En 1970, le Chancelier allemand Willy Brandt s'agenouillait à Auschwitz devant le monument commémorant le génocide des juifs organisé par le régime nazi.

En 1992, le génocide des Arméniens qui, par ordre du gouvernement Jeune Turc, furent déportés en masse d'Anatolie au cours de la Première Guerre mondiale et dont la plupart furent massacrés ou périrent en route, n'a reçu de l'Etat turc que des dénégations.

Depuis plus d'une douzaine d'années, plusieurs centaines de personnalités ont demandé la reconnaissance du génocide des Arméniens*, parmi lesquelles :

Robert Badinter, Elena Bonner (Russie), Jacques Derrida, Georges Duby, François Furet, Ernest Glinne (Belgique), Jürgen Habermas (Allemagne), François Jacob (Prix Nobel), Claude Lefort, Cardinal Lustiger, Emmanuel Lévinas, André Lwoff (Prix Nobel), Daniel Mayer, Théodore Monod, Edgar Morin, Paul Ricoeur, Laurent Schwartz, Alain Touraine.

Et d'autres, aujourd'hui disparus : Raymond Aron, Roland Barthes, Simone de Beauvoir, Yilmaz Güney (Turquie), Vladimir Jankélévitch, Alfred Kastler (Prix Nobel), Sean McBride (Prix Nobel), Leonardo Sciascia (Italie).

* Reconnu par la sous-commission des Droits de l'homme de l'ONU (1985) et par le Parlement européen (1987).

Comité HELSINKI FRANCE
110, avenue d'Italie, 75013 Paris

AFRIQUE

SOUDAN : après une série de revers

Les rebelles sudistes semblent avoir contenu l'offensive gouvernementale

Une guerre souvent oubliée mais meurtrière se poursuit depuis 1983 entre les forces de Khartoum et les rebelles sudistes - animistes ou chrétiens - de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) les pilonnent sans relâche depuis les collines rocheuses qui surplombent la piste Torit-Juba. Sorti en force le 6 avril de Juba, la capitale régionale assiégée par les maquisards depuis quatre ans, le convoi gouvernemental n'a pas dépassé ce croisement, situé en pleine brousse à une centaine de kilomètres de Torit, la principale ville de la zone rebelle.

NGANGALA

de notre envoyé spécial

Tardés dans leurs tranchées depuis une dizaine de jours, les soldats soudanais vivent des heures difficiles au carrefour de Ngangala (35 kilomètres à l'est de Juba), où les rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) les pilonnent sans relâche depuis les collines rocheuses qui surplombent la piste Torit-Juba. Sorti en force le 6 avril de Juba, la capitale régionale assiégée par les maquisards depuis quatre ans, le convoi gouvernemental n'a pas dépassé ce croisement, situé en pleine brousse à une centaine de kilomètres de Torit, la principale ville de la zone rebelle.

Dans une infructueuse tentative de rocher, le commandant Oyel Deng observe à la jumelle les soldats qui, 400 mètres en contrebas, tentent en vain de décharger les canons du convoi, composé d'une vingtaine de véhicules et de plusieurs tanks dispersés parmi les huttes du village, et dont certains flambent au milieu du no man's land. « Nous allons détruire toute leur logistique », affirme l'officier, sans se soucier de récupérer les munitions ou le ravitaillement qui s'y trouvent. « Ils ne répondent plus à nos tirs : ils ont dû être épuisés ». Le commandant Deng veut lancer une contre-offensive et s'emparer de ce qui restera de la colonne armée : « Avec 350 tués et 600 blessés sur 500 hommes, ils ne sont plus en mesure de poursuivre leur attaque ». Dans les camps de base de l'APLS, derrière les collines des adolescents en guenilles chantent déjà leur victoire : « La bataille pour Juba vient de commencer ici, à Ngangala ».

L'an dernier, à la fin de la saison sèche, comme aujourd'hui, l'offensive traditionnelle de l'armée de Khartoum avait été repoussée, mais la garnison de Juba avait tenu bon, face aux maquisards massés autour de la ville. « Mais cette fois-ci, ce sera la honte », lance Joseph Bior, vingt-six ans, dont neuf passés dans la guérilla. Il se dit prêt à combattre encore « vingt années s'il le faut ». Après quelques succès initiaux, en mars et début avril, l'armée soudanaise semble marquer le pas. Elle n'a diffusé aucun communiqué de victoire de quelque importance depuis le 11 avril, date à laquelle elle annonçait la prise de Ngangala.

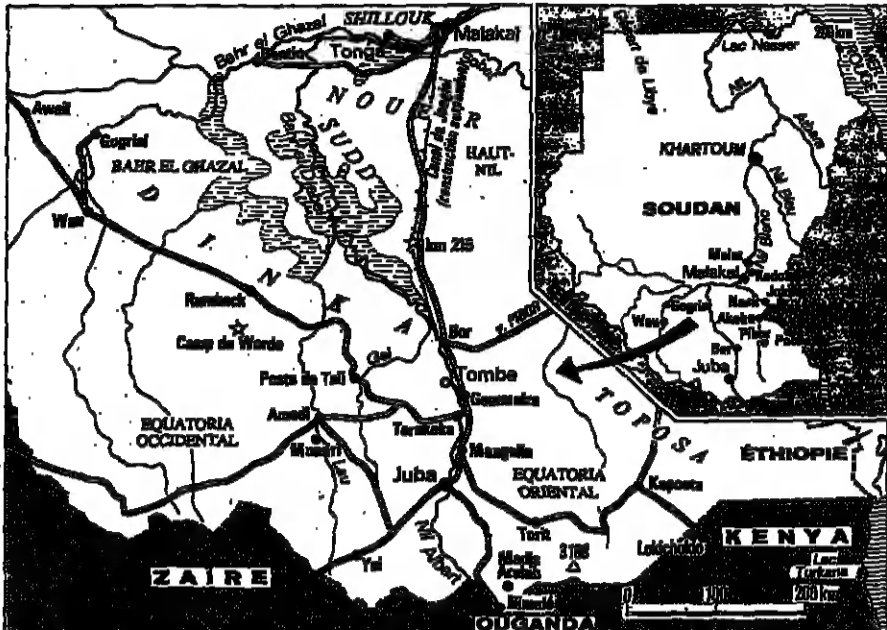
De nombreuses informations circulent, souvent impossibles à vérifier, mais il est certain que les

troupes soudanaises ne donnent plus beaucoup de signes de mouvement. La colonne partie de Wau, sur la rive occidentale du Nil, en direction de Tamboura, près de la frontière éthiopienne, aurait été capturée. Quant au détachement qui s'est emparé de Bor, le 4 avril, il semble y être encerclé depuis. Et selon l'APLS, les trois barges transportant matériel de renfort et carburant ont été coulées un peu plus haut, sur le Nil.

Les maquisards calés des dissidents

Cependant, le long de la frontière orientale, certaines rumeurs font état de quelques milliers de soldats de Khartoum prêts à pénétrer au Sud-Soudan, à partir de l'Éthiopie. Peut-être pour prêter main-forte au bataillon qui s'est emparé de Pochala le 9 mars, en passant vraisemblablement par le territoire éthiopien. Et cette unité n'est pas encore descendue vers le sud pour couper la route stratégique qui relie le Sud-Soudan au Kenya. A-t-il été stoppé ? « Probable », avancent les observateurs. « C'est certain », répond le colonel John Garang, commandant en chef du mouvement qu'il a créé en 1983. Il y a, dit-il, toutes les raisons d'être optimistes puisque « l'adversaire est contenu partout au Sud-Soudan ». « Les seules villes conquises par l'armée, fait-il remarquer, dépendent de nos dissidents », ceux qui ont « fait défection et choisi le camp du général Béchir ». En août 1991, deux commandants rebelles, MM. Riek Machar et Lam Akol, ont provoqué une scission au sein du mouvement, en dénonçant les méthodes dictatoriales du colonel Garang et l'enrôlement forcé des enfants dans l'APLS. Des combats fratricides ont eu lieu les mois suivants à Bor.

Depuis, Mgr Paride Taban, évêque de Torit, tente en vain de réunifier l'APLS, qui « représente pour les Sud-Soudanais le seul espoir de justice face au racisme des fondamentalistes (musulmans) au pouvoir ».



à Khartoum. Mais pour le colonel Garang, « l'affaire est close ». Selon lui, les dissidents ont fait un mauvais calcul en se rapprochant de Khartoum après la chute en Éthiopie du colonel Mengistu (en mai 1991), pariant sans doute sur la défaite prochaine d'une APLS privée de son soutien éthiopien.

Si les fidèles de John Garang parviennent à contenir l'armée régulière, les commandants Riek Machar et Lam Akol s'en trouveront davantage marginalisés. D'autant plus que leurs liens avec le régime du général Béchir semblent de plus en plus ébranlés aux observateurs. Devant l'insistance des organisations humanitaires, le gouvernement soudanais a autorisé, le 20 avril, la reprise des vols d'assistance alimentaire (interdits depuis début mars), mais uniquement en zone contrôlée par les dissidents sudistes. Dans la région de Bor, près de 150 000 villageois, et personnes déplacées sont privées de l'aide du Programme alimentaire mondial et des organisations non gouvernementales comme Action internationale contre le faim (AICF), qui avait en charge près de 6 000 enfants mal-nourris.

Ceux qui en ont fait la force fuient aujourd'hui vers le sud à travers la brousse, en évitant les combats, pour atteindre les camps organisés à la hâte autour de Kapoeta et Torit par l'organisation de secours de l'APLS. Mais leur situation reste précaire du fait de l'insécurité qui menace les convois de l'opération des Nations unies « Lifeline Sudan », reliant ces villes au Kenya. Les chauffeurs ont refusé de reprendre la route après qu'un des leurs eut été tué, le 18 avril, par des « bandits ».

A Torit, situé pourtant à 100 kilomètres de la ligne de front, le calme de la ville contraste avec le drame que vit le Sud-Soudan depuis trente-cinq ans. Les gens, comme les étrangers des organisations humanitaires, ont appris à vivre avec la menace des bombardements, et chaque bâtiment, chaque case possède son

abri antiaérien. La guerre a paralysé l'activité économique, et la ville se dépeuple doucement, faute de crédits. Passés les premiers mouvements de panique, au début de l'offensive gouvernementale, la population paraît maintenant assurée que l'armée régulière n'arrivera pas jusqu'ici.

D'autant que les pluies (« un de mes bataillons », dit John Garang) devraient s'abattre sur le pays dès les premiers jours de mai et mettront un terme, comme chaque année, à la tentative de Khartoum de contrôler militairement le Sud-Soudan.

JEAN-HELENE

PROCHE-ORIENT

LIBAN : aggravation de la situation économique

La grève générale a pris de l'ampleur

BEYROUTH

de notre correspondant

Les choses vont de mal en pis sur le plan économique au Liban. Aussi, d'une semaine à l'autre, la grève générale décrétée par la Confédération des syndicats pour deux mercredi successifs, a-t-elle pris de l'ampleur. Le 22 avril, le mouvement a été plus suivi que la semaine précédente. La cause en est simple : dans l'intervalle, le dollar est passé de 1 475 livres à 1 575, voire 1 600. Il était encore à 875 livres le 19 février. Ces chiffres donnent la mesure du traumatisme des Libanais qui ne voient plus rien d'autre à l'horizon personnel que la vertigineuse dégradation de leur monnaie, de leurs affaires et de leur niveau de vie.

Quelle importance, dira-t-on, dans un pays où tout, absolument tout, est estimé en dollars ? D'abord, la majeure partie des revenus des salariés est en livres et la chute du pouvoir d'achat pour cette tranche de la population est dramatique. En conséquence, le marché s'est considérablement ralenti : moins 75 % dans les secteurs non vitaux (habillement, électroménager, ameublement, librairie, loisir, etc.) et dans l'immobilier, moins 20 % au détail et moins 50 %

en gros. Même les possesseurs de dollars placés en banque sont pénalisés par la très forte chute des taux d'intérêt sur la monnaie américaine. Sans compter que les propriétaires immobiliers sont, pour leur part, sans aucun revenu, avec des loyers de l'ordre de 10 à 20 francs par an, par l'effet d'une législation aberrante vieille d'un demi-siècle qui bloque les loyers au profit de locataires souvent absents, réinstallés à l'étranger. Cette loi est en cours de révision, mais, dans la situation qui prévaut, une solution équitable aggraverait la crise sociale.

Accusé d'être responsable de cette situation, par son imprévoyance, sa gabegie et la corruption qui règne dans ses rangs et dans l'administration publique, le gouvernement, maintenu en place par décision de Damas, a fini par réagir en décrétant trois seuils limites qui sont censés être des gardes-fous : un plafond des dépenses publiques en 1992 fixé à 1 700 milliards de livres, un minimum de recettes fixé à 1 100 milliards et un déficit maximum fixé à 35 %. Reste à tenir ces chiffres dans une économie dont le ralentissement ne peut avoir pour corollaire qu'une diminution des recettes de l'État.

LUCIEN GEORGE

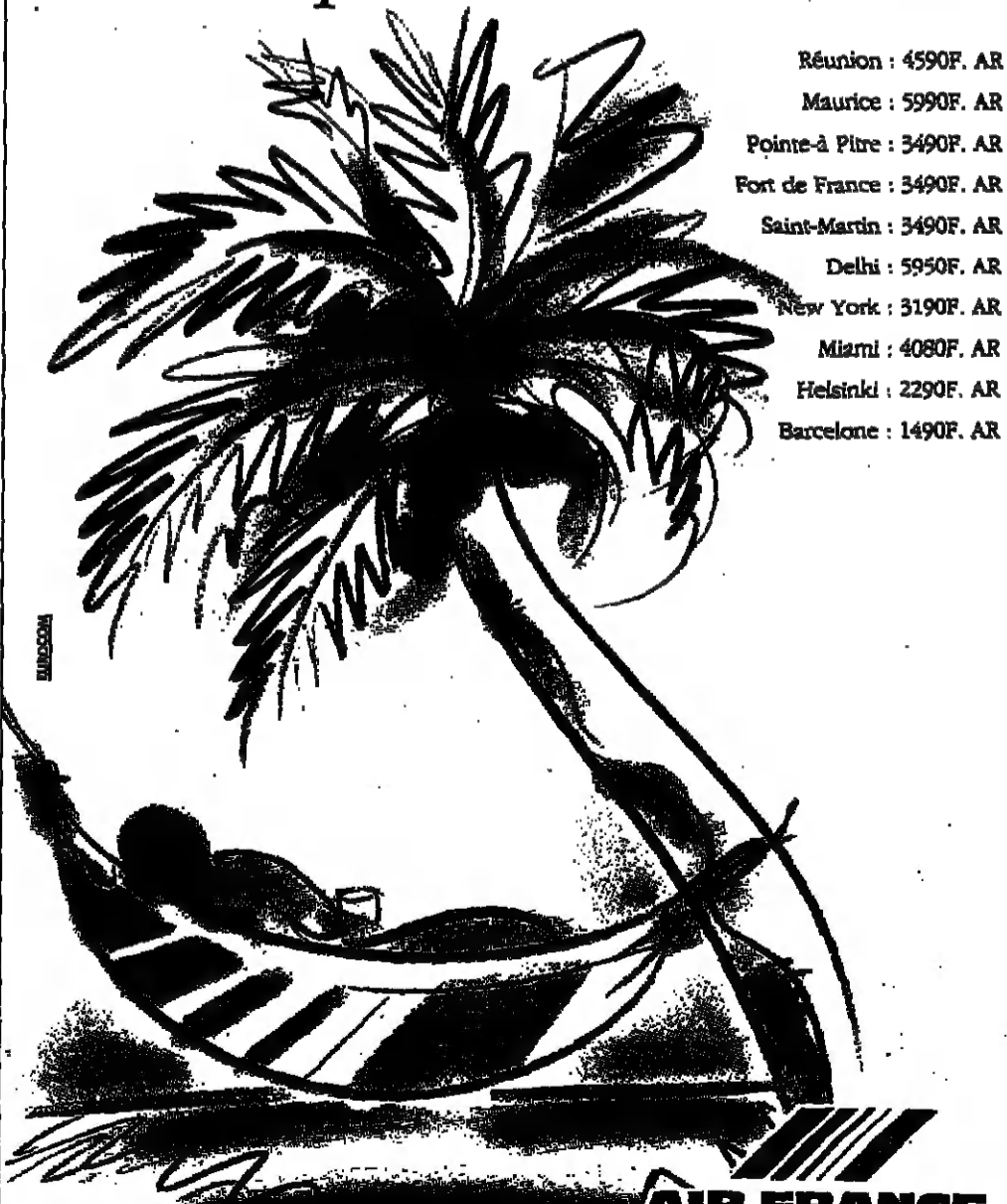
LIBYE

Les ministres arabes de la justice apportent leur soutien à Tripoli

Le conseil des ministres arabes de la justice, réuni au Caire, a apporté, mercredi 22 avril, son soutien à la Libye dans le conflit qui l'oppose à l'ONU, affirmant son souci de « régler cette affaire par les moyens pacifiques ». Dans un communiqué, il déclare que « les mesures juridiques et judiciaires prises par la Libye constituent un moyen de régler cette crise dans le respect de la souveraineté libyenne ». Il souligne que Tripoli « a clairement condamné le terrorisme et affirmé être prête à coopérer avec les

justices compétentes pour le combattre ». Le dossier d'enquête produit par la Libye sur l'attentat commis, en septembre 1989, contre un DC-10 d'UTA est « inconstant et donc sans valeur probante », estime cependant le juge d'instruction français, M. Jean-Louis Bruguière, dans une lettre adressée à M. Roland Dumas, et dont une copie a été transmise au secrétaire général de l'ONU. Il ajoute que « certaines pièces [du dossier] présentent même des anomalies ». (AFP)

Antilles: 3490F. AR Embarquement immédiat



Réunion : 4590F. AR
Maurice : 5990F. AR
Pointe-à-Pitre : 3490F. AR
Fort de France : 3490F. AR
Saint-Martin : 3490F. AR
Delhi : 5950F. AR
New York : 3190F. AR
Miami : 4080F. AR
Helsinki : 2290F. AR
Barcelone : 1490F. AR

AIR FRANCE

Tarifs aller-retour applicables au départ de Paris à partir du 11 mai 1992, sauf pour les USA où la validité est immédiate. Soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou de votre agence Air France.

ROP TOT POUR
DE DES ARMÉNIENS

NOUVEAUTÉ
NANCY
1900
Rayonnement
de l'Art Nouveau

304 pages 150 illustr. 290 F
tirage de tête limité à 600 ex. num.
papier vergé, coffret reliure 1390 F
15 planches couleur collées à la main

G. KLOPP
82 33 56 18 BP 66
57 102 THIONVILLE

MALAWI Prochain procès d'un opposant

M. Chafukwa Chibana, dirigeant syndical arrêté le 6 avril à son retour au Malawi, sera jugé le 6 mai, a-t-on appris, mercredi 22 avril, de source diplomatique. Aucun chef d'accusation n'a été annoncé contre cet opposant, qui avait publiquement prôné la démocratisation du régime malawite.

A la suite d'une note de protestation adressée par la CEE au lendemain de son arrestation, les autorités malawites « ont donné l'assurance que sa sécurité n'était nullement menacée et qu'il serait

traduit en justice dans les plus brefs délais », a-t-on précisé de même source.

Par ailleurs, à Harare, au Zimbabwe, les évêques catholiques ont protesté, mercredi, contre la récente expulsion du Malawi d'un évêque irlandais, Mgr John Roche, qui avait signé la lettre pastorale des évêques du Malawi critiquant le régime du président à vie Kamuzu Banda (le Monde du 10 avril). Les évêques du Zimbabwe ont demandé que le prêtre soit rétabli dans ses fonctions. (AFP, Reuter.)

Kenya : nouvelles violences dans l'Ouest. - Seize personnes ont été tuées, mardi 21 avril, lors de nouveaux affrontements ethniques, survenus, selon la presse locale, dans quatre districts des provinces de l'Ouest et de la vallée du Rift. Ce bilan porte à cent quarante le nombre des morts, en deux mois, dans cette seule région. (AFP.)

Cameroon : démenti aux accusations d'Amnesty International. - Les autorités pénitentiaires

camerounaises ont démenti, mercredi 22 avril, à Yaoundé, les récentes accusations d'Amnesty International, selon lesquelles soixante-dix détenus du camp-prison de Tchollire seraient morts de faim, en 1991. Le chef de l'administration pénitentiaire, M. Simon Nkem Forzie, a reconnu que certains prisonniers avaient pu succomber à une épidémie de méningite qu'il n'y avait, en revanche, « pas de problème de nourriture ». (Reuter.)

100 MEL SINKI FRANCH
1000 et 11 mille 7501390

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : l'IVG devant la Cour suprême

Partisans et adversaires de l'avortement entament de nouvelles batailles

La Cour suprême des États-Unis, en majorité hostile à l'interruption volontaire de grossesse, a entamé, mercredi 22 avril, l'examen d'une loi de Pennsylvanie restreignant le droit à l'avortement. Un thème tellement sensible que les candidats à la présidence des États-Unis, républicain ou démocrate, voudraient bien l'éviter cette année.

WASHINGTON

correspondance

Partisans et adversaires de l'avortement ont manifesté à l'extérieur de l'auguste bâtisse de la Cour suprême à Washington. A Buffalo, plus de 150 personnes ont été interpellées, alors qu'elles tentaient de forcer les barrières de la police protégeant l'accès d'une clinique pratiquant des avortements. A l'intérieur de la

Cour, 119 journalistes — un record, — soixante-seize avocats et plus de cent personnes se sont entassées dans la salle d'audience pour entendre les représentants du gouvernement, de l'État de Pennsylvanie et de l'Association pour la planification des naissances exposer leurs arguments.

Le débat, très absorbant pour les non-initiés, n'a pas encore donné d'indications sur la position des juges, dont la décision est attendue en juin ou en juillet. Un fœtus doit-il être considéré comme une « personne » protégée par la Constitution? Dans l'affirmative, l'avortement devrait être considéré comme un crime et les États ne seraient pas seulement autorisés à interdire l'avortement, mais obligés de le faire.

L'attorney général (l'équivalent du ministre de la justice) fédéral a indiqué qu'il s'agissait d'une question « extrêmement difficile et délicate », sur laquelle la Cour n'était pas obligée de se pronon-

cer. La loi de Pennsylvanie, adoptée en 1982, restreint le droit constitutionnel fondamental des femmes à l'avortement, reconnu par l'arrêt « historique » de la Cour (« Roe contre Wade ») rendu en 1973. Ces clauses restrictives, qualifiées de « protection » par les adversaires de l'avortement, prévoient notamment l'imposition, avant une opération, d'une période de vingt-quatre heures au cours de laquelle les femmes doivent être informées du détail de l'intervention et de l'alternative à un avortement.

La prudence embarrassée de M. Bush

D'autre part, les mineurs devront obtenir la permission d'un parent et une femme mariée devra, au préalable, informer son mari de son intention. Les organisations menant une campagne vigoureuse pour la confirmation du droit à l'avortement soulignent que la législation de Pennsylvanie

visé, en fait, à vider de sa substance l'arrêt de 1973 et représente la première étape vers son annulation. Etant donné la composition de la Cour, où les juges choisis par les administrations républicaines de MM. Reagan et Bush sont en majorité, il est probable qu'elle donnera raison aux adversaires de l'avortement sous-tendant une décision ambiguë, tandis que les partisans de l'IVG voudraient que la Cour confirme clairement l'arrêt de 1973, sachant bien que la haute instance refusera leur requête. La mobilisation de larges secteurs de l'électorat féminin en sera facilitée, estiment-ils.

Cette perspective inquiète la Maison Blanche, consciente des divisions au sein de l'électorat républicain sur ce thème. Malgré les pressions des éléments républicains de droite ainsi que des églises protestantes et catholiques, le président Bush et ses amis sont

prudents. Ils s'abstiennent de clarifier leur appui aux adversaires de l'avortement et s'efforcent de détourner l'attention des électeurs sur d'autres problèmes.

HENRI PIERRE

□ L'ancien dirigeant du Ku Klux Klan David Duke se retire de la campagne présidentielle. — N'ayant obtenu que de très faibles résultats, M. David Duke, ancien « grand sorcier » du Ku Klux Klan, a décidé, mercredi 22 avril, de se retirer de la course à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de novembre. M. Duke — qui était l'un des trois candidats à l'investiture républicaine avec MM. George Bush et Pat Buchanan — n'a obtenu le soutien d'aucun député. M. Duke n'avait pas le soutien du parti républicain et avait été défait, en novembre 1991, à l'élection pour le poste de gouverneur de la Louisiane. — (AFP, Reuters.)

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

SERVICE DES DOMAINES

RECTIFICATIF DE L'ANNONCE DU 3 AVRIL 1992. L'adjudication de L'ANCIEN FORT DE L'ÎLE-MADAME A PORT-DES-BARQUES (Charente-Maritime), prévue le 14 MAI 1992 à 15 heures est reportée à une date ultérieure.

SERVICE DES DOMAINES

ADJUDICATION MARDI 5 MAI 1992 à 14 heures à TOULON, salle des ventes des Domaines, 98, rue de Montebello.

MATÉRIEL NEUF PROVENANT DE L'ARSENAL MARITIME :
17 000 tonnes en toile, 4 500 tricots, chemises et chemisettes, 11 000 sous-vêtements divers, 3 000 ceintures, 22 000 m toile polyester, 12 000 m coton (180 et 140), 3 000 m popeline polyester coton (145 et 150), 14 000 m polaire polycoton, 3 400 000 m fil coton R 50 TEX 16,67 x 3 fusettes, 136 000 m fil polyester 33 TEX 11,11 x 3 bobines, 130 000 m fil polyester 33 TEX 11,11 x 3 cônes, 125 000 m fil polyester 43 TEX 14,29 x 3 cônes, 16 000 m fil polyester de col L 90, 9 000 boutons anglais 50/15/10, 2 300 plats sous-pont 50/20/10, 10 000 tatonnettes, 95 000 m fil coton R 50 TEX 16,67 x 3 cônes, 1 950 fermatures à glissière beige, 191 900 boutons, 21 000 jeux de poches, 400 m fermatures à glissière kaki. Quantités approximatives.

RENSEIGNEMENTS : Direction des Services Régionaux (Domaines), 98, rue de Montebello, 83054 TOULON CEDEX (Tél. : 94-09-75-40).
DÉTAIL DES VENTES DES DOMAINES : S.O.A.D. Abonnement 145 F par an. Ecrire S.O.A.D., 17, rue Scriba, 75346 PARIS CEDEX 09 ou tél. : 44-94-78-78, Minitel 3615 code IVF.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 14 MAI 1992, à 14 h 30.
APPARTEMENT - 8, RUE VICTOR-GELEZ
et 9, rue des Nanettes, PARIS-11^e, au 4^e étage gauche. CAVÉ.
M. à P. : 150 000 F. S'adr. à M^{me} ALAIN FITTEMBAIN, avocat, 11 bis, rue Portalis, PARIS-8^e, tél. : 45-22-22-86. Tous avocats près le T.G.J. de PARIS.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 14 MAI 1992, à 14 h 30, EN UN LOT, dans un immeuble.
DIVERS LOCAUX
à usage de bureau, atelier et dépôts
à PARIS-10^e, 57 A, bd de Strasbourg
Mise à prix : 400 000 F
S'adresser pour renseignements à la S.C.P. CHAIGNE, avocat à PARIS-16^e, 22, r. Boissière, tél. : 47-27-87-87. Au greffe du trib. de 1^{re} inst. de PARIS.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 12 MAI 1992, à 13 h 30.
UNE PROPRIÉTÉ au VERT-GALANT (93)
Commune de VILLEPINE - 23, rue d'Alsace-Lorraine
comp. TERRAIN de 384 m² env. avec BÂT. D'HABIT. de 4 p. princ.
M. à P. : 400 000 F. S'adresser à M^{me} BOUGBOISET, avocat à AULNAY-SOUS-BOIS (93), 3, avenue Germain-Papillon, tél. : 48-66-62-68; M^{me} BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats à PARIS-8^e, 55, boulevard Malesherbes, tél. : 45-22-04-36. Sur place pour visiter, le 7 MAI, de 9 h à 10 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 12 MAI 1992, à 13 h 30.
UN APPARTEMENT DE 4 P.P. EN DUPLEX
au rez-de-cha. et 1^{er} ét., bdt. N. Joulas, TERRASSE et JARDIN.
UN EMPLACEMENT DE PARKING et UN CELLIER
à AULNAY-SOUS-BOIS (Seine-Saint-Denis)
ZAC Le Gros Saule, 10, allée du Docteur-Schulow
S'adresser à M^{me} BOUGBOISET, avocat à AULNAY-SOUS-BOIS (93), 3, avenue Germain-Papillon, tél. : 48-66-62-68; M^{me} BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats à PARIS-8^e, 55, boulevard Malesherbes, tél. : 45-22-04-36. Visite sur place le 29 AVRIL, de 9 h à 10 h.

Vente au Palais de Justice de PARIS, JEUDI 14 MAI 1992, à 14 h 30, en un seul lot, dans un immeuble à PARIS-10^e 17 à 25, rue J.-Moïnon et 34, rue de Sambre-et-Meuse
BOUTIQUE au 21, rue J.-Moïnon
au rez-de-chaussée avec cave
LOGEMENT au 19, rue J.-Moïnon
d'une pièce princ. au 2^e ét.
Mise à prix : 300 000 F
S'adresser à M^{me} Bernard MALINVAUD, avocat à PARIS-16^e, 1 bis, place de l'Alma, tél. : 47-23-73-70; M^{me} JOSSE, mandataire-légitime, 4, rue du Marché-Saint-Honoré, PARIS-1^{er}, et à tous avocats près le tribunal de grande instance de PARIS.

Après l'exécution d'un condamné à mort en Californie

L'utilisation de la chambre à gaz est remise en question

Demandant une nouvelle fois l'abolition de la peine de mort aux États-Unis, Amnesty International a dénoncé, mercredi 22 avril, « la macabre course contre la montre » qui a précédé l'exécution de Robert Alton Harris dans la chambre à gaz d'une prison californienne (le Monde du 23 avril). Ce cas ne peut que confirmer que la peine capitale est un « châtiment cruel, inhumain et dégradant », contraire à la Constitution américaine, estime l'organisation internationale. Plusieurs voix, en Californie, réclament l'utilisation d'une autre méthode d'exécution.

LOS ANGELES

correspondance

Au lendemain de l'exécution de Robert Harris — la première en Californie depuis 1967, — le débat porte moins sur la peine de mort que sur le procédé utilisé. Un projet de loi demandant l'abandon de la chambre à gaz a été déposé.

Lorsqu'elle a été installée en 1931, la chambre à gaz de San-Quentin passait pour un progrès par rapport à la pendaison. Aujourd'hui, plusieurs associations protestent contre l'emploi d'un gaz identique à celui utilisé par les Allemands dans les camps de la mort pendant la guerre, sous le nom de Zyklon B. Deux des neuf juges de la Cour suprême des États-Unis, MM. John-Paul Stevens et Harry A. Blackmun, qui se sont opposés à l'exécution de Harris, ont notamment estimé que « l'usage barbare du gaz de cyanure pendant l'holocauste et son utilisation comme arme chimique donnent à penser que l'exécution par ce moyen est inutilement cruelle ».

Robert Harris qui, avant sa mort, s'est tourné vers le père d'une des victimes pour lui dire qu'il était désolé, a été déclaré mort après quatorze minutes d'agonie. Les dix-huit journalistes qui assistaient à la scène ont décrit en détail les souffrances du condamné. Le prisonnier a été

progressivement asphyxié, après que le cyanure eut été plongé dans six litres d'eau et d'acide sulfurique. Une caméra a filmé l'exécution à la demande d'un juge fédéral qui estime, lui aussi, que la chambre à gaz est un châtiment « cruel et inhumain », donc contraire au huitième amendement de la Constitution.

Parmi les trente-six États qui n'ont pas aboli la peine de mort, la Californie, l'Arizona, le Maryland et la Caroline du Nord ont préféré la chambre à gaz à la chaise électrique, à la pendaison (encore en vigueur dans le Montana et le Delaware), au peloton d'exécution (utilisé à trois reprises dans l'Utah depuis 1977) et à l'injection mortelle adoptée par vingt-deux États. Selon les bourgeois, cette dernière méthode serait traumatisante car elle implique un contact direct avec le condamné. Après avoir exécuté Don Harding, le 6 avril, l'Arizona (l'un des quatre États qui ont repris les exécutions cette année) a décidé de ne plus utiliser sa chambre à gaz.

Les éditorialistes californiens qui, comme le public, ont suivi le suspense des dernières heures du condamné, ont montré peu d'émotion. Peter H. King, éditorialiste du Los Angeles Times, conclut ses réflexions en estimant que « nous ne pouvions pas mieux faire que ce que nous avons fait ».

RÉGIS NAVARRE

□ Quarante-septième exécution capitale au Texas. — Billy White, condamné à mort pour le meurtre d'une femme de soixante-cinq ans, a été exécuté par injection d'une dose mortelle, jeudi 23 avril, au Texas, après que la Cour suprême ont rejeté une demande de sursis. Billy White, un noir de trente-quatre ans, est le quarante-septième condamné exécuté au Texas et le cent soixante-dixième aux États-Unis depuis que la Cour suprême a autorisé les États à réinstaurer la peine de mort en 1976. L'exécution a été différée de quarante minutes, le bourreau ayant eu du mal à trouver une veine convenant à l'injection. — (AFP, Reuters.)

PÉROU

Meeting de soutien au président Fujimori

Environ 6 000 personnes ont participé, mercredi 22 avril à Lima, à un meeting de soutien au gouvernement de M. Alberto Fujimori, à l'appel d'un syndicat de marchands ambulants et d'une vingtaine de dirigeants de bidonvilles.

Le président est arrivé en voiture décapotable à ce rassemblement organisé sur une place gardée par une douzaine de véhicules blindés de l'armée. Une centaine de personnes, qui manifestaient contre M. Fujimori devant l'hôtel abritant la délégation de l'Organisation des États américains (OEA), en mission au Pérou, ont été dispersées par la police.

Réunion de FOEA

Par ailleurs, le gouvernement américain a réagi avec froideur au calendrier présenté par M. Fujimori pour le rétablissement de la démocratie. « Le Pérou restera privé de procédures constitutionnelles pendant un an », a constaté le département d'État. L'OEA doit se réunir le 23 mai, pour décider de l'éventuelle adoption d'éventuelles sanctions. De son côté, le vice-président Maximino San Roman, assermenté comme « président constitutionnel » devant le Parlement dissous, a estimé que M. Fujimori faisait des « efforts désespérés pour légitimer sa dictature ». — (AFP, Reuters.)

□ CUBA : les États-Unis demandent la libération de plusieurs dissidents. — Les États-Unis ont appelé Cuba à libérer plusieurs défenseurs des droits de l'homme, a indiqué, mercredi 22 avril, M^{me} Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'État. M^{me} Omar del Pozo, président de l'Union civique, Omar Lopez Montenegro, président de l'Association pour la liberté des arts, et M^{me} Carmen Arias, présidente de l'Association des défenseurs de la liberté et de l'indépendance à Cuba, ont été arrêtés le 19 avril, et elle précisée. Cinq autres membres de ces groupes sont aussi incarcérés. — (AFP, UPI.)

ASIE

TAIWAN

Manifestations à Taïpeh en faveur de la démocratisation du régime nationaliste

Le régime communiste chinois observe avec inquiétude l'agitation sans précédent qui paralysait depuis dimanche 19 avril le centre de Taïpeh, la capitale de Taïwan. Le millier de manifestants qui réclament l'accélération de la démocratisation du régime nationaliste et une déclaration d'indépendance de l'île ont été rejoint mercredi soir, par des parlementaires de l'opposition qui se sont installés dans des tentes, en signe de défi contre l'ordre de dispersion lancé par les autorités.

PÉKIN

de notre correspondant

Le mutisme de la presse de Pékin sur les manifestations qui se déroulent à Taïpeh est l'expression d'une anxiété dont le régime communiste ne s'est jamais départi face au processus de libéralisation engagé par le défunt président Chiang Ching-kuo et poursuivi par son successeur, M. Lee Teng-hui. A plusieurs reprises, la Chine populaire a fait comprendre à ce dernier qu'une instabilité marquée dans l'île était l'une des hypothèses risquant de remettre en cause l'idée d'une réunification pacifique souhaitée par le continent.

Pékin attend de voir si M. Lee tiendra l'engagement implicite qui fonde le statu quo dans le détroit de Taïwan, à savoir que Taïpeh ne tolérera pas une agitation extra-institutionnelle qui risquerait de mettre en péril la domination de la vie politique taïwanaise par le KMT (parti nationaliste ou KMT) et le dogme d'une Chine unique.

Or, sur le terrain, la situation a tourné, jeudi, à une épreuve de force de nature à aviver les craintes de Pékin. Le président du Parti démocratique progressiste (DPP), M. Hsu Hsin-liang, a déclaré à l'AFP qu'il avait l'intention, avec quelques-uns de ses collègues, de rester au côté des manifestants qui campent depuis dimanche près de la gare centrale « jusqu'à ce que les forces de l'ordre nous dispersent ». Les policiers anti-émeutes, présents en force, avaient auparavant reçu l'ordre de ne pas intervenir, de crainte de provoquer une émeute.

Inquiétude à Pékin

M. Lee a paru tout d'abord serein, lorsqu'il a déclaré, lundi, à deux sénateurs américains, qu'il ne voyait rien d'anormal dans les manifestations pour un pays en voie de démocratisation. Il risque toutefois de devoir recourir à la manière forte sous peu, compte tenu des plaintes des milieux d'affaires devant le chaos du régime de Tchang Kai-chek en 1949. Elle coïncide avec la révision en cours de la Constitution dans le sens d'une plus grande libéralisation.

Autre nouveauté renforçant l'inquiétude de Pékin, le porte-parole du président taïwanais a laissé entendre que Taïpeh pourrait abandonner, dans ses discussions à caractère administratif et technique avec le continent, sa position traditionnelle qui consistait à ne reconnaître — tout comme le régime communiste — que l'existence d'une seule Chine. Pékin ne peut qu'y voir une manifestation de faiblesse de M. Lee face à un mouvement indépendantiste qui, bien que largement battu aux élections de décembre 1991, n'a pas désarmé.

FRANCIS DERON

□ CHINE : mort de M^{me} Kang Keqing, veuve de Zhu De. — M^{me} Kang Keqing, épouse de l'un des plus grands héros de la légende communiste chinoise, est décédée, mercredi 22 avril, à Pékin à l'âge de quatre-vingt-un ans. Ancien membre du comité central du PC chinois et responsable de l'Association des femmes, elle a été qualifiée par l'agence Chine nouvelle de « membre de premier plan du mouvement des femmes en Chine ». Mais l'agence n'a pas signalé qu'elle était la veuve de Zhu De, fondateur de l'armée rouge chinoise, mort en 1976, quelques semaines avant Mao Zedong. — (Corresp.)

192 p.
80 f

15 guides présentés par VOYAGEURS DU MONDE

Les Annuels Voyageurs vous donnent l'actualité culturelle et politique du pays, le calendrier des fêtes, les informations pratiques et touristiques à jour, commentées par les voyageurs eux-mêmes. Les Annuels Voyageurs chiffrent le coût d'une journée, luxe, confort ou économique.

Sri Lanka	Chine	Québec
Italie	Mexique	Thaïlande
Antilles	Japon	Russie
New York	Brésil	Usa west
Guatemala	Inde	Tchécoslovaquie

Vendus en librairies ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

ASIE

AFGHANISTAN : alors que le chef intégriste Gulbuddin Hekmatyar se fait plus menaçant

Le médiateur de l'ONU a rencontré le commandant Massoud

Le secrétaire général des Nations unies devait arriver au Pakistan vendredi 24 avril. L'adjonction de cette étape à la longue tournée asiatique qui a déjà conduit M. Boutros Boutros-Ghali en Chine, au Cambodge et en Inde donne la mesure de l'importance de la situation internationale face à la situation en Afghanistan. De son côté, le médiateur de l'ONU, M. Benon Sevan, s'est déplacé mercredi pour rencontrer le commandant Massoud en son fief de Charikar, au nord de

Kaboul. « Il y a deux façons d'entrer dans Kaboul : en commençant par dialoguer entre vous, ou en vous battant entre vous », a déclaré le diplomate chypriote. Cet entretien a mis fin à la politique d'ignorance des commandants sur le terrain à laquelle M. Sevan s'était tenu depuis sa désignation, en 1989. M. Sevan a, par ailleurs, assuré que le sort du président destitué Najibullah, toujours à Kaboul, était, à ses yeux, « secondaire ». Par ailleurs, le chef du parti intégriste Hezb-i-Islami,

dont les troupes sont à 20 kilomètres de Kaboul, a lancé un ultimatum à M. Ahmed Chah Massoud. M. Gulbuddin Hekmatyar a enjoint au commandant tadjik d'éloigner du « périmètre de sécurité » de la capitale, avant vendredi, les milices ouzbèkes du commandant Rashid Dostom, avec lesquelles l'homme fort du parti Jamiat a passé alliance à la mi-mars. Le chef du Hezb a annoncé qu'il n'hésiterait pas à attaquer, si cette exigence n'était pas satisfaite.

Le théâtre d'ombres de Kaboul

KABOUL

de notre envoyé spécial

Le médiateur de l'ONU a pour la première fois mercredi 22 avril rencontré le commandant Massoud. Pour ce faire, il s'est rendu à Charikar, à 70 kilomètres au nord de la capitale. M. Sevan s'est félicité que le responsable du « Conseil islamique de la Jihad » — qui réunit toutes les forces, moudjahidines et hommes d'armes de l'ancien régime, issues du nord du pays — ait décidé de ne pas lancer ses hommes à l'assaut de Kaboul. Tout le monde en profite ici pour noter que, jusque-là, le processus a été peu sanglant, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes.

Le « régime de Kaboul », quant à lui, n'a jamais aussi bien porté son nom : depuis la chute de Gardes, verrou de la ville à 150 kilomètres au sud, son autorité se limite désormais à la capitale afghane. Encerclée par des moudjahidins, qui continuent à rallier à leur cause de nombreux soldats de l'armée régulière, Kaboul est sous le « contrôle » d'un gouvernement fantôme dont le vœu le plus cher est d'aboutir à un accord à l'amiable avec les combattants islamiques.

Depuis la fuite manquée de M. Najibullah le 13 avril, un groupe de « Jeunes Turcs », dont l'hostilité à l'ex-président alimentait la rumeur de la ville depuis des mois, a pris le pouvoir. Il y a une semaine au sein du « Watan » (Ce

« parti de la patrie » avait succédé en 1990 au FDPA (Parti démocratique du peuple afghan, communiste), qui, il y a treize ans, avait appelé à l'aide le « grand frère » soviétique pour sauver sa « révolution ».

Baptisés « démocrates » dans les chancelleries, ces « hommes nouveaux » sont en contact depuis des mois avec Ahmed Chah Massoud. Ils avaient pris pour phare M. Babrak Karmal, l'ancien chef d'Etat installé au pouvoir par l'armée rouge après l'invasion de 1979, et que M. Najibullah avait évincé en 1986. « Le dernier retour, en l'état 1991, de Babrak Karmal a déstabilisé Najibullah », observe un diplomate asiatique. Ces « libéraux » sont, dans leur grande majorité, d'ethnie tadjike, tout comme le « Lion du Panshir ». Ils ont réussi une sorte de putsch contre les « cosaques » du parti, des Pashtouns pour l'essentiel, dont le porte-parole est un intellectuel communiste de la première heure, M. Suleiman Laeq, ex-bras droit de M. Najibullah.

Ces « démocrates » ont eu, un temps, l'espoir de figurer dans un futur pouvoir islamique qu'ils savent désormais inévitable. Ils ne peuvent, désormais, que s'en remettre à la sagesse des vainqueurs. Leurs figures de proue sont le général Nabi Azimi, vice-ministre de la défense et chef de la garnison de Kaboul, M. Farid Mazrak, le jeune responsable de l'organisation du parti, et M. Abdul Wakil, qui était



ministre des affaires étrangères dans l'ancien gouvernement. C'est ce dernier qui a été chargé des négociations avec Ahmed Chah Massoud. Le seul pashtoun parmi ces hommes est M. Mahmoud Baryalai, le demi-frère de M. Karmal. Il est l'un des candidats à la direction du parti, si tant est que cela signifie encore quelque chose.

La confirmation, jeudi, par le Parlement de l'ancien régime du vieux général pashtoun Abdul Rahim Hatif comme président de la République n'est, ainsi, qu'un écran

de fumée. Cet homme, qui fut responsable de l'organisation de masse (Pashtunistan) d'un parti dont il ne fut jamais membre, n'est guère qu'une marionnette supplémentaire du théâtre d'ombres de Kaboul.

Le sort de l'Afghanistan se joue bien entendu dans les négociations entre factions rivales de la résistance. Les tensions entre communistes de cette « nation-mouche » sont un motif d'inquiétude pour tous les observateurs. « Comment faire s'entendre tous ces moudjahidins qui campent aux portes de la

capitale? », résume un expert étranger. Le commandant Massoud lui-même est pris entre deux feux. D'un côté, il a un besoin vital de certains cadres de l'ancien régime. De l'autre, il insiste sur l'urgence d'un « gouvernement moudjahidin ». Mais, remarque le même expert, « il ne peut pas se permettre d'apparaître comme le seul à négocier : il lui faut l'accord de toute la galaxie des organisations de la résistance ».

Un médecin islandais assassiné

Comment éviter que la course au pouvoir des différentes ethnies, confessions, familles ne dégénère en guerre civile? Difficile dans un pays où, en langue pashtoun, le même mot sert à désigner le frère et le cousin... Beaucoup veulent encore croire possible une « solution à l'afghan », qui parviendrait à réconcilier les frères rivaux. Mais il y a M. Hekmatyar, l'empêchement de négocier en rond. Le chef du très fondamentaliste Hezb-i-Islami n'a cessé, depuis dix ans, de combattre, outre les Soviétiques et les communistes, les partisans d'Achmed Chah Massoud.

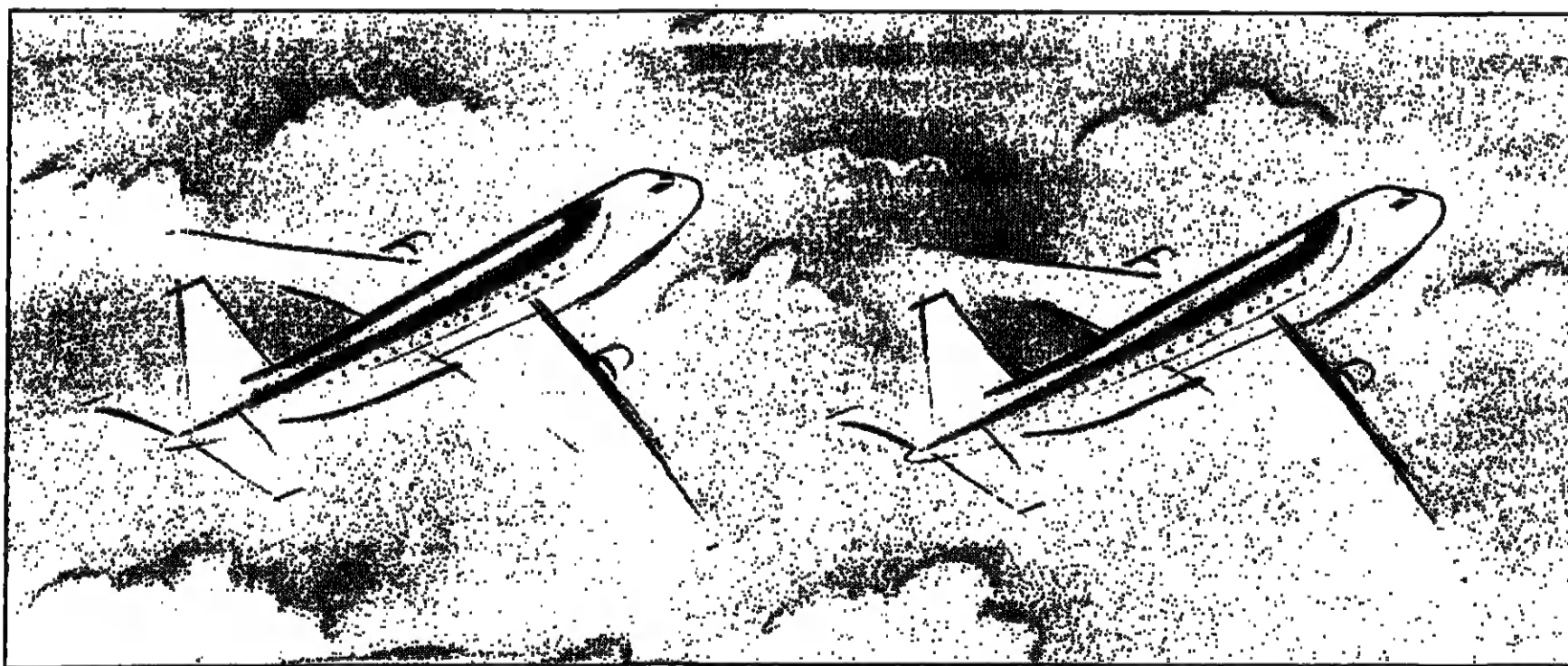
L'ultimatum lancé par « Gulbuddin », qui menace d'attaquer Kaboul si le gouvernement ne démissionne pas d'ici à dimanche,

est une menace que beaucoup ici prennent au sérieux. Certes, le chef pashtoun a perdu ces derniers temps beaucoup de ses commandants. La rumeur voudrait même que certains d'entre eux soient entrés dans des négociations dont leur chef ne veut pourtant à aucun prix. M. Hekmatyar, par ailleurs, n'a jamais eu une large base politique dans le pays. Mais sa réputation suffit à alimenter les inquiétudes. L'assassinat, mercredi, par un moudjahidin du Hezb d'un médecin islandais de la Croix-Rouge, Jan Carlson, « coupable de ne pas être musulman », donne une idée de l'état d'esprit de certains de ses soldats, massés à 25 kilomètres au sud de Kaboul.

Le commandant Massoud a qualifié M. Hekmatyar de « va-t-en-guerre », tout en déclarant espérer que le chef du Hezb finira par entendre raison. Ce n'est évidemment pas la moindre des difficultés. Dans une conférence de presse, M. Abdul Wakil a indiqué jeudi que les troupes de « Gulbuddin » ont déjà attaqué à l'intérieur du « périmètre de sécurité » de la ville. Cependant, des centaines de partisans puissamment armés de « l'émir du Nord » Massoud sont à moins de 20 kilomètres du centre de Kaboul. Dans l'attente de l'expiration de l'ultimatum.

BRUNO PHILIP

Jusqu'au 16 juin, les passagers pour l'Espagne vont voir double.



1992, c'est plus que jamais l'année de l'Espagne. Alors, pour que vous puissiez tous y aller, les compagnies

Deux aller-retour pour le prix d'un seul.

du groupe IBERIA vous proposent une offre incomparable. Jusqu'au 16 juin, au départ de Paris/Orly-Sud pour Bilbao, Palma, Alicante, Saragosse, tout billet AR acheté au tarif Super Pex* vous donne droit à un deuxième billet AR Super Pex* gratuit, sur la même destination, pour la personne qui vous accompagne. Offre similaire pour Barcelone à partir du 4 mai jusqu'au 16 juin 1992.

(*selon conditions spéciales d'application en vigueur).



PARIS - ALICANTE: 1980 F
(LUNDI, MERCREDI, VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE)
PARIS - PALMA: 1765 F
(LUNDI, MERCREDI, VENDREDI, DIMANCHE)



PARIS - BARCELONE: 1490 F
(TOUS LES JOURS)
PARIS - BILBAO: 1500 F
(TOUS LES JOURS)



PARIS - SARAGOSSE: 1890 F
(MARDI, JEUDI, DIMANCHE)
*tarif soumis à approbation gouvernementale

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou le 3615 IBERIA

POLITIQUE

Les débats sur la révision de la Constitution

M. Bérégovoy souhaite « un large mouvement de concorde nationale »

Le conseil des ministres du mercredi 22 avril a approuvé le projet de loi tendant à la révision de la Constitution en préalable à la ratification des accords de Maastricht (nos dernières éditions du 23 avril). Ce texte, dont l'exposé des motifs affirme que ces accords marquent « une nouvelle étape dans la construction d'une Europe plus solidaire », devrait être débattu à partir du 5 mai par l'Assemblée nationale.

M. Pierre Bérégovoy a évoqué, mercredi 22 avril, le processus parlementaire de ratification du traité de Maastricht, en réponse à M. André Lajoinie, président du groupe communiste, au cours de la séance de questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale. Rappelant que le texte devait être adopté dans les mêmes termes par les deux Chambres du Parlement, le premier ministre a affirmé que « le gouvernement retiendra les suggestions utiles qui seront faites par les parlementaires ».

Soucieux de montrer sa bonne volonté à l'égard de l'opposition, M. Bérégovoy a ajouté : « Pas plus que le chef de l'Etat, le gouvernement ne prendra le risque de voir enterré le processus de révision constitutionnelle préalable à la ratification des accords de Maastricht : tout dépendra donc de la qualité du débat et de l'esprit de responsabilité dont nous aurons su, tous ensemble, faire preuve ». Le premier ministre a toutefois rappelé, comme l'avait fait le matin même le président de la République au cours du conseil des ministres, que les accords de Maastricht, fruit de « concessions réciproques », ne sont pas « renégociables ».

« Nous avons fait des concessions »

« Le gouvernement de la France, a poursuivi M. Bérégovoy, ne s'est pas engagé dans les négociations de Maastricht ni par des considérations de politique intérieure, mais par une conviction européenne qu'il est loin d'être le seul, dans cette enceinte, à posséder. S'il « respecte » toutes les convictions à propos de Maastricht, M. Bérégovoy estime que le débat ne présente qu'une alternative : « Il nous appartient de décider si notre pays doit affronter le vingt et unième siècle isolé, replié sur lui-même, ou s'il doit chercher dans l'Europe la capacité de son épanouissement, tout en restant, naturellement, lui-même fidèle à son histoire ».

Invité le soir au journal de TF 1, le premier ministre a expliqué qu'il ne pouvait pas dire « aujourd'hui » si, après le vote de l'Assemblée nationale et du Sénat, le président de la République choisirait de réunir le Congrès ou de consulter directement les électeurs par référendum. Il a précisé : « Nous souhaitons (...) une très large majorité, car nous pensons qu'il y a une grande majorité d'Européens fidèles à leurs convictions qui n'approuvent pas nécessairement la politique du gouvernement dans d'autres domaines, mais qui vont tenter cette extraordinaire aventure européenne sans dévier de la France ». Il a ajouté : « Ce n'est pas pour le chef de l'Etat ni pour le gouvernement une opération de politique intérieure (...) ».

Évoquant la longue négociation du traité, il a déclaré : « Nous avons fait des concessions. Ce traité nous paraît aujourd'hui le meilleur traité possible. Il a précisé qu'il n'était pas possible de supprimer l'éligibilité des citoyens européens aux élections municipales françaises. Enfin pour lui « l'Europe est un facteur de paix, l'Europe est un facteur d'équilibre », la mise en commun des politiques économiques devrait aussi permettre de faire « d'avantage de croissance et donc de créer d'avantage d'emplois ».

Il a donc souhaité « un large mouvement de concorde nationale qui nous permette de faire franchir à l'Europe une étape décisive (...), nous restons naturellement français et nous serons un peu plus européens ».

M. Bernard Outin (PC) élu maire de Firminy. — Après la démission de M. Théo Vial-Massat (PC), le conseil municipal de Firminy (Loire) a élu maire, vendredi 17 avril, M. Bernard Outin (PC). Député de la Loire depuis 1962 (sauf entre 1986 et 1988), M. Vial-Massat, qui était maire depuis 1971, a assuré que sa décision n'était liée à « aucune raison politique » bien qu'il soit en dissidence feutrée avec son parti depuis 1978.

[Né le 26 janvier 1944 à Firminy, secrétaire général de la Fédération des œuvres laïques de la Loire, conseiller municipal depuis 1983, M. Outin était premier adjoint au maire de Firminy depuis 1989. Président de l'Office municipal HLM, il n'a pas d'autre mandat électif.]

Rendant compte des délibérations, le porte-parole du gouvernement, M. Martin Malvy, a expliqué que ce projet tenait compte « de toutes les modifications mais rien que des modifications souhaitées, voulues par le Conseil constitutionnel ». Il a également rapporté que M. François Mitterrand avait souligné « la longue élaboration du traité », « débattu pendant des mois par les experts, puis par les ministres, enfin par les chefs d'Etat et de

gouvernement des douze pays », avant de rappeler que « tous ses prédécesseurs » s'étaient engagés dans la voie de la construction européenne et d'« insister avec force, à plusieurs reprises, sur son caractère non renégociable, ce qui n'exclut pas à l'évidence, a réaffirmé M. Malvy, la discussion parlementaire ».

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a indiqué, mercredi après-midi, au Palais-Bourbon,

que le président de la République avait opté pour la procédure parlementaire avec le souci de « réaffirmer le rôle du Parlement » mais que M. Mitterrand ne « prendrait pas le risque de voir enterré le processus de révision ».

Un peu plus tard, sur TF 1, le chef du gouvernement a souhaité que le débat exprime « un large mouvement de concorde nationale ».

L'exposé des motifs

Voici l'exposé des motifs du projet de réforme constitutionnelle adopté par le conseil des ministres mercredi 22 avril :

« Les douze Etats membres des Communautés européennes ont signé à Maastricht le 7 février 1992 le traité sur l'Union européenne. Ce traité constitue une nouvelle étape dans la construction d'une Europe plus solidaire, garante de la paix, de la sécurité et de la prospérité des peuples qui la composent. Ainsi l'Europe pourra entrer sereinement dans le XXI^e siècle, confortée par une dynamique de succès. Ce succès de l'Europe sera aussi celui de la France car l'Europe, dans le respect de l'identité de ses Etats membres, La France qui, à l'origine, une vocation éminente à jouer un rôle déterminant dans cette Europe, aura donc eu la maîtrise et la chance de participer ac-

vement à cette entreprise historique. « Le traité sur l'Union européenne développe les compétences communautaires, notamment dans le domaine de l'éducation, de la culture et de l'environnement. Il étend et renforce la coopération entre les douze Etats membres dans les domaines de la politique étrangère, de la sécurité et de la justice. »

« Il transfère au niveau européen certaines compétences nécessaires à la réalisation d'objectifs particulièrement importants. La réussite de l'Union économique et monétaire implique, à terme, une monnaie unique, une politique monétaire unique et une politique de change unique. L'objectif de libre circulation des personnes au sein d'un espace sans frontières intérieures, déjà défini par l'acte unique européen du 17 et 28 février 1986, implique des décisions communes en matière de visas imposés aux ressortissants des pays tiers. »

« Le traité sur l'Union européenne

installe enfin une citoyenneté de l'Union qui s'ajoute à la souveraineté française et qui se traduit notamment par la possibilité pour les citoyens de l'Union de participer à certaines élections dans leur Etat de résidence, même s'ils n'ont pas la nationalité dans cet Etat. »

« Cette possibilité concerne les élections au Parlement européen ainsi que les élections municipales, la commune étant le cadre fondamental de la gestion des affaires locales. »

« Ce traité a été soumis par le président de la République à l'examen du Conseil constitutionnel en vertu de l'article 89 de la Constitution. »

« Le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 9 avril 1992, tout en admettant la conformité de la plupart des dispositions du traité aux principes fondamentaux de notre droit constitutionnel, a relevé que trois points nécessitent une révision de la Constitution : le droit de vote et d'éligibilité des citoyens de l'Union euro-

péenne aux élections municipales, l'instauration à terme d'une politique monétaire et d'une politique de change unique, enfin la définition à la majorité qualifiée à compter du 1^{er} janvier 1996 des mesures relatives aux visas exigés des ressortissants des pays tiers. »

« Le projet de loi constitutionnelle a donc pour objet de permettre la ratification du traité sur l'Union européenne en révisant la Constitution sur les points mis en lumière par la décision du Conseil constitutionnel. »

Le projet lui-même est ainsi rédigé : « Le projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution le titre de l'Union européenne. »

« Article premier. — Le titre XIV et le titre XV de la Constitution du 4 octobre 1958 deviennent respectivement le titre XIV et le titre XVI. »

Article deux. — Il est inséré dans la Constitution un nouveau titre XIV ainsi conçu :

Titre XIV de l'Union européenne.

Article 88-1 : sous réserve de réciprocité, la France consent, pour l'application du traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992, aux transferts de compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économique et monétaire européenne ainsi qu'à la détermination des règles relatives au franchissement des frontières extérieures des Etats membres de la Communauté européenne. »

Article 88-2 : sous réserve de réciprocité et pour l'application du traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992, les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne résidant en France sont électeurs et éligibles aux élections municipales. Ils ne peuvent ni exercer les fonctions de maire ou d'adjoint au maire ni participer à l'élection des sénateurs. »

Après Maastricht

Suite de la première page

Quel que soit l'attachement que nous, Européens, témoignons à notre mode de vie, quels que soient le respect et même l'envie qu'il suscite ailleurs, il sera inévitablement mis en cause si l'Europe n'est assurée par l'extension bien plus que la simple défense.

Il y a d'ailleurs encore, bien davantage, car à nos responsabilités nous contribuons à orienter ces pays vers plus de démocratie, de stabilité et de prospérité, des efforts soutenus seront nécessaires et ils ne seront pas que financiers. Il doit émaner de l'Europe de l'Ouest une autorité politique, diplomatique, réelle et convaincante, créatrice de nouvelles normes internationales, notamment dans le domaine social. Nous n'y parviendrons qu'avec une cohésion renforcée, celle qui permet la mise en commun de nos souverainetés, de sorte qu'aux plans politique et économique nous puissions faire, en équipe, ce qu'aucune des nations ne peut ni faire individuellement. Cela suppose en outre qu'on ne donne pas à ces peuples — et de quel droit le ferions-nous ? — le sentiment que nous les jugeons européens de seconde classe. Qu'on ménage toutes les transitions nécessaires, soit. Longue au besoin les indécisions, quant à leurs échéances, soit encore ! Mais je crois juste et sage de proclamer leur vocation naturelle, leur droit, à rejoindre l'Union des qu'ils y seront objectivement prêts.

Un regard vers le Sud fait apparaître des enjeux plus grands encore. Il s'est passé tant de choses en Europe depuis quatre ans que nous ne nous sommes occupés que de nous-mêmes, et avons pratiquement cessé de porter intérêt aux quelque quatre milliards de nos semblables qui vivent en dehors des nations développées. Or, quelques pays ont récemment rejoint ce club trop fermé, ou sont en passe de le faire (surtout en Asie et en Amérique latine), il reste qu'en moyenne les écarts, non seulement de niveau de vie mais tout simplement d'espérance de vie, se sont accrus. Là est la principale menace qui pèse sur le vingt et unième siècle.

Là encore, la réponse sollicite à la fois Europe, économie et politique. Sans revenir sur l'échec avéré de l'économie administrée, l'Iraa ou l'Amérique du Sud ont montré que le développement par l'économie de marché n'est durable qu'accompagné de solidarité sociale. L'aide du monde développé doit donc porter simultanément sur ces deux préoccupations. Or elle est aujourd'hui qualitativement et quantitativement inadéquate. Ceux qui demeurent pour quelque temps encore les principales puissances économiques — Etats-Unis et Japon — font preuve d'un égoïsme national excessif, limitant leur aide à des pourcentages de leur produit national qui sont parmi les plus bas (même quel-ques efforts récents du Japon) et font preuve d'une inexpérience et d'une indifférence confondantes en ce qui

concerne les effets induits par les formes d'aides sur les chances de développement. L'Europe, déjà, est plus experte et plus solidaire.

Assurer la paix dans le monde, prévenir, grâce à un rythme de croissance assez vif, d'immenses mouvements migratoires futurs, exiger une Europe ayant la puissance et la cohésion nécessaires pour peser de manière efficace et positive sur les affaires du monde. Ce n'est pas le moins, de la survie de l'humanité qu'il s'agit ici.

La puissance de la monnaie unique

L'Europe communautaire, Maastricht étant ratifié, a-t-elle, et à quelles conditions, les moyens de constituer une zone de croissance forte avec la cohésion d'une véritable nation et les institutions démocratiques qui la rendent pérenne et respectable ? J'en suis convaincu.

L'essentiel des drames et des difficultés du monde vient du salissement général de la croissance économique. Il y a à cela beaucoup de raisons dont certaines sont hors de notre portée. Mais il en est d'autres, au premier chef, que nous pouvons agir : le niveau excessif des taux d'intérêt réels et la perte de croissance que représente la multiplicité de nos monnaies et les charges qu'elle entraîne.

La plupart des pays de la Communauté participent au commerce international pour des volumes variant entre le cinquième et le quart de leur produit brut. Mais parce que tous ont des monnaies nationales et des balances des paiements à défendre, chacun freine ou limite la croissance à son tour. Or, si l'on imagine, à l'échelle de l'Europe, le niveau excessif des taux d'intérêt réels et la perte de croissance que représente la multiplicité de nos monnaies et les charges qu'elle entraîne.

Surtout, en ramenant ainsi à 10 % ou 15 % du produit national le flux des échanges avec le reste du monde, l'Europe se trouvera beaucoup moins soumise aux effets des déséquilibres financiers — déficit américain excessif japonais — et plus apte à un pilotage interne cohérent. Il faut la puissance de la monnaie unique — dès le jour de sa création, l'écu sera plus fort que le dollar ou le yen — pour entreprendre avec succès le combat contre des taux d'intérêt réels excessifs. Leur niveau actuel est tout simplement suicidaire en ce qu'il interdit pratiquement le financement de l'ave-

nir. Mais la monnaie n'est que l'un des instruments que je crois nécessaires. Nous ne verrons le chômage, en effet, que par une croissance significativement plus forte. Et une croissance significativement plus forte implique que dans un ensemble vaste mais territorialement défini puisse intervenir une puissance publique unique et cohérente. Le dérapage dans l'inflation, lorsqu'il se produit, n'est que le résultat de l'absence d'une telle puissance de pilotage. Et le considérer aujourd'hui qu'une véritable révolution intellectuelle est nécessaire pour retrouver l'usage des règles qui nous apportent la forte croissance continue des « trente glorieuses » et qui supposent le recours réfléchi aux instruments non seulement monétaires mais aussi budgétaires, douaniers, réglementaires et surtout fiscaux.

Or, comme tout se tient, c'est à ce prix et à ce prix seulement, celui d'une croissance forte, que nous pourrions donner à l'écologie toute l'importance qu'elle a effectivement. Dépolluer coûte très cher. Concevoir et mettre en œuvre des modes de production non polluants coûte très cher, au moins dans un premier temps. Généraliser ces exigences à l'échelle de la planète coûte plus cher encore. La forte croissance n'est donc pas le contraire de la protection de l'environnement. C'en est la condition. Le plus important, à mes yeux, des concepts récemment apparus, celui du « développement durable », que les Français appréhendent à contrecœur, n'est autre que celui-ci : comment donner à l'écologie toute l'importance qu'elle a effectivement. Dépolluer coûte très cher. Concevoir et mettre en œuvre des modes de production non polluants coûte très cher, au moins dans un premier temps. Généraliser ces exigences à l'échelle de la planète coûte plus cher encore. La forte croissance n'est donc pas le contraire de la protection de l'environnement. C'en est la condition. Le plus important, à mes yeux, des concepts récemment apparus, celui du « développement durable », que les Français appréhendent à contrecœur, n'est autre que celui-ci : comment donner à l'écologie toute l'importance qu'elle a effectivement.

Ce qui est bon pour le développement est donc bon pour l'écologie, à condition qu'il ne s'agisse pas de l'importer quel que soit le pays. Parce que l'Europe est bonne pour cette croissance-là, elle le sera donc aussi pour l'environnement.

L'achèvement de l'espace unique dans une monnaie unique, enfin, devra être l'occasion d'une maîtrise retrouvée sur l'aménagement de notre territoire. Les forces du marché poussent sans contrôle à l'agglomération des usines et à l'habitat dispersé des autres. De ce modèle de développement les gens ne veulent plus mais, là encore, la réponse exige une action publique cohérente, quel que soit le partage des tâches entre l'Europe et ses nations constitutives.

Telle est mon ambition pour le devenir européen. Il n'y aura pas d'une gestion économique subversive et inventive dans le respect des prudences toujours nécessaires. Il y aura aussi, en tout état de cause, les capacités de décision, d'adaptation et de négociation que possèdent les Etats-Unis ou le Japon, demain la Russie, la Chine ou le Brésil. Il y aura donc la cohérence d'une véritable puissance publique.

Est-ce possible ? Oui. Cela ne peut-il se faire qu'au détriment de nos libertés nationales ? Non. Ma conviction est au contraire que cela exige que nos propres valeurs nationales regagnent en vitalité. Pas plus que quiconque, je ne veux d'une Europe qui ne saurait s'émanciper dans sa ré-

lité historique et sociale, et dans laquelle ses citoyens ne se reconnaissent pas. L'Europe doit donc de plus en plus, dans l'avenir, se conduire comme une nation.

Sous quelle forme ? J'avoue être assez indifférent à la controverse irréelle entre les tenants de l'Europe fédérale et ceux de l'Europe des Etats. Ce que nous construisons, en effet, n'a à la face du monde aucune espèce de précédent connu. L'union volontaire, en temps de paix, de douze nations parlant presque toutes de langues, qui n'est ni à concevoir une guerre prévisible, ni à se libérer d'une domination coloniale, ni à mettre fin à un système oppressif, cela ne s'est jamais vu et donc ne ressemble à rien d'autre. Seule la Suisse, sur une période bien plus longue et avec moins d'ampleur, s'est agglomérée selon un processus un peu analogue. Alors pourquoi donc de l'Europe et pourquoi qu'elle soit achevée pour la qualifier, pour rechercher dans quelle catégorie du droit public elle trouve le mieux sa place. Je gage d'ailleurs qu'à ce moment-là on conclura qu'il s'agit d'une catégorie nouvelle n'existant que par cet unique exemplaire. L'essentiel, c'est qu'il y ait cohésion et pouvoir de décision.

La citoyenneté européenne

Je suis bien plus sensible au ciment culturel qui fera émerger la citoyenneté européenne. Et c'est en ce domaine que la France me semble disposer d'une chance historique extraordinaire. Il est en effet en Europe des nations qui s'identifient avant tout comme des peuples et dont la communauté de langue et de culture a fini, plus ou moins vite, par produire un Etat. C'est à l'évidence le cas anglais, ou italien, mais c'est plus encore le cas allemand. On a chez nos voisins d'outre-Rhin beaucoup théorisé (et dans le passé on a dramatiquement agi) sur le peuple et la nation. La nation s'y définit par l'appartenance au peuple, transcendant les frontières des Etats. Le droit de nationalité est régi par le sang et l'appartenance à l'Etat est soumise tout au plus de chose par rapport à l'appartenance au peuple.

La France s'est faite tout autrement. Dès avant la Révolution, l'Etat faisait vivre ensemble nombre de peuples aux langues et aux cultures fort distinctes (le Gaulois, dans ses Mémoires, parle au pluriel des peuples qui composent la France). La Révolution a systématisé et parachévé la construction et l'a en outre dotée d'une coupe de principe — la Déclaration de 1789 — qui, au demeurant, avait à ses yeux vocation universelle.

Dans cette même logique, le principe, plus moderne encore, de la laïcité, a assuré, par la neutralité active de l'Etat, un respect égal et absolu de l'identité de chacun, quelles que soient sa langue, sa religion ou la couleur de sa peau. Et c'est cette laïcité même qui a permis à l'Etat ainsi construit de respecter chacun tout en ne reconnaissant de droits qu'aux individus et jamais aux minorités, vouées à se structurer ou s'effriter ou se dissoudre. Et il y a là, je crois, le seul corps de principes compatible avec la nécessité d'intégrer rapidement tous

les Européens à une communauté nouvelle. Les principes qui ont fondé la nation française inspireront l'émergence de la citoyenneté européenne non parce qu'ils sont français, évidemment, mais parce qu'ils répondent aux besoins de l'Europe. Il reste que le rayonnement de notre identité sera confirmé par la nécessité d'autres se trouver de s'appuyer sur notre propre système de valeurs, plus ouvert à la diversité des destins et moins marqué du souci de différencier ou d'exclure.

Pour une Europe compréhensible

Il est une dernière condition : point de volonté commune ni de citoyenneté commune qui se traduisent hors d'institutions respectées. L'Europe a maintenant devant elle la question de l'organisation de sa démocratie. Les négociations de Maastricht en étaient assez conscientes pour prévoir la réouverture de la discussion dans cinq ans.

Pour l'avoir personnellement vécue et pratiquée, je sais combien la construction européenne est d'une complexité extrême. Mais au moins pouvons-nous veiller, d'une part, à accepter que les complexités inévitables et, d'autre part, à les expliquer. Une Europe incompréhensible serait une Europe menacée.

Déjà Maastricht a permis un progrès en soumettant à approbation parlementaire la désignation du président et des membres de la Commission. Leur autorité y gagnera, mais aussi leur souci de rendre compte de leurs actes et d'en assumer la responsabilité. Encore faut-il également mettre fin à ces errements qui la conduisent à toucher à des matières qui ne sont pas vitales pour le destin européen mais sont très sensibles pour certaines cultures nationales. Que la classe ou la fabrication des fromages demeurent régies par des règles nationales ne me paraît pas remettre en cause les raisons pour lesquelles nous avons tant besoin que l'Europe se fasse.

C'est dans le même esprit que doit être rééquilibrée notre vision des relations économiques internationales. Nous ne pouvons continuer à défendre l'échange parfaitement libre sans nous doter simultanément d'une politique de l'industrie et du commerce extérieur. Les citoyens européens n'y voient que des cadeaux faits à d'autres, à nos dépens et sans contrepartie. Le champ est donc immense et l'enjeu le mérite. Oui, nos vieilles nations ont du ressort et de l'avenir. Oui, il ne dépend que de nous que cet avenir, après Maastricht, s'écrive aux couleurs de l'espoir. Les réussites déjà réalisées nous ont rendus légitimement plus exigeants. De l'Europe nous devanciers attendaient la paix, nous l'avons eue. Nos successeurs sont en droit d'attendre plus encore : le rayonnement et la prospérité. C'est à notre génération qu'il appartient de les créer. Ce sera son devoir, son honneur, et c'est mon espérance.

MICHEL ROCARD

certificati
L'opposition
M. Gu
la tax
surs appli

هكمان الاميل

POLITIQUE

et sur la ratification du traité de l'Union européenne

L'opposition présentera des amendements communs

Le RPR avait réclamé, le 15 avril, cinq «garanties» contre la «dérive centralisatrice» que porte en germe, selon lui, le traité de Maastricht. L'UDF avait posé, le 21 avril, cinq «conditions» à la ratification du traité, quatre d'entre elles reprenant les «garanties» exigées par les néogaullistes. Il a donc suffi de mettre en commun les «garanties» des uns et les «conditions» des autres pour que l'intergroupe RPR-UDF-UDC de l'Assemblée nationale, mû par une évidente volonté d'aboutir, s'accorde, mercredi 22 avril, sur une batterie d'amendements au projet de révision constitutionnelle, portant sur «six points».

La réunion de deux délégations du RPR et de l'UDF, conduites par leurs secrétaires généraux respectifs, MM. Alain Juppé et François Bayrou, a permis, mercredi, de dessiner le canevas du compromis adopté ensuite par l'intergroupe RPR-UDF-UDC. Au premier rang de ses préoccupations, l'opposition place la nécessité de «renforcer le rôle du Parlement français sur les questions européennes», à travers, notamment, la création d'une commission spécialisée dans les affaires européennes.

qui serait consultée pour avis. En second lieu, elle demande que la référence au principe de subsidiarité soit inscrite dans la Constitution.

Elle souhaite que soient «étudiées» les conditions d'exercice du droit de vote et de l'éligibilité aux ressortissants de la Communauté résidant en France. En quatrième lieu, elle demande que le Parlement français soit «associé à la mise en œuvre de l'Union économique et monétaire». Enfin, le RPR et l'UDF réclament une double «clarification» sur les conséquences financières du traité de Maastricht pour la France et sur la politique de délivrance des visas.

«Un très grand pas a été franchi», s'est félicité M. Juppé, qui a précisé que l'opposition «raffermira» le traité de Maastricht si elle obtient satisfaction sur les «garanties» et les «clarifications» exigées. L'opération ne devrait guère poser de problèmes insurmontables, car l'opposition s'est ralliée à une «reformulation de ses exigences en termes compatibles avec le traité», a tenu à souligner M. Jacques Barrot (UDC), actuel président de l'intergroupe.

M. Juppé n'a pas caché que deux «différences» persistent entre les formulations de l'opposition. La première porte sur le droit de vote des ressortissants européens aux élections municipales : l'UDF y est favorable, tandis que le RPR y reste hostile. La seconde a trait à la procédure : l'UDF souhaite la voie parlementaire, le RPR restant attaché à un

référéndum. Cependant, sur ce point, le mouvement chiracien se prépare visiblement à un recul. Il n'était que d'entendre M. Juppé souligner que les questions de procédure étaient «secondaires» ou ne revêtaient aucun caractère d'actualité brûlante pour deviner la manœuvre de repli qui s'amorce.

L'impératif de l'union

Cette souplesse subite du RPR sur le référendum donne la mesure du chemin parcouru depuis une semaine. A l'issue de la réunion des députés et des sénateurs gaullistes du 15 avril, M. Chirac avait «exigé» le recours à la procédure référendaire. En fait, cette «exigence» exprimait moins sa préférence personnelle que le souci d'apaiser la gène du camp «anti-Maastricht» qui, autour de MM. Séguin, Pasqua et Mazeaud, s'était revêtu d'un caractère particulièrement agaçant. M. Chirac aura mis à profit la semaine qui vient de s'écouler pour remettre de l'ordre dans la maison néogaulliste.

Dans le texte qu'il a lu devant les députés du RPR et de l'UDF, M. Chirac n'a pas fait une seule mention du référendum ni formulé aucune appréciation sur le fond du traité de Maastricht - si ce n'est pour regretter qu'il fasse l'impasse sur la démocratisation des institutions, les questions de sécurité, la défense des intérêts français face au

Japon et aux Etats-Unis ou l'élargissement aux pays de l'Est - préférant mettre l'accent sur l'impératif de l'union de l'opposition.

«L'Europe sera clémente pour les forts et cruelle pour les faibles», a-t-il déclaré, ajoutant que la France était «aujourd'hui un pays affaibli», «l'essentiel» était «de redresser cette situation». Un tel redressement, a-t-il poursuivi, «implique une véritable majorité au lendemain des élections», ce qui suppose aujourd'hui une véritable union de l'opposition. M. Chirac a donc sacrifié ses réticences, voire l'hostilité de ses amis à Maastricht sur l'autel de l'union de l'opposition. Il a invoqué le sens de «l'intérêt général».

Le «profil bas» adopté par les adversaires de Maastricht lui a, à l'évidence, facilité la tâche. M. Séguin était absent. M. Mazeaud est resté silencieux. Seul M. François Borotra et M. Nicole Cathala se sont manifestés, tandis que, au sein de l'UDF, MM. Philippe de Villiers et Alain Grotteray faisaient écho à leur réquisition. Les députés-majors du RPR et de l'UDF ne seront pas, pour autant, à l'abri d'un harcèlement ces prochaines semaines. Il leur faudra compter avec des individualités comme M. de Villiers, qui reconnaissant que son point de vue est «minoritaire» à l'Assemblée nationale, ajoute aussitôt : «Cela ne veut pas dire qu'il l'est dans le pays».

FREDERIC BOBIN

Le référendum en veilleuse

par Olivier Biffaud

Qu'on se le dise, tout va pour le mieux dans la meilleure des oppositions ! Cette image, les dirigeants de la droite parlementaire ont cherché à la donner, mercredi 22 avril, en fin d'après-midi, dans un sous-sol de l'Assemblée nationale. Au terme d'une réunion de l'intergroupe des députés, MM. Jacques Barrot (UDC), Alain Juppé (RPR) et François Bayrou (UDF) ont mis en évidence le «dialogue fructueux» à l'intérieur de l'opposition, se sont félicités du «grand pas» qui venait d'être franchi et ont salué le bon travail effectué «pour l'Europe et pour l'union de l'opposition». Que demande le peuple ? Un référendum, si l'on écoute le RPR, mais il faut bien tendre l'oreille, car cette «exigence» exprimée avec force, la semaine dernière, par M. Jacques Chirac, est évoquée, aujourd'hui, en sourdine.

Avec un certain sens de l'à-propos, le secrétaire général du RPR déclare jeudi, dans *Libération*, que «certains vont dire que M. Mitterrand a gagné parce qu'il y a eu un étalage de divisions au sein de l'opposition». «Ja le regrette», ajoute-t-il. M. Juppé ne pêche-t-il pas par excès quand il parle de l'opposition tout entière ? Les divisions ou, du moins, les grincements, n'est-ce pas au RPR qu'ils s'observent ?

Les uns après les autres, à l'in-

verse d'un vœu exprimé lors du dernier conseil national du mouvement, les dirigeants du parti chiracien font entendre leurs différences. «M. Mitterrand est un habile homme, et nous sommes de bien pires opposants», assure M. Charles Pasqua, jeudi, dans *le Figaro*, en se demandant comment «certains» - sans plus de précision - «ont pu faire partie, naguère, du même gouvernement et plaider, récemment encore, pour la création d'une formation unique de l'opposition».

Ce «certains» répond au «quelconque» utilisé mercredi par M. Valéry Giscard d'Estaing pour stigmatiser ceux qui adoptent une «attitude suicidaire» anti-européenne. Le mot est saisi au vol par M. Edouard Balladur. Sur Europe 1, jeudi matin, l'ancien ministre a affirmé : «Nous avons le droit, tout en étant aussi bon européen que... quiconque, et sans nous installer dans la position de donneur de leçons, de dire que nous souhaitons éclairer un certain nombre de points qui tiennent au fonctionnement de la démocratie dans notre pays.»

Mon problème c'est l'avenir de la France

M. Philippe Séguin, absent à la réunion de l'intergroupe, a apporté sa pierre, mercredi, au «Grand débat» de Radio-Shoam. Cet autre ancien ministre du gouvernement Chirac a assuré qu'il n'est pas de «ceux qui mélangent le débat intérieur et le débat sur la France dans l'Europe». «Leurs problèmes, ce sont les élections législatives de 1993 et l'élection présidentielle de 1995. Mon problème, c'est l'avenir de la France», a affirmé le maître d'Epinay, ajoutant qu'il souhaite «l'élection de M. Chirac à la présidence de la République française, à condition qu'il y ait encore une République française au moment de l'élection».

Le RPR a mis sa demande de référendum «en veilleuse» afin de privilégier l'union de l'opposition, mais il ne peut étouffer ses querelles internes.

Mme Guigou : «Le débat de fond ne doit pas être escamoté par des questions de procédure»

Les sénateurs ont eu un avant-goût du prochain débat parlementaire sur les accords de Maastricht, mercredi 22 avril, à l'occasion d'une discussion sur les conséquences du traité européen suscitée par M. Jacques Gesteau (Union cent., Cher), président de la délégation du Sénat pour les communautés européennes.

Après M. François Mitterrand, qui s'était exprimé sur le sujet au conseil des ministres, M. Elisabeth Guigou, ministre délégué

aux affaires européennes, a réaffirmé l'opposition du gouvernement à toute renégociation du traité de Maastricht. «Il n'y a pas d'ambiguïté», a-t-elle affirmé. La position du gouvernement est claire. Il ne peut en être question. Mme Guigou a ajouté : «Maastricht ne mérite ni excès d'honneur ni excès d'indignité; (ii) sera ce que les Douze voudront en faire. Ce n'est pas seulement l'aboutissement de l'Europe économique, pour la première fois depuis l'échec de la

Communauté européenne de défense (CED), nous avons un traité qui pose les bases d'une Europe politique».

Répondant aux critiques venues des bancs du RPR, le ministre a exhorté les sénateurs présents à «ne pas verser dans la polémique», «à ne pas se laisser aller à des jugements de valeur», «à ne pas se laisser aller à des jugements de valeur», «à ne pas se laisser aller à des jugements de valeur».

Mais il ne faut pas que ce débat de fond soit escamoté par des questions de procédure», a conclu le ministre.

Maastricht «l'acceptation de nouveaux sacrifices pour notre peuple et de nouveaux gâchis pour notre économie», M. Trégouët a assuré que le texte soumis à la ratification du Parlement français, s'il «n'est sans doute pas sans reproches», «ne suscite pas de véritables controverses». Le sénateur du Rhône est cependant tombé d'accord avec M. Lederman sur un point précis : la nécessité d'organiser un référendum pour que s'exprime le peuple qui «seul peut valablement déci-

der».

«Trois interrogations majeures»

Du côté des partisans du traité, M. Jean-François Bayle (PS, Français établis hors de France) a mis en avant le caractère irréversible de la construction européenne. M. Ernest Cartigny (Seine-Saint-Denis), président du groupe du Rassemblement démocratique et européen, a assuré pour sa part que «refuser la ratification aurait pour effet de jeter la France dans une

crise grave». Pour les centristes, cohésion sénatoriale oblige, M. Xavier Villepin (Français établis hors de France) a fait part de «trois interrogations majeures», à propos de la monnaie commune, de la procédure budgétaire communautaire et du manque de démocratie en Europe. Au-delà de ces réserves, M. de Villepin n'en a pas moins réaffirmé la conviction européenne de son groupe et surtout il ne s'est pas arrêté un seul instant aux arguments de procédure avancés par son collègue RPR.

Les centristes ont d'ailleurs manifesté, au cours d'une séance de travail organisée mercredi matin, leur volonté de ratifier le traité européen et leur détermination «à faire, à un moment, cesser le débat sur les questions de procédure s'il va trop loin et s'il met en péril la ratification», ce qui est justement l'objectif que se sont fixés les gaullistes «historiques» opposés à Maastricht regroupés autour de M. Yves Guéna (Dordogne).

GILLES PARIS

M. Charasse à l'Assemblée nationale

La réforme de la taxe d'habitation sera appliquée

Le gouvernement fait décidément peu de cas de la susceptibilité des députés socialistes. La semaine dernière, il leur annonce discrètement que leur réforme de la taxe d'habitation, conquise de haute lutte après plusieurs essais malheureux, est en fait inopportune. Les députés n'appréciant guère la remarque, mais, bons joueurs, acceptent d'examiner des amendements aux modalités d'application, convaincus que ce compromis permettra aux uns et aux autres de sortir la tête haute. Las, le ministre du budget, M. Michel Charasse, oppose d'avance et publiquement, mercredi 22 avril, une fin de non-recevoir à toutes leurs propositions.

Répondant à une question de M. Arthur Dahaine (RPR, Oise) à l'Assemblée nationale, M. Charasse a déclaré que la nouvelle taxe départementale sur le revenu (TDR), «qui a été votée par le Parlement, est et sera appliquée selon les termes et le calendrier prévus par la loi, sauf si une initiative parlementaire en demandait très rapidement le report». «Aucune autre solution n'est techniquement possible», a ajouté le ministre du budget, en rappelant qu'à cette date de l'année les départements ont voté leurs budgets, leurs abattements et leurs taux. «L'ensemble du système est enclenché», a observé M. Charasse, on ne peut plus aménager la réforme sans à renvoyer le recouvrement de la taxe au premier trimestre 1993, ce qui entraînerait beaucoup de difficultés pour les contribuables et une charge de trésorerie que le budget de

l'Etat ne peut pas supporter. Dans la soirée, invité du journal de TF 1, M. Pierre Bérégovoy répète le message : l'application de la réforme, explique-t-il, «se révèle difficile compte tenu des délais», mais, comme elle a l'«agrément» du groupe socialiste, «elle sera naturellement appliquée», puisqu'il n'est pas dans les habitudes du premier ministre d'imposer des diktats. Seule une initiative parlementaire, ajoute M. Bérégovoy, pourrait en décider autrement.

Les députés socialistes traduisent : c'est tout ou rien. Soit ils acceptent de reporter d'un an l'application de leur réforme, soit ils la maintiennent telle quelle. Mais dans ce cas ils devront assumer seuls, devant l'opinion publique, la justification d'un impôt dont MM. Bérégovoy et Charasse ont déjà largement sapé l'image.

A l'issue d'une ultime réunion de travail, mercredi soir, les députés PS ont tenté de trouver un nouveau compromis en proposant un amendement qui ne devrait pas soulever les fureurs des services fiscaux et, en conséquence, celle de leur ministre de tutelle, M. Charasse. M. Auroux devait soumettre à M. Bérégovoy, jeudi matin, cette proposition, qui limite le nombre des contribuables entrants. Prudent, le porte-parole du groupe PS, M. Jean-Paul Planchou, a déclaré : «On a fait le plus possible à l'économie. Cette solution devrait en principe convenir...»

PASCALE ROBERT-DIARD

Des prix à vous faire partir !

LA RÉUNION 4680 F*/A/R

* Prix à partir de
+ Taxes d'airport

Départs de PARIS et de MARSEILLE

VO Débord, on vous conseille...
Tél. : 40 53 07 11
181, bd Pereire, 75017 PARIS

LES SICAV DE L'UAP

L'UAP gère plus de 250 milliards d'actifs, dont une partie par l'intermédiaire de 8 SICAV. Sa gestion est marquée par trois principes majeurs : sécurité, rentabilité, liquidité. Ils permettent d'assurer au souscripteur de SICAV UAP, essentiellement par le biais de contrats d'assurance vie, le meilleur rendement long terme.

SITUATION AU 31 03 92		SUR 3 MOIS		SUR 5 ANS en cumulé	
		Indice SBF : +11,07%		Indice SBF : +18,0%	
		Inflation : +17,0%			
Catégorie (1)	Valeur liquidative (en FF)	Actif total (en MF)	Perf. %	Perf. %	Classement
SICAV ACTIONS					
UAP-ACTIONS FRANCE					
60% minimum en actions françaises	581,74	2409	+8,30	+47,3	2/29
UAP-AMERICAIN					
actions de sociétés américaines	526,38	3010	-0,33	+13,7	2/16
UAP-INVESTISSEMENTS					
50% maximum en actions étrangères	421,82	1533	+4,35	+31,5	9/105
UAP-ACTIONS SÉLECTIONNÉES					
30% maximum en actions étrangères	602,67	1232	+5,25	+29,3	13/105
SICAV OBLIGATIONS					
UAP-ALTO					
OBLIGATIONS françaises à long terme	146,86	2616	+1,51	+46,6	17/69
UAP-ALTER					
OBLIGATIONS internationales	190,32	1204	+2,55	+42,7	5/29
UAP-MOYEN TERME					
OBLIGATIONS françaises à moyen terme	131,56	698	+1,90	+29,6 (2)	12/99 (2)
UAP-1 ^{re} CATÉGORIE (3)					
OBLIGATIONS françaises garanties par l'Etat	10146,66	609	+1,72	+44,8	19/42

Souscriptions et rachats repris aux guichets de la BANQUE WORMS Tour Voltaire, 1, Place des Degrés
Cedex 58 92059 Paris La Défense Tél. 49 07 50 50 et dans ses diverses agences.

(1) Catégories FINICO
(2) Performance et classement sur 3 ans (pouvoirs de public le 03 10 88)
(3) Classe par l'UAP depuis le 01 01 90

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Maintenant la rénovation de la classe de seconde

M. Jack Lang «suspend» la réforme universitaire

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a annoncé, jeudi 23 avril, une série de décisions sur les deux principaux projets de réforme engagés par son prédécesseur, M. Lionel Jospin. Pour les lycées, la rénovation de la classe de seconde sera maintenue, mais assouplie, et celle des classes de première et terminale fera l'objet d'une concertation complémentaire. Pour les premiers cycles universitaires, le projet lancé en janvier dernier est «suspendu».

Assouplissements, apaisements et gel provisoire de certains projets : trois semaines exactement après son arrivée rue de Grenelle, M. Jack Lang révisé la copie de M. Lionel Jospin sur les réformes engagées dans l'enseignement secondaire et supérieur. Sans faire table rase des «projets» et des grands principes contenus dans les propositions de son prédécesseur — «un grand ministre» —, il entend manifestement changer de méthode afin de calmer la grogne suscitée depuis trois mois par cette rénovation tous azimuts.

«Une préoccupation simple me guidera : choisir autant que possible des solutions concrètes et réalisables... faire émerger les idées positives qui nous permettront de progresser», a-t-il annoncé à la presse, jeudi 24 avril. Pour sa première déclaration publique comme ministre de l'éducation nationale, M. Jack Lang a tranché, en douceur, dans les deux grands dossiers qu'il a trouvés en arrivant : la réforme des lycées et celle des premiers cycles universitaires.

C'est sur le projet de rénovation des premiers cycles universitaires, lancé en janvier dernier par son prédécesseur et objet de nombreuses critiques depuis, que la décision est la plus spectaculaire, au moins dans la forme : M. Lang a, en effet, décidé de «suspendre

l'application de cette réforme à la rentrée 1992. Toute précipitation conduirait au désordre et porterait préjudice aux étudiants. Le projet initial ne sera pas publié dans sa version actuelle». Dans une large mesure, il s'agit en réalité d'une décision symbolique, destinée à calmer le jeu ; il était clair, en effet, au fil des discussions qui se sont déroulées depuis le mois de janvier entre le ministre, les universitaires et leurs syndicats que la probabilité était pratiquement nulle d'appliquer la réforme des premiers cycles à la rentrée prochaine.

Malgré la formule, le ministre peut espérer regagner la confiance de la communauté universitaire et relancer un projet mal engagé. Sur le fond, en effet, les objectifs de la rénovation envisagés sont «bons», notamment le refus de la sélectivité à l'entrée à l'université et la volonté de veiller à l'accueil des étudiants, de favoriser une réussite accrue et plus rapide, de garantir le caractère national des diplômes et de favoriser une large autonomie aux universités.

Politique contractuelle

Ce qui change, à l'évidence, est la méthode de pilotage. M. Lang a en effet l'intention de conserver et de soumettre rapidement au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNER), dans le courant du mois de mai, les dispositions du projet initial qui «recueillent un large consensus». Il s'agit de tout ce qui concerne l'accueil, l'information et l'orientation progressive des étudiants, les modalités d'examens et la composition des jurys, l'organisation des enseignements en «modules capitalisables» et la garantie d'une deuxième session d'examens.

En revanche, les deux dispositions qui avaient cristallisé les oppositions sont suspendues. L'introduction, en fin de première

année, d'un certificat d'études universitaires sera, après concertation, «supprimée ou transformée en attestation de niveau». Surtout, l'arrêté général qui fixait de manière volontariste et restrictive la liste, l'inséabilité, le contenu et le programme des DEUG (diplômes d'études universitaires générales) est mis au panier.

Plutôt que d'imposer un cadre général aux universitaires, le nouveau ministre va donc leur redonner l'initiative : les conférences pédagogiques — discipline par discipline — qui doivent être organisées par la conférence des présidents d'université avant l'été lui serviront de base de réflexion. Et il envisage, à partir de ces travaux, de consulter le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'automne prochain, avant d'arrêter ses décisions.

D'une manière générale, M. Lang paraît très réfractaire à l'égard de tout texte trop général et contraignant et semble favorable à l'utilisation de la politique contractuelle, mise en œuvre par M. Jospin depuis trois ans entre l'État et les universités, pour faire passer la rénovation nécessaire des premiers cycles. À charge pour chaque université, dans le cadre de son projet d'établissement et de son contrat, de faire des choix. Et pour l'État de l'y inciter en utilisant deux leviers déterminants : les crédits de fonctionnement et les créations de postes. Bref, il s'agit de faire la part de la contractualisation, assortie de mécanismes d'incitation, université par université.

Rassurer les latinistes

La même démarche prudente et «pragmatique» est appliquée à la réforme du lycée. La rénovation de la classe de seconde entraine en application comme prévu à la rentrée 1992. Evaluation, modules de soutien et ateliers de pratique : ces mesures nouvelles sont bonnes. En revanche, le ministre souhaite

reconsidérer la limitation du choix des élèves à deux options, source de la polémique récente sur la place des langues vivantes et des langues anciennes au lycée. «Il ne peut être question d'accepter les mutations, les exclusions, surtout à l'égard du savoir», a précisé M. Lang. Et les élèves «qui souhaitent ardemment» poursuivre l'étude d'une langue ancienne au lycée en plus de leurs autres options «ne doivent pas en être privés».

Pas question toutefois d'imposer à tous le choix d'une troisième option. C'est à l'échelon local, par le biais des projets d'établissement et grâce à la dotation horaire globale dont disposent les proviseurs, que pourront se mettre en place les «adaptations» nécessaires. Autrement dit, le ministre renvoie la balle aux enseignants et aux chefs d'établissement qui devront opérer des choix, en concertation étroite avec les recteurs. Un «groupe d'observation» rassemblé autour du nouveau directeur des lycées et collèges, l'ancien recteur de Créteil, M. Christian Forestier, sera chargé de veiller «de très près» aux dérives éventuelles.

L'architecture des nouvelles filières en première et en terminale, qui n'est pas encore définitivement arrêtée, devrait être également infléchie. M. Lang veut prendre son temps : la concertation devrait reprendre jusqu'à la fin mai et des décisions être arrêtées avant les vacances d'été. Là encore, l'esprit de la réforme ne devrait pas fondamentalement changer. Mais le jeu des options «doit être suffisamment ouvert», a souligné le ministre, la place des modules d'approfondissement être «parfaitement définie» et leur contenu clarifié. Enfin, la concertation pour les programmes sera poursuivie «sans précipitation et de manière sereine».

GÉRARD COURTOIS
et CHRISTINE GARIN

MÉDECINE

Sans être obligatoire

Le test de dépistage du virus du sida sera remboursé à 100 %

M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a présenté mercredi 22 avril, au conseil des ministres, un certain nombre de mesures destinées à améliorer la lutte contre l'épidémie de sida. Confirmant que le dépistage du virus du sida ne sera pas rendu obligatoire, M. Kouchner a annoncé que le test de dépistage prescrit lors d'une consultation médicale sera dorénavant remboursé à 100 %. Il a également décidé de doubler le nombre des centres de dépistage anonyme et gratuit pour qu'il y en ait bientôt, dans toute la France, environ 250.

Comme l'avait indiqué précédemment M. Jean-Louis Bianco (*Le Monde* du 26 mars), le dépistage pourra être pratiqué dans les dispensaires antituberculeux, les centres de consultation de protection

maternelle et infantile et les centres de planification et d'éducation familiales.

Le label de «grande cause nationale» a été attribué pour 1992 aux actions d'informations réalisées par l'Agence nationale de lutte contre le sida. La règle selon laquelle il est interdit de pratiquer des tests de dépistage à l'insu des personnes, et sans que les résultats leur soient remis, sera rappelée aux ordres professionnels.

Enfin, les crédits consacrés par l'État à la prévention du sida s'élèveront en 1992 à 200 millions de francs (contre 140 millions de francs en 1991). La dépense supportée par les régimes d'assurance, maladie pour assurer la gratuité du test de dépistage sera en 1992 de 200 millions de francs.

DÉFENSE

M. Mellick à l'Assemblée nationale

Le gouvernement ne reviendra pas sur le remodelage de l'armée française

Le secrétaire d'État à la défense, M. Jacques Mellick, a affirmé, mercredi 22 avril, à l'Assemblée nationale, que le ministère de la défense ne reviendra pas sur les mesures de restructuration des forces armées prises pour 1993 et annonce la semaine dernière (*Le Monde* des 16, 18 et 21 avril). M. Mellick a ajouté que ces mesures «correspondent à une politique de défense de la France qui a fait l'objet de discussions», notamment à l'Assemblée. «Mûrement réfléchies, ces décisions correspondent à des orientations» qui tiennent compte du nouvel environnement international, a-t-il dit.

«Tout cela fera l'objet d'une loi de programmation militaire», dont «le premier ministre est saisi» et viendra en discussion devant le Parlement, dans le respect «scrupuleux» de la Constitution, a ajouté le secrétaire d'État.

M. Michel Voisin (UDC, Ain) et M. François Fillon (RPR, Sarthe) avaient auparavant accusé le gouvernement de ne pas respecter la Constitution en prenant des déci-

sions (corps franco-allemand, suspension des essais nucléaires, dissolution d'unités, etc.) sans consulter le Parlement, qui aboutissent à «un profond remaniement» de la politique de défense de la France. Les deux députés ont mis en cause l'efficacité opérationnelle des décisions en estimant que le gouvernement «impose aux armées une thérapie de choc», dont elles «ne comprennent pas la finalité». Toutes ces mesures, «en l'absence d'un plan d'ensemble», a notamment affirmé M. Fillon, «apparaissent comme un véritable démantèlement de notre outil de défense».

Au nom du groupe socialiste, M. René Dosière (Aisne) a regretté qu'«aucune mesure d'accompagnement n'ait été annoncée» avant le plan de restructuration, qui provoque des «sinistres économiques» dans certaines localités. Avec la disparition de la 8^e division d'infanterie, le département de l'Aisne est l'un des plus touchés, notamment à Soissons, Sissonne, La Fère, Laon et Folembray.

SPORTS

FOOTBALL : la sélection française pour le championnat d'Europe des nations en Suède. Michel Platini, sélectionneur des équipes de France de football, a communiqué, mercredi 22 avril, la liste des joueurs appelés à disputer le championnat d'Europe des Nations, du 10 au 26 juin en Suède. Cette liste sans surprise ne sera modifiée qu'en cas de blessure. Elle comprend vingt joueurs, plus un gardien réserviste, le Marseillais Pascal Olmeta, qui intégrerait le groupe en cas de blessure de Bruno Martini ou de Gilles Rousset. Gardiens : Bruno Martini (Auxerre), Gilles Rousset (Lyon) et Pascal Olmeta (Marseille). Défenseurs : Manuel Amoros (Marseille), Jocelyn Angloma (Marseille), Laurent Blanc (Naples), Basile Boli (Marseille), Bernard Canou (Marseille), Emmanuel Petit (Monaco), Franck Silvestre (Sochaux), Milieux de terrain : Didier Deschamps (Marseille), Jean-Philippe Durand (Marseille), Luis Fernandez (Cannes), Rémi Garde (Lyon), Christian Pérez (Paris SG), Franck Sauzet (Marseille). Attaquants : Eric Cantona (Leds), Christophe Cocard (Auxerre), Jean-Pierre Papin (Marseille), Amara Simba (Paris SG), Pascal Vahirua (Auxerre).

À Marseille, Monaco, Cannes et Bastia dans le dernier carré de la Coupe de France. — Marseille, Monaco, Cannes, ainsi que Bastia (deuxième division), se sont qualifiés mercredi 22 avril, pour les demi-finales de la Coupe de France. Marseille a gagné à Caen (3-1) ; Monaco l'a emporté à Ajaccio (3-0) ; sur son terrain, Bastia a battu Nancy (0-0) après prolongations, trois fois au bout de 90 minutes. À Lyon, sur terrain neutre, Cannes a battu le Red Star (1-0), après prolongations. Les demi-finales, dont le tirage au sort devait avoir lieu jeudi 23 avril, auront lieu le 6 mai.

Ouverture de deux informations judiciaires sur le Paris-SG et le Racing. — Le parquet de Paris a ouvert, mardi 21 avril, deux informations judiciaires pour abus de confiance, à la suite d'irrégularités constatées dans les comptes de deux clubs de football parisiens, le Paris-SG et le Racing. Alerté par l'administration fiscale, le parquet entend faire la lumière sur des mouvements de fonds destinés à rémunérer irrégulièrement les joueurs par l'intermédiaire de sociétés fictives spécialisées dans la communication. Les deux dossiers ont été confiés à M. Patrick Flévet, juge d'instruction au tribunal de Paris.

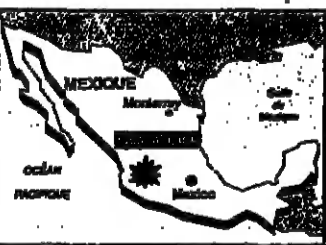
VOILE : Coupe de l'America. — New-Zealand a repris l'avantage par deux victoires contre une en battant le Moro di Venezia de 34 secondes dans la troisième régata de la finale des challengers de la Coupe de l'America, disputée mercredi 22 avril au large de San-Diego (Californie). Les Italiens, qui avaient pris le meilleur départ, comptaient pourtant 1 minute 42 secondes d'avance à la première bouée, mais les Néo-Zélandais ont profité d'une erreur tactique de leurs adversaires, qui ont choisi de ne pas les contrôler dans le deuxième bord de vent (contre le vent), pour prendre l'avantage et le conserver jusqu'à l'arrivée. Dans la finale des «défenseurs» américains, les chances de Dennis Connor paraissent très compromises après sa troisième défaite consécutive contre l'America-3, qui l'a cette fois devancé de 4 minutes 20 secondes.

CATASTROPHES

Dans la deuxième ville du Mexique

Une série d'explosions dues au gaz a fait plus de deux cents morts à Guadalajara

Huit ans après l'explosion d'un réservoir de gaz liquide qui avait ravagé un quartier de Mexico, faisant quatre cent cinquante-deux morts, c'est la deuxième ville du Mexique, Guadalajara, qui a été victime, mercredi 22 avril, d'une série d'explosions qui seraient dues à l'accumulation de gaz dans un collecteur d'égouts. Selon les premières estimations, au moins deux cents morts et six cents blessés auraient été retirés des décombres.



et avaient rassuré la population en conseillant d'ouvrir les fenêtres. Les explosions ont eu lieu quelques heures plus tard, mercredi matin à 10 heures (18 heures à Paris), ouvrant des cratères de plusieurs mètres de diamètre et provoquant le chaos sur une distance de 8 kilomètres.

La société pétrolière nationale, Pemex, a démenté les rumeurs selon lesquelles l'accident serait attribuable à l'un de ses camions transportant du gaz. Une autre version met en cause une huilerie, la Central, qui aurait déversé un solvant très volatile dans les égouts de la ville.

Le gouvernement mis en cause

Quelle que soit l'origine de la tragédie, les mouvements écologistes, de plus en plus actifs au Mexique, soulignent la responsabilité des autorités dans cette affaire.

«La politique du gouvernement mexicain consiste à fermer les yeux à propos de la présence d'industries utilisant des substances dangereuses dans les zones densément peuplées», s'insurge l'écrivain Homero Aridjis, membre du Groupe des cent (organisation écologiste réunissant des intellectuels mexicains). «La population est soumise à une pollution permanente et ignore souvent les risques. Dans le cas de la ville de Mexico, il y a huit cents

zones de danger répertoriées, mais le gouvernement refuse de prendre les mesures draconiennes qui s'imposent pour déplacer les usines dangereuses.»

M. Aridjis craint que les autorités ne cherchent à cacher le bilan réel de Guadalajara — «il y aura au minimum six cents morts et peut-être mille, dit-il, car c'est une zone très peuplée» — comme elles l'avaient déjà fait lors de la catastrophe de San-Juanico en 1984. Le bilan officiel avait été fixé de près de mille morts dans cette banlieue de Mexico à la suite de l'explosion de plusieurs réservoirs de gaz. «En fait, soutient M. Aridjis, il y a sans doute eu près de cinq mille morts, et l'enquête avait été bâclée par le gouvernement pour protéger les vrais responsables.»

BERTRAND DE LA GRANGE

An sud de l'agglomération grenobloise

Un mort lors d'une explosion à l'usine Atochem de Jarrie

GRENOBLE

de notre correspondant

Une explosion suivie d'un incendie a ravagé, dans la nuit de mercredi 22 à jeudi 23 avril, l'unité d'oxy-synthèse de l'usine Atochem de Jarrie (Isère) située dans le sud de l'agglomération grenobloise. Une personne est morte carbonisée et deux autres souffrent de brûlures au deuxième degré.

Certains habitants qui vivent à proximité de cette importante plateforme chimique, où sont fabriqués notamment de l'eau oxygénée (environ 100 000 tonnes par an),

du chlore, de la soude, du perchlorate de sodium, ont quitté précipitamment leurs résidences pour se réfugier dans des zones protégées, par crainte d'une extension du feu à d'autres secteurs de l'usine.

Deux heures ont été nécessaires aux deux cents sapeurs-pompiers et aux spécialistes des catastrophes chimiques pour venir à bout de ce sinistre. La direction d'Atochem, filiale d'Elf Aquitaine écartait, jeudi 23 avril, tout risque toxique et de pollution chimique malgré la très forte odeur qui a empueté l'atmosphère pendant plusieurs heures.

C. F.

Le naufrage
de la science

SECURITE ROUTIERE

L'alcoolisme au volant

كتاب الفصل

SOCIÉTÉ

Le naufrage de la science russe

Suite de la première page

Comme les autres chefs de laboratoire de l'institut Kouratchov, Alexandre Fridman est réduit à attendre le contrat avec l'Occident pour éviter le chômage. Il vient de signer avec l'université d'Orléans un accord de coopération portant sur des recherches pour l'application chimique des plasmas d'hydrogène. Il suit en cela l'exemple de ses collègues du département de physique des plasmas, qui travaillent sous contrat avec la fusion thermonucléaire pour le département américain de l'énergie. Aussi limités et réduits qu'ils soient (le département de l'énergie russe verse 540 000 francs par an, et l'université d'Orléans 100 000 francs), ces subsides permettent aux chercheurs de l'institut Kouratchov de subsister tant bien que mal, mais ne leur permettent pas de vivre.

Alexandre Fridman est l'exemple type d'un scientifique qui ne peut pas vivre de sa science. Ce brillant quadragénaire d'origine ukrainienne n'a vraiment découvert le monde que depuis un peu plus de deux ans. « Ma première année de travail scientifique date du hiver 1989. Et encore, c'était pour rendre en Pologne, dans d'anciennes spécialités », se souvient-il. Depuis, perestroïka aidant, il voyage beaucoup, en Europe et surtout aux États-Unis, mais toujours ni même autorisation préalable. « Après deux années de silence forcé, nous avons beaucoup de choses à dire et nous sommes très demandés », lance-t-il en riant.

« Sur le fil du rasoir »

Il gagne actuellement 3 200 francs par mois, soit à peu près l'équivalent de 190 francs français. Plus que le salaire moyen (800 francs), mais bien loin du traitement d'un chauffeur d'autobus. Difficile, dans ces conditions, de subvenir aux besoins d'une femme et de deux enfants. Pourtant, Alexandre Fridman ne songe pas à s'expatrier.

« J'ai eu, c'est vrai, plusieurs offres pour des stages assez longs dans des universités américaines, reconnaît-il. J'ai toujours refusé, préférant que mes meilleurs collaborateurs puissent à leur place, ce qui fut généralement accepté. De tels séjours sont très intéressants et formatifs pour un jeune. Pour moi, en revanche, les choses sont différentes. Ma carrière, toute ma vie, se sont construites ici, et je ne n'obtiendrais pas une situation équivalente à l'étranger. Je ne pourrais pas me permettre de retourner après un an ou deux en France. » Après quelques hésitations, il ajoute : « Mais les choses changent si vite, ici. Je ne sais pas ce qui se passera demain, ni la situation de demain, encore, aurai-je changé d'avis. Nous sommes sur le fil du rasoir. A tout moment, nous

pourrions basculer d'un côté ou de l'autre, ou de l'autre et nous perdre » (1).

De nombreux scientifiques russes ont choisi d'émigrer, au moins, de profiter des salaires qui leur étaient offerts pour vivre plus confortablement à l'étranger. C'est ainsi, affirme-t-il, que les chercheurs basculés ont déserté l'institut Kouratchov de physique-chimie, où se concentraient la direction et les étudiants. « Leur domaine était considéré comme moins prioritaire, ils ne bénéficiaient pas des mêmes subsides que ceux qui restaient. » L'institut Landau, l'un des centres de physique fondamentale les plus importants au monde, serait dépeuplé : tous les mathématiciens et les physiciens de haut niveau qui y travaillaient se trouveraient actuellement aux États-Unis ou en Europe, directeur compris.

Perdue pour la science

Ce sautoir-qui-peut général n'a rien d'étonnant : en cette période de crise, le gouvernement s'efforce



de parer au plus urgent, et la recherche scientifique n'est pas forcément prioritaire. « Les crédits que me verse l'État sont de moins en moins », se plaint le directeur d'un institut de la banlieue de Moscou. On imagine les conditions de travail qui résultent de cette situation. Dans tout Moscou, un grand nombre de chercheurs ont quitté leur poste. L'un d'eux, le plus connu, qu'une médiocratie qui l'on peut trouver les mêmes scientifiques étrangers : « Mais si votre institut n'a pas versé une participation, vous n'y avez pas accès ».

« Les intellectuels, et donc les chercheurs figuraient parmi les principaux promoteurs du processus démocratique », explique un membre du cabinet du président Eltsine. Mais aujourd'hui le

communauté scientifique est l'une des premières victimes de ce processus. Une situation paradoxale qui entraîne inévitablement la fuite des cerveaux.

Quelle est l'ampleur réelle de la fuite des cerveaux de l'ex-URSS ? D'après une étude effectuée par des experts travaillant pour l'Eltsine, l'effectif des scientifiques sur le territoire de la République russe serait passé de 1 385 000 personnes (dont 103 037 chercheurs de haut niveau) en 1988 à 1 227 000 (dont 122 450 chercheurs de haut niveau) au 1^{er} janvier 1991, soit une baisse d'environ 11 % en un an.

La plus grande part de ces chercheurs disparus se trouvent toujours en Russie. Perdus pour la science, ils n'ont pas résisté à l'appel de l'argent et sont devenus banquiers, hommes d'affaires, chefs de petites entreprises, à caractère technologique ou non. Les responsables russes appellent cela la « fuite interne des cerveaux ». Elle est de loin, selon eux, la plus importante et la plus dommageable.

Qu'en sont les autres ? Quelque 1 500 chercheurs d'Europe de l'Est se sont rendus en France en 1990 et 1991, et 34 d'entre eux ont obtenu de manière permanente au CNRS en 1991. Les institutions scientifiques françaises ont reçu 1 900, en 1990, et 4 000 l'an dernier. Mais seulement 31 000 chercheurs en provenance de l'ex-URSS en 1991. Enfin, on estime à 30 000 le

nombre de ceux qui se trouvent actuellement aux États-Unis. « Nous n'avons pas de chiffres fiables. Mais je pense que pas mal d'industriels se sont attachés des scientifiques soviétiques en matière d'écologie informatique. De la même manière, chaque université américaine a attiré aujourd'hui quelques professeurs et un nombre substantiel d'étudiants », estime Alan Bromley, conseiller du président George Bush pour la science. Selon d'autres sources américaines, il n'y a eu cependant pas plus de 1 200 étudiants russes actuellement sur le territoire américain.

Toutefois, ces statistiques ne fournissent pas une image très précise de la situation. À l'exception, sans doute, des émigrés en Israël, la plupart des chercheurs séjournant, en effet, à

l'étranger sur invitation, pour séjours plus ou moins longs (un mois à un an en France). Et ceux qui partent avec l'intention de s'expatrier, répondant aux sollicitations de certaines universités, grands laboratoires américains (et, peut-être japonais), ne sont toujours certains, eux-mêmes, de la solidité de leur choix. L'émigration au mode de vie occidental n'est pas toujours facile pour un homme mûr qui a une brillante carrière derrière lui. Les exilés d'ici, par ailleurs, motivés que par des raisons strictement économiques, il suffirait d'une amélioration notable en Russie pour que nombre d'entre eux renouent avec la science.

« Qu'ils partent ! »

« Ne nous leurons pas », Vladimir Goubarev, ancien chef de service scientifique de la Pravda, conseiller de Mikhaïl Gorbatchev, il s'agit d'une fuite de cerveaux plutôt que d'une fuite de cerveaux. « Aujourd'hui, nos meilleurs chercheurs sont partis. Qu'ils partent donc ! C'est à l'étranger qu'ils pourront s'épanouir, devenir des scientifiques à part entière, et nous en bénéficierons. » Il a raison, nous le savons, mais il a aussi tort. « Si nous perdons nos meilleurs chercheurs, nous perdons notre avenir », lance-t-il.

Un jugement abrupt qui n'est pas loin de partager, avec certaines nuances, l'avis d'Ossipov, président de l'Académie russe des sciences. « Il y a eu un mal à ce que nos scientifiques aillent à l'étranger pour enrichir leurs connaissances, découvrir des équipes et des horizons nouveaux. A condition qu'ils reviennent. Il n'est pas mauvais, non plus, que certains choisissent les carrières commerciales. Notre pays a grand besoin de personnes compétentes dans ce domaine actuellement. »

Pour M. Ossipov, la fuite des cerveaux serait un moindre mal si elle se accompagnait d'un phénomène beaucoup plus préoccupant : le manque d'intérêt pour les études manifesté par les jeunes, qui, frappés par la fièvre du dollar, fuient l'Europe de l'Est (et, peut-être, choqués par la catastrophe de Tchernobyl), préfèrent se lancer dans le commerce, plus rémunérateur. « Nous en avons 30, après la guerre, c'était un honneur d'entrer à l'université, de devenir chercheur, même si cela impliquait de longues années de travail dur. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. »

Un autre effet pervers de l'exil des chercheurs inquiète beaucoup le président de l'Académie : la destruction des « écoles ». La science soviétique a toujours fonctionné par groupes d'affinité dont les membres rassemblés autour d'un ou de quelques maîtres à penser, travaillaient ensemble, se soutenaient (parfois même le pouvaient). Ces écoles représentaient une culture. Quand, au sein de tels noyaux, une personnalité porteur de valeurs quitte le pays, ne sert-il pas à perdre quelques années, les autres coupés de ce qu'ils ont créé ? C'est une perte pour l'humanité, mais une compensation : l'argent du monde.

Le président Ossipov vient de terminer une tournée dans les pays occidentaux, à la recherche d'un soutien pour tenter de stopper ce lent processus de désintégration de la science soviétique.

JEAN-PAUL DUFOUR

Prochain article

L'Occident à la rescousse

(1) Depuis une conversation, Alexandre Fridman a accepté une invitation de l'université d'Orléans et il séjournera quatre mois, à partir d'octobre prochain, un poste de professeur.

Le futur Institut de biologie structurale de CEA, s'ouvrira au partenariat. Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'Agence spatiale à l'énergie atomique (CEA) ont signé, mercredi 22 avril, une convention régissant l'organisation du futur Institut de biologie structurale (IBS) de Grenoble. Entièrement dédié à l'étude des molécules biologiques (le 27 juin 1991), ce centre accueillera deux équipes, qui travailleront sous la direction de Jean-Pierre Ebel, actuellement directeur de l'Institut de biologie moléculaire et cellulaire du CNRS à Strasbourg. Le CNRS et le CEA ont précisé que la signature de cette convention permettait désormais d'ouvrir l'Institut à d'autres partenaires publics ou privés (notamment l'université grenobloise Joseph-Fourier et l'INSERM), dans le cadre de collaborations spécifiques.

Ch. de Ch.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Provoquant la mort de quinze personnes par jour

L'alcoolisme au volant est réprimé plus sévèrement

Quatre millions ont montré, ces derniers jours, que la loi n° 104 du 1^{er} juillet 1983 réprimant l'alcoolisme au volant.

Mardi 21 avril, le procureur de la République de Rouen a requis la peine maximale, quatre ans de prison et une amende de 60 000 francs, à l'encontre de M. Christian Vignon qui avait, en état d'ébriété, renversé et grièvement blessé un piéton le 3 octobre 1991. Le même jour, le procureur de la République de Paris a requis qu'un inculpé d'homicide involontaire et écroué après avoir provoqué un accident qui avait entraîné la mort de deux personnes. Son taux d'alcoolémie atteignait 2,24 grammes.

Mercredi 22 avril, l'ancien champion de France et d'Europe du sprint Jocelyn Debaets a été inculpé d'homicides et blessures involontaires. Il avait perdu le contrôle de son véhicule, le 30 avril, et percuté contre une automobile dont les occupants, M. Angsthelm, son épouse enceinte de six mois et leur fils, âgé de quatre ans, avaient été tués sur le coup. M. Debaets, dont le

taux d'alcoolémie était de 1,64 gramme au moment de l'accident, avait été placé en garde à vue, mardi 21 avril.

Enfin, M. Pascal Geoffroy, 42 ans, vingt-quatre ans, qui avait provoqué la mort d'une femme enceinte de six mois, en décembre dernier, avait été condamné à un an d'alcoolémie de 2,89 grammes, a été condamné, mardi 22 avril, à dix-huit mois de prison ferme. Le procureur de la République de Paris a requis qu'un inculpé de prison.

En 1991, au cours d'environ six millions de contrôles, 96 000 conducteurs ont été condamnés pour conduite en état d'alcoolémie, c'est-à-dire pour avoir dépassé la limite légale de 0,5 gramme d'alcool par litre de sang. Parmi eux, 6 500 ont été condamnés pour blessures involontaires. Mais l'alcool est responsable de 33 % des accidents mortels en France : les statistiques ont été établies sur la base de 4 000 morts de près de quatre mille personnes par jour, soit quinze personnes par jour. On estime qu'en permanence 3 % des conducteurs

sur les routes ont un taux d'alcoolémie qui dépasse le seuil légal. Ce chiffre est de 10 % la nuit, et à près d'un tiers une heure et à heures du matin dans la nuit du samedi au dimanche.

Le risque d'accident, en raison de la diminution du seuil de vigilance et de l'empourprissement des réflexes, est multiplié par dix lorsque le taux d'alcoolémie est de 0,8 gramme. Il est déjà multiplié par deux lorsque ce taux atteint 0,5 gramme. C'est pourquoi, M. Christian Gérondeau, l'ancien directeur de la Sécurité routière, président d'un groupe d'experts à haut niveau auprès de la CEE, a remis à l'autonomie de la Commission de Bruxelles, un rapport qui préconise d'abaisser à 0,5 gramme le taux maximal légal d'alcoolémie dans le sang pour les conducteurs des pays de la Communauté. Une mesure déjà appliquée dans trois pays de la CEE (Grèce, Pays-Bas et Portugal) et dans trois autres pays européens (Finlande, Islande et Norvège). La France a même abaissé ce taux à 0,5 gramme.

HUBERT MONTEILHET

HUBERT MONTEILHET



EUDOXIE
OU
LA CLEF DES CHAMPS

De l'éducation des filles

"Voilà un homme qui sait mieux que quiconque comment on doit faire cuire les haricots mais qui peut en même temps nous ramener au XVIII^e siècle dans le sillage d'une héroïne on ne peut plus sulfureuse."

Jean-Pierre Bège - SUD-OUEST DIMANCHE

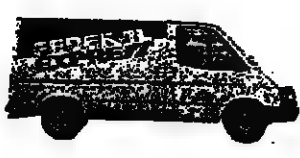
"Dieu écrit droit avec des lignes courbes : Claudel l'a déjà dit ; Monteilhet le confirme. Sa bonne foi est absolue. Il sait ce qu'il faut à la créature et le cynisme à ce point là, c'est de la théologie."

Patrice de Plunkett - LE FIGARO-MAGAZINE

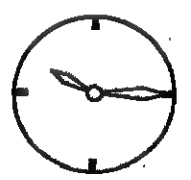
"Une merveille d'intelligence, de rouerie et de bon sens savoureux. Et aussi un chef-d'œuvre d'immoralité candide."

Jean-Pierre Nudin - NICE-MATIN

Editions de Fallois
PARIS



**TOUS LES MATINS
IL ARRIVE QUELQUE CHOSE
EN AMERIQUE DU NORD.**



SAATCHI & SAATCHI COMMUNICATIONS

ÉCONOMIE

La dernière note de conjoncture de l'INSEE et le rapport du FMI

BILLET

Obstruction européenne

L'Europe envahit le débat public. Les douze pays de la Communauté. Adversaires et partisans de Maastricht n'ont pas le temps de rappeler l'enjeu du traité.

Dans un tel contexte, on pourrait attendre à Bruxelles, sinon une attitude exemplaire, du moins une attitude cohérente, si ce n'est une simple preuve d'efficacité. Or, depuis neuf mois - juillet dernier, très exactement - le dossier des dotations en capital (Bull 4 milliards de francs répartis sur 1991 et 1992, soit un montant de 2,8 milliards de francs) est examiné par les membres du comité chargé de la concurrence, sir Leon Brittan.

La Commission exprime ainsi ses réserves sur la compatibilité des aides attribuées par l'Etat français à l'industrie de la concurrence en vigueur dans la Communauté.

On le sait, les convictions de Leon Brittan l'amenent à être d'un naturel méfiant à l'égard des apports d'un Etat actionnaire aux entreprises qu'il contrôle. Que la responsable bruxelloise cherche ainsi à préserver la concurrence et à éviter des distorsions à l'intérieur du marché européen, cela va de soi.

Aux côtés de l'allemand, de l'italien, de l'anglais, Bull figure parmi les derniers constructeurs informatiques indépendants en Europe. Il est engagé dans de profondes restructurations. Le nombre de salariés a été réduit. La gamme de produits est en train d'être renouvelée. Un nouveau plan social devrait être appliqué, réduisant à 10 % les effectifs.

Il a noué, enfin, au début de cette année, un accord de coopération technologique, commerciale et financière avec le numéro 1 mondial de l'ordinateur, l'américain IBM.

Cette alliance est maintenant sujette à caution. La part de Bull dans le chiffre d'affaires de l'IBM pour l'Europe est de 10 %. Les effectifs de Bull sont en baisse. Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

Cela fait beaucoup. Les mauvaises langues pourraient souligner qu'on ne voit pas Bull se battre pour l'Europe.

La croissance en France atteint 2,5 % l'an mais le redémarrage sera modéré

« Au premier semestre 1992, le produit intérieur brut progressera sur un rythme de croissance annualisé de l'ordre de 2,5 % », écrit l'INSEE dans sa dernière note de conjoncture, ajoutant qu'au début de 1992, certains signes de retournement à la hausse sont perceptibles dans l'économie mondiale. Cependant, l'Institut ne s'attend pas à ce que les perspectives d'activité et de demande s'améliorent et que les entreprises reprennent confiance, ce qui l'amène à réviser en hausse ses estimations qui portaient sur 2 % en février dernier, ce mouvement est dû à une reprise de la consommation qu'il considère comme disparaitissant et les comportements attentistes en matière d'investissement.

Deux facteurs apparaissent assez positifs pour notre économie : d'une part, une légère accélération de la consommation des Français, qui « reprennent confiance malgré un léger ralentissement de leur pouvoir d'achat » ; d'autre part, une progression soutenue des exportations.

1) La consommation totale augmenterait de près de 3 % en rythme annualisé au premier semestre, cela malgré un léger ralentissement du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages, consécutif notamment à un freinage de la masse salariale au premier semestre : + 2 % en glissement annuel et + 2,3 % au second semestre 1991. L'évolution défavorable de la masse salariale est elle-même la conséquence de la baisse de l'emploi salarié et de la moindre hausse du taux de salaire ouvrier, qui passe de 5,1 % fin 1990 à 4,1 % fin

1991 et à probablement 3,6 % entre juillet 1991 et juillet 1992.

La consommation s'accroît, alors que le pouvoir d'achat s'améliore moins vite, grâce à un repli du taux d'épargne des ménages. Depuis la crise du Golfe, qui avait vu le taux d'épargne monter, et en l'absence de tensions inflationnistes, les Français « épargnent moins le besoin de reconstruire ». Ils auraient donc tendance à privilégier un peu plus de consommation en ce début d'année. Ce comportement s'est traduit par des achats de produits manufacturés importants au premier trimestre mais qui pourraient retomber au deuxième trimestre (contrepartie des Jeux olympiques d'hiver) avant de repartir en troisième.

Toujours est-il que la croissance de la production manufacturière devrait atteindre entre 2,5 % et 3 % en rythme annuel au premier semestre.

Demande étrangère en hausse

Les industriels, après une fin d'année médiocre, sont plus optimistes, notamment du fait de l'amélioration des commandes étrangères. De plus les industries produisant des biens d'équipement professionnels enregistrent actuellement un retournement à la hausse de la demande intérieure mais aussi étrangère.

« On peut être à l'interface - un début d'amélioration de l'investissement international - du début de 1992, certains signes de retournement à la hausse sont perceptibles dans l'économie mondiale », écrit l'INSEE. Et de citer les Etats-Unis, où la confiance renaît peu à peu en même temps que les ventes au détail augmentent - y compris d'automobiles - et que s'accroissent les mises en chantier de logements. Mais la bonne compétitivité des prix français à l'étranger devrait permettre de conti-

nuer à beaucoup exporter, en Allemagne et en Espagne notamment. L'INSEE souligne un facteur nouveau : « Les ventes françaises, après s'être fortement concentrées sur la Communauté européenne, semblent se redéployer géographiquement en direction de l'OPEP et des NEIA (nouvelles économies industrialisées asiatiques) ».

Du coup, le commerce extérieur de la France pourrait être excédentaire au premier semestre, grâce à une forte progression des exportations de produits manufacturés, qui compenserait la probable remontée des importations, consécutives à une demande interne plus vive, ce qui est déjà le cas pour les biens intermédiaires. L'investissement, lui, restera étroit et c'est l'ombre du tableau. Les dépenses d'équipement cesseraient de baisser « sans pour autant reprendre ». L'INSEE parle de comportement attentiste et souligne que les chefs d'entreprise craignent de s'endetter, alors que les taux d'utilisation des capacités de production sont revenus à des niveaux plus faibles et que la situation financière des entreprises, si elle a cessé de se dégrader à partir de l'été 1991, n'en est plus à ses bons niveaux de la fin des années 80.

Tout cela n'est pas de nature à favoriser la création de nombreux emplois dans l'économie. Après les 30 000 emplois créés l'année dernière dans le secteur marchand non agricole, l'emploi devrait connaître une stabilisation. Les gains de productivité ont reculé et devraient à la fin de 1991 dans les biens intermédiaires et les biens d'équipement professionnels « pendant que les réductions d'effectifs se poursuivent dans les industries de biens de consommation au même rythme qu'au second semestre de 1991 ». Le taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) avoisinerait 10 % de la population active à la fin du mois de juin.

La vraie reprise de l'activité mondiale sera pour 1993

Le rapport sur les perspectives économiques mondiales, publié mercredi 22 avril à Washington par le Fonds monétaire international (FMI), estime que la croissance économique des pays industriels devrait s'élever à 1,8 % l'année après 0,8 % en 1991. Le FMI a révisé en baisse ses prévisions de croissance pour 1992, souligne le regain d'activité enregistré dans le monde en développement et l'aggravation de la crise économique dans l'ex-URSS. Autant de thèmes qui seront au cœur des rencontres internationales qui se tiendront à Washington au cours des prochains jours, à l'occasion des réunions semestrielles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

La reprise économique n'est pas encore au rendez-vous. En effet, le FMI a pratiquement divisé par deux ses prévisions de croissance. En moyenne dans le monde, le produit national brut (PNB) devrait connaître cette année de 1,4 % après une diminution de 0,3 % en 1991.

Comment les experts du Fonds expliquent-ils cette évolution défavorable, par rapport aux prévisions plus optimistes publiées en octobre dernier ? Divers facteurs, allant de la volonté des particuliers et des entreprises de poursuivre l'assainissement de leur situation financière à la recrudescence fin 1991 de la confiance des agents économiques, en passant par le maintien d'une politique monétaire stricte en Allemagne, sont en cause. Quoi qu'il en soit, la chose semble aujourd'hui acquise pour tous : 1992 sera une année de croissance lente. Le groupe des sept principaux pays industrialisés, dont les ministres des finances se réuniront dimanche 11 avril à Washington, va d'ailleurs tenter de se donner une impulsion de relance.

En croire les « perspectives économiques » du FMI, la reprise est déjà « au coin de la rue », puisque dès l'an prochain un taux de croissance de 3,6 % dans le monde, et de 3,3 % dans les pays industriels, pourrait être enregistré. Ce serait le meilleur résultat depuis 1989. Les inquiétudes s'atténueraient perceptiblement au sujet de l'Allemagne et du Japon devraient remonter. Après une année 1992 morose (le PNB allemand devrait progresser cette année de 2,2 % et celui du Japon de 1 %), les deux moteurs de la croissance mondiale retrouveraient en 1993 une croissance de 3 % ou plus. En Allemagne, les ministres monétaires pourraient enclencher cette année une diminution du taux d'intérêt, s'ils sont rassurés sur les deux problèmes cruciaux constitués par l'évolution, actuellement jugée trop rapide, de la masse monétaire et de la dette publique.

Au Japon, le FMI fait confiance au gouvernement pour piloter de près la politique économique et de l'actuelle période de récession, survenue après plusieurs années de croissance jugée trop rapide.

A peine prévoit-il le retour de la croissance que le FMI met en garde contre un retour de pressions inflationnistes. « Les autorités monétaires doivent se tenir prêtes à durcir rapidement leur politique », répondent aux signes d'une augmentation des pressions inflationnistes potentielles. Un message qui, semble-t-il, vise en premier lieu les Etats-Unis, qui ont beaucoup baissé leurs taux d'intérêt à court terme. Mais pour l'heure avec moins de 3 % prévu en 1992, la hausse des prix devrait demeurer inférieure à celle enregistrée ces dernières années.

Bonnes nouvelles d'Asie

En début d'année 1992, les bonnes nouvelles ne viennent pas encore du monde industriel, mais, selon le FMI, plutôt des pays en voie de développement (PVD). Ceux-ci, comme l'a souligné mercredi 22 avril M. Michael Mussa, conseiller économique du FMI, ont enregistré en 1991 un taux de croissance supérieur à celui des années précédentes : + 4,2 %, hormis l'Europe centrale et orientale ainsi que le Proche-Orient, dont les performances actuelles sont faussées par les effets de la guerre du Golfe.

En 1992, la poursuite du dynamisme asiatique, accompagné d'une hausse de l'activité en Amérique latine, devrait permettre à cette catégorie de pays d'enregistrer un taux de croissance identique, qui atteindrait 4,8 % en 1993. Une évolution positive qui bénéficie surtout, a rappelé M. Mussa, aux pays ayant mis en place ces dernières années des programmes d'ajustement. Les succès enregistrés par l'Amérique latine, notamment en matière de transferts de capitaux, sont actuellement un objet de fierté pour les organismes internationaux de Washington, et seront sans nul doute abondamment commentés au cours des réunions du groupe des Vingt-Quatre (représentant le monde en développement) et du comité de développement du FMI et de la Banque mondiale.

Même si le tiers-monde à l'heure actuelle un regain d'intérêt, après la « décennie perdue » des années 80, l'ombre de l'ancienne Union soviétique plane sur toutes les discussions de Washington. Le FMI prévoit pour 1992 une chute de la production soviétique égale à celle de 1991, soit de 17 %. Afin de favoriser un redémarrage rapide possible du passage au marché des économies d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS, le FMI recommande à la communauté internationale de trois types d'actions.

Le premier consisterait à apporter conseils et assistance technique lors de l'élaboration des politiques économiques et à mettre sur pied des structures de marché. Le second consisterait à financer une augmentation des réserves de change. Le troisième, enfin, serait d'ouvrir les marchés des pays industrialisés aux exportations de l'Est.

A. K.

F. L.

Un colloque de l'AJIS

Le « chèque syndical » n'est plus un épouvantail

Plusieurs entreprises, et non des moindres (Pechiney, Casino, AXA, GAN), ont conclu des accords dont l'objectif déclaré est d'encourager le développement du syndicalisme, parfois même en prévoyant son financement. Mercredi 22 avril, l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS) a organisé un colloque destiné à mieux cerner les motivations des employeurs et des syndicats qui ont tenté cette expérience.

Qui a encore peur du « chèque syndical » ? La signature en juillet 1990 de l'accord créant cette forme de financement du syndicalisme chez l'assureur AXA (5 000 salariés) avait engendré une vive polémique. Les signataires (CFDT, CFTC, CFE-CGC) voyaient dans une telle innovation qui consiste à remettre à chaque salarié un bon anonyme représentant la valeur de quatre heures de salaire moyen, libre à ce dernier de l'affecter ou non à l'organisation (son choix) un moyen de leur leur légitimité auprès du personnel. En revanche, FO et la CGT dénonçaient une « dégradation », alors que la majorité du patronat se cachait son scepticisme.

A première vue, les entreprises se sont intéressées à cette innovation pour des raisons diverses. D'autres, comme l'assureur AXA, ont officiellement déclaré vouloir de « chèque syndical », mais ses militants du GAN ont passé outre, alors que la CGT - signataire elle aussi au GAN - modère son hostilité.

Moderniser les relations sociales

Toutefois, le financement du chèque syndical a été l'occasion d'une tentative plus large visant à doter l'entreprise de représentants certes influents, mais également responsables. Pechiney, qui a conclu en avril 1990 un accord garantissant le déroulement de carrière des syndicalistes, se situe dans cette logique : « Il existe dans l'entreprise des intérêts divergents qui gagnent à être exprimés. Le problème n'est plus de reconnaître le fait syndical, mais d'amener toute la hiérarchie et les organisations représentatives

à avoir des relations qui ne soient pas uniquement institutionnelles, mais qui soient un partenariat quotidien sans conflits de rôles », estime M. Germain Ferec, directeur des ressources humaines (DRH) de Pechiney. « Nous cherchons à mieux définir l'articulation entre le pouvoir de direction et le contre-pouvoir de proposition des syndicats, la modernisation de l'entreprise aux relations sociales », a expliqué pour sa part M. François Maxence, DRH du GAN.

Stopper l'hémorragie

« Les salariés, dont à peine 10 % sont syndiqués, ne veulent pas adhérer de manière classique. Le chèque syndical, qui ne nous amène pas en lui-même des adhérents, est un financement propre qui nous permet de mieux travailler et d'espérer construire, demain, un syndicalisme de masse », résume M. Dominique Orsal (CFDT, AXA). Quant à M. Patrice Tévétat (FO, GAN), il voit « un moyen de stopper l'hémorragie des contacts avec le personnel ». Non signataire du texte conclu chez AXA, M. Liliane Sackel (CGT) redoute un « syndicalisme de délégués » qui serait un moyen qui prévoit l'obligation de l'entreprise de lancer des collectifs lors de négociations. Néanmoins, elle estime que ce système « permet de mieux communiquer avec les salariés », alors que le représentant CGT du GAN considère que les 209 700 F qu'il a reçus de la direction lui garantissent une indépendance financière.

S'il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de ces diverses tentatives, force est de constater qu'elles restent marginales et perfectibles. « La moitié seulement de nos salariés ont utilisé le chèque syndical », trop peu, estime l'évolution des mentalités ne se faisant pas, assure M. Henri Grégoire, DRH d'AXA. Quant à la confédération Casino, M. Jean-Louis Truchement, il ne voit surtout pas ces expériences « une symbolique forte » et « pas un gadget ou, encore moins, une solution miracle pour résoudre les difficultés du syndicalisme ».

JEAN-MICHEL NORMAND

Affirmant que 20 % des emplois vont disparaître en deux ans

Un rapport du Plan préconise des mesures spécifiques pour l'automobile

Le rapport de M. Gilbert Rutman, président du groupe de stratégie industrielle et automobile du Plan, remis jeudi 23 avril, préconise une restructuration de l'industrie automobile et la manière de la soutenir et recommande des mesures spécifiques pour maintenir la qualification de la main-d'œuvre et conserver au secteur sa compétitivité.

« L'industrie automobile devra être encouragée à la modernisation de la main-d'œuvre, il faudra faire partir ceux qui ne sont pas capables ; former et embaucher des jeunes ; mettre en place des cofinancements entre les entreprises et l'Etat », affirme M. Gilbert Rutman, président d'honneur d'Elf Aquitaine production, président du groupe de stratégie industrielle et automobile.

Le groupe, constitué en 1990 sous l'égide du Plan, a été présidé par le premier ministre chargé du Plan et du ministère de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, et remis son rapport jeudi 23 avril. Il a analysé l'évolution de l'automobile à quinze ans et les mesures à mettre en œuvre pour que l'industrie française reste compétitive.

Un appareil de formation inadéquat

Si, d'un point de vue technique, les industriels français n'ont rien à envier à leurs concurrents (ou sur la base de la technologie pour y parvenir), en revanche, ils devront faire de gros efforts pour transformer leur main-d'œuvre, augmenter son niveau de qualification. Tout en continuant de réduire les effectifs. Selon un rapport du BIPE (Bureau d'information et de prévisions économiques), les emplois de ce secteur diminueront de 20,7 % d'ici à 1994. Les emplois directs seront supprimés, si l'on compte 330 000 les emplois directs de cette industrie, hors emplois indirects, à 500 000.

Or actuellement l'appareil de formation n'est pas adapté aux besoins de l'industrie. « Le

rapport de M. Gilbert Rutman, président du groupe de stratégie industrielle et automobile du Plan, remis jeudi 23 avril, préconise une restructuration de l'industrie automobile et la manière de la soutenir et recommande des mesures spécifiques pour maintenir la qualification de la main-d'œuvre et conserver au secteur sa compétitivité.

« L'Etat devra intervenir pour mettre en place un certain nombre de mesures dites sociales et pour les financer en complément des entreprises. » Ces incitations fiscales (crédit d'impôt-formation) pourraient être créées. Et les entreprises pourraient être autorisées à amortir leurs dépenses en formation (considérées alors comme un investissement immatériel). L'amélioration de la formation concerne non seulement la main-d'œuvre mais aussi les équipements.

L'Etat devra aussi favoriser l'embauche des jeunes « par la mise en place de formules de type contrat de solidarité, en contrepartie de départs en préretraite sur la base du volontariat ». Enfin, le rapport recommande la mise en œuvre d'un « observatoire » à suivre les emplois et les formations.

« Il faut aussi revaloriser la profession d'ouvrier, développer les carrières, améliorer les rémunérations », souligne M. Rutman. Il faut retrouver les moyens de donner un prestige à des professions qui ne sont guère mieux payées que des fonctions, dans les services, beaucoup plus déqualifiées.

Le rapport n'oublie pas non plus de mentionner l'effort à fournir pour attirer les entreprises à développer de nouveaux produits. En participant davantage à leur effort de recherche : « La recherche scientifique (des entreprises) est encore trop modiquement aidée par la puissance publique, [et] la recherche publique doit accroître ses prestations à caractère industriel. » En mettant en œuvre des mesures fiscales, pour la voiture électrique, par exemple, ou l'utilisation de carburants de substitution. Enfin, il faut faire évoluer le réglementation « fixant la norme de l'objectif et non des moyens ». Une politique qui laisserait plus de possibilité à l'innovation technologique, selon les auteurs du rapport.

A. K.

F. L.

CONVENTION
Le GATT
sous perfusion

Pour être

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Le GATT sous perfusion

Suite de la première page

Le président de la Commission européenne commençait par rappeler, devant les membres de l'European Institute, que si la vision récente du chancelier allemand, Helmut Kohl, il Camp David, était solennelle par un échec, il était peu probable que la sienne ait un meilleur résultat. M. Delors rappelait sa détermination de ne pas « payer n'importe quel prix pour répondre aux demandes des partenaires » de la CEE, et se refusait à faire de « propositions modernes » à faire aux États-Unis. Côté américain, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, avait déclaré qu'il y avait « une certaine optimisme pour l'instant ». Sur « bonnes paroles », MM. Bush, Delors, Baker (secrétaire d'État américain), et Cavaco Silva se retrouvaient pour une rencontre de deux heures à la Maison Blanche.

Au terme de la réunion, le ton était quelque peu changé. M. Delors affirmait que, dans certains domaines, des propositions seraient examinées par les experts européens et américains. « La balle est dans le camp des Américains », espère-t-il. « Nous pourrions faire un progrès concret avant la fin juin », déclarait-il en début d'après-midi lors d'une conférence de presse. « Il est urgent de donner une impulsion politique », renchérisait M. Cavaco Silva. Le président George Bush répondait lui aussi à l'échange de nouvelles et soulignait qu'un accord rapide au GATT était important pour son pays et l'avenir de la CEE.

Si le contenu des fameuses « propositions nouvelles », les hommes ne souffleront mot. Plusieurs sujets sont actuellement l'objet de discussions : l'accès aux marchés, les services financiers, les transports maritimes, aériens, les télécommunications, l'agriculture. Reste le cas des négociations à Washington.

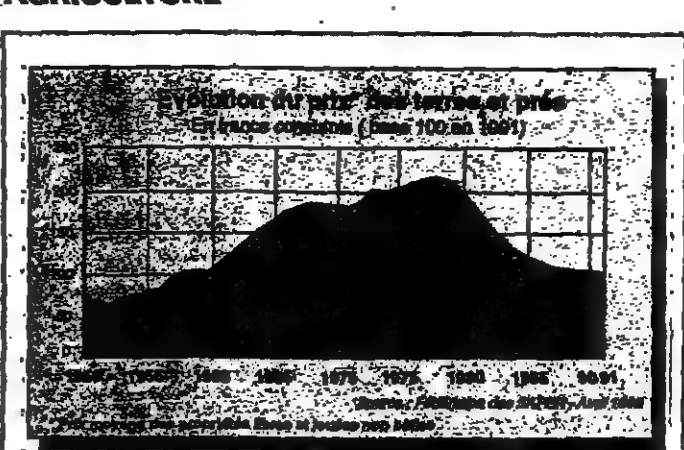
Au terme de la journée, la délégation européenne se montrait visiblement déçue du résultat des

entretiens. A Washington, le président de MM. Bush et Delors fut clair. Plutôt que de déclarer officiellement close la négociation de l'Uruguay Round, on du moins entente jusqu'à la mise en œuvre de la réforme de la PAC (la politique agricole commune de la CEE) et l'élection présidentielle américaine, on choisit de la placer sous perfusion. Tant que les contours de la nouvelle politique agricole communautaire n'auront pas été dessinés, Bruxelles sera obligé d'anticiper sur des modifications à venir du régime des subventions et se trouvera en position difficile pour négocier la mise des Douze. La présidence des États-Unis, Georges Bush ne pourra prendre le risque de se faire critiquer par son opposition de droite, celle de M. Pat Buchanan, ou par la parti démocrate, pour avoir fait des concessions à l'Europe, au détriment des fermiers américains.

En juin, selon toute probabilité, les négociations iront à nouveau bon train sur les chances d'un accord entre l'Europe et les États-Unis. En juillet, alors que les dirigeants des sept principaux pays industrialisés seront réunis à Munich pour le sommet annuel, le GATT ne figurera pas au programme. Les deux camps se souhaitent M. Jacques Delors à la Sept, qui ne forment pas un gouvernement économique mondial, ne peuvent pas se séparer. Le mois de novembre, celui des élections américaines, arrivera alors vite, et MM. Bush et Delors se rencontreront à nouveau, à Londres. Les conditions seront peut-être plus réunies qu'en ce printemps de 1992 pour permettre une avancée des négociations de l'Uruguay Round. Les fameux effets « spectaculaires » sur les décisions des chefs d'entreprise, et donc le niveau de l'activité mondiale, dont les dirigeants européens ont qu'ils n'ont d'un accord au GATT, sont encore prématurés.

FRANÇOIS LAZARE

AGRICULTURE



Depuis 1976, le prix de la céréale agricole s'est effondré. En France, on constate que le niveau de 1991 est le même qu'en 1958. La Fédération nationale des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (FNSAEP), qui analyse chaque année l'évolution des prix, note que l'année dernière le marché s'est redressé. Les transactions se sont redressées de 9 % en surface (après une hausse très faible en 1989 de + 2,3 %) et de 18 % en valeur, alors que, depuis 1985, il s'accroît de 8,5 % annuellement. Les achats effectués par les non-agriculteurs sont en baisse mais représentent, comme l'année précédente, à peu près 30 % des transactions totales.

SOCIAL

La publication des chiffres du chômage reportée au 30 du mois. A compter de ce mois, les statistiques du chômage pour le mois précédent seront publiées cinq jours plus tard. Ainsi, les chiffres de mars ne seront connus que le 30 avril, et non plus le 25. Cette modification intervient après la décision des partenaires sociaux, gestionnaires du régime d'assurance-chômage, qui, dans le protocole du 11 décembre 1991, ont voulu faire coïncider la date d'actualisation retenue pour le versement des prestations avec celle de la demande d'emploi. Jusqu'à présent, les cartes d'actualisation étaient envoyées aux chômeurs le 22, alors qu'il leur était demandé de préciser leur situation en fin de mois. Désormais, l'envoi aura lieu le 27 du mois. Les demandeurs d'emploi précéderont, en outre, s'ils ont exercé, au cours du mois, une activité réduite comme ils y sont autorisés.

LOGEMENT

Pour réduire le coût du crédit

Le Trésor projette un fonds de garantie de l'habitat social

En ces temps de rigueur budgétaire, le fardeau de l'aide de l'État au logement est devenu très lourd. Le Trésor a imaginé un système, inspiré des États-Unis, pour abaisser le coût des crédits : un fonds de garantie à l'accession sociale (FGAS) pèserait sur les différents types de crédits, notamment sur le risque. Il permettrait aussi de tirer les crédits accordés, à une banque la possibilité de vendre un crédit immobilier, devenu créance hypothécaire, à un investisseur. Aux États-Unis, le gouvernement accorde sa garantie à une partie des prêts pour

le logement populaire, par l'agence fédérale Fanny Mae, une filiale de la Federal Reserve Bank (Ginnie Mae) qui assure la liquidation de l'ensemble de ces prêts.

Le FGAS serait alimenté par les cotisations des établissements conventionnés et par l'État. Pour les responsables, une partie de la somme serait restituée si la fréquence des sinistres immobiliers sur les prêts était inférieure à celle retenue au départ.

L'existence du fonds pèsera sur les frais de gestion des établissements de crédit, qui leur permettront de mieux les identifier et de les maîtriser, notamment par la stan-

darisation des crédits. Trois ans après la loi sur la titrisation, une opération sur les créances hypothécaires a pu être effectuée.

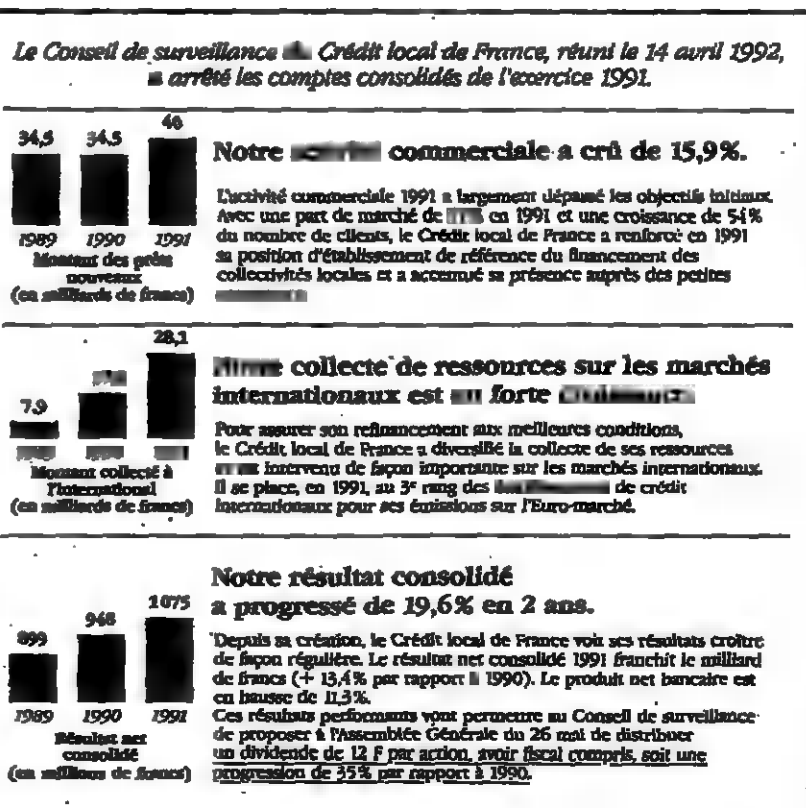
L'explication en est que les taux de crédit à l'habitat étaient insuffisants et que les techniques empêchaient la constitution de paquets de créances homogènes. Aujourd'hui, ces deux points sont améliorés et le projet du Trésor permet d'envisager la suppression des PAP (prêts à l'accession à la propriété), l'État étant remplacé par une garantie publique.

F. R.

“Pour être performant, il faut être transparent.”



Exercice 1991



“Dans ce monde incertain et chaotique, on demande aux grandes sociétés en Bourse de transparence, de visibilité. Le Crédit local de France, par sa transparence, sa visibilité, il compte les garder résolument.”

Crédit local de France
Nous finançons la vitalité locale.





DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
du mardi au dimanche, de 11 h à 19 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur G.S.P., 24, rue La Boétie, 75008 PARIS. 46 63 12 66.

SAMEDI 25 AVRIL

9 - 11 h. Franco-maçonnerie. Impagnonage. 14 h 30 : (Imagerie religieuse du XVIII^e au XIX^e). M^{me} LOUDMER.

LUNDI 27 AVRIL

2 - Tab., bib., mob. (M^{me} OGER, DUMONT).
6 - 14 h 15. Meubles. Objets mobiliers. Livres anciens et modernes. M^{me} ADER, TAJAN. M. Benelli, expert. (Sans catalogue).
12 - Bijoux. M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
13 - Objets d'art et mobilier. M^{me} JUTHEAU.
14 - CORBET. Tableaux. M^{me} MILLON, ROBERT.

MARDI 28 AVRIL

9 - Tab., bib., mob. (M^{me} LOUDMER).
14 h 15. Beaux livres anciens et modernes illustrés. Estampes anciennes et modernes. M^{me} PICARD, M. MALLAT, M^{me} Rousseau, experts.
4 - Bagages et accessoires griffés. M^{me} Chombert, Ayris-Sternbach, experts. Bijoux. Argenterie. Métal argenté. Cabinet Cailles et Sali, expert. M^{me} JUTHEAU.
6 - Tissus. Meubles africains. M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
7 - Art au Japon. Meubles. M^{me} RENAUD.
13 - Meubles et objets d'art. M^{me} MILLON, ROBERT.
16 - Meubles de style. Exceptionnel billard HILLMAN. ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).

MERCREDI 29 AVRIL

14 h 15. Jouets (Dinky Toys, Solido, etc.). Trains (Hornby, Jap.). Accessoires de la mode. Eventails. Dentelles. Tissus. M^{me} ADER, TAJAN. M. J. Daniel, expert. (Catalogue : Étude au 1^{er} étage : (1) 42-60-79-09).

9 - Meubles. H. (2^e vente). Tableaux de XIX^e. Collection d'objets d'art d'ensemble principal, des époques Restauration et Louis-Philippe. Meubles anc. et style. M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
10 - Bibles, meubles. M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
1 - Tab., bib., mob. (M^{me} LOUDMER).
4 - 14 h 15. Meubles. Objets mobiliers. M^{me} ADER, TAJAN. (Sans catalogue).
6 - 14 h 15. Beaux meubles. Objets mobiliers. M^{me} ADER, TAJAN. (Sans catalogue).
11 - Meubles et objets d'art. M^{me} LENORMAND, DAYEN.
11 - Bibles, meubles. M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

JEUDI 30 AVRIL

14 h 15. Jouets (Dinky Toys, Solido, etc.). Trains (Hornby, Jap.). Accessoires de la mode. Eventails. Dentelles. Tissus. M^{me} ADER, TAJAN. M. J. Daniel, expert. (Catalogue : Étude au 1^{er} étage : (1) 42-60-79-09).

4 - Estampes, aquarelles, dessins. Tableaux modernes. M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
9 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des XVIII^e et XIX^e siècles. M^{me} ADER, TAJAN. M. J. P. Dillies, expert. (Catalogue : Étude poste 469 ou fax : (1) 42-60-79-09).
14 h 15. Beaux meubles. Objets mobiliers. M^{me} ADER, TAJAN. (Sans catalogue).
RENDAUD, 5, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-77-22.
RENDAUD, 5, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-77-22.

Par le ministère de M^{me} PANTET, Huissier judiciaire,
6, rue de la République - 1204 Genève.
Tél. : (022) 28-60-78 - Fax : 781-33-03.

ADER TAJAN

En présence de M^{me} Jacques TAJAN, Commissaire-priseur associé,
12, rue Favart, 75002 Paris.
Tél. : (1) 42-61-40-07. Fax : 42-61-39-37.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES A GENEVE - HOTEL DES BERGUES

33, quai des Bergues - Genève

MARDI 28 AVRIL 1992 à 20 heures

TRÈS BEL ENSEMBLE DE MEUBLES ET OBJETS D'ART
DES XVIII^e et XIX^e siècles
Certains estampillés : Saint-Georges, Dester, Molitor, Weissweiler, Letz...
TABLEAUX ANCIENS
Experts : MM. O. Le Pail et R. de l'Espée (meubles et objets d'art) ;
M. E. Turquin (tableaux anciens).
Expo. pub. : Genève, hôtel des Bergues, dimanche 26/04 de 11 h à 20 h,
lundi 27/04 de 11 h à 21 h et mardi 28/04 de 11 h à 14 h.

Vente par Catherine YAICHE,
au (1) 42-61-80-07.

Pour tout renseignement, veuillez contacter M^{me} René PANTET,
Huissier judiciaire à Genève, 6, rue de la République, 1204 Genève.
Tél. : (022) 28-60-78 - Fax : 781-33-03
Catherine NIEDERHAUSER - Art. M^{me} S.A. Grand Chêne, S.
1000 Lausanne (Vaud). Tél. : (021) 700-1211
Fax : (021) 23-51-38.

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 71
L'essentiel sur
ECONOMIE GENERALE
par Gérard DUBOCHET
Diffusion MÉDILIS SA - Séguier 75006 PARIS

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE 43-59-20-41 De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD salé,
142, Champs-Élysées F. dim. SAUMON mariné à l'aneth. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-
25, rue Frédéric-Sauton F. dim. Park. prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Zimbabwe : des expropriations très politiques

Pour redorer le blason du parti du président Robert Mugabe, le pouvoir s'apprête à exproprier les riches fermiers blancs au profit des petits paysans noirs

HARARE

de notre envoyé spécial

Assis derrière un bureau de bois ordinaire, dans les modestes locaux du Congrès zimbabwéen des syndicats (ZCTU), M. Nicholas Mudzengere, le secrétaire général adjoint de la puissante confédération, catégorique : « Tant que la terre n'aura pas été redistribuée à nos concitoyens qui en ont besoin, la lutte de libération nationale ne sera pas terminée ».

Douze ans après l'indépendance, les syndicats, qui ont pris depuis peu leur autonomie par rapport à l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF), le parti du président Robert Mugabe, soutiennent la loi controversée adoptée le 19 mars par le Parlement - qui permettra d'exproprier les riches fermiers blancs pour installer leurs propriétés de petits paysans noirs.

« Il faut maintenant que ce texte soit appliqué ! Et nous mobiliserons les masses pour qu'il le soit », affirme M. Mudzengere en rappelant que la question cruciale de la terre fut à l'origine de la lutte pour l'indépendance. « Sans réforme agraire ni redistribution, nous continuerons de dénier à la majorité du peuple le droit de participer à l'économie du pays », déclare le patron par intérim du ZCTU, avant d'imprimer au téléphone un communiqué ferme et stylé pour un journal local, dans lequel il annonce que pour « la première fois » son syndicat organisera le défilé du 1^{er} mai sans tutelle du parti au pouvoir.

Une mesure très populaire

La mesure gouvernementale est très populaire. Le président Mugabe est le bon moment et un bon moyen d'essayer de redorer l'image du régime de son parti, alors que les Zimbabwéens s'enfoncent dans des années de vie de plus en plus précaires. La situation de l'emploi est préoccupante. Le chômage, qui touche 30 % de la population active, s'accroît et les plus démunis ont du mal à assurer leur subsistance.

De graves erreurs stratégiques en matière de médias alimentaires, conjuguées à une sécheresse catastrophique, ont vidé les silos. Les queues s'allongent aux portes des supermarchés, qui n'ont plus de viande fraîche, la farine de maïs, nourriture de base des Zimbabwéens, et les émeutes surgissent sporadiquement ici et là. Le nécessaire plan d'ajustement structurel lancé au début de 1991 n'a pas encore eu de réels effets bénéfiques au plan national, mais frappe déjà cruellement les familles.

Le programme de redistribution des terres ne fait cependant que que de beaux vœux, loin s'en faut. Les terres représentent que 1 % d'une population à dix millions d'habitants, et quatre millions de propriétaires, qui possèdent encore un tiers des meilleures terres du pays. Ce sont eux les « fermiers commerciaux », ainsi dénommés par opposition aux petits fermiers noirs des communautés, qui ont attiré l'attention de la communauté internationale sur le cas « zimbabwéen » et « dangereux » de la nouvelle loi, tant qu'elle est mal appliquée. M. Mike Auer, le président du mouvement catholique Justice and Peace, unanimement respecté au Zimbabwe, convient, lui aussi, que le projet de loi dans sa formulation initiale risque d'affecter profondément l'économie du pays.

De 1980 à 1990, l'agriculture, véritable poumon du Zimbabwe, a vu sa production chuter de 15 % en moyenne au profit intérieur brut. La population emploie 1,5 million

de personnes, et, surtout, procure 42 % des précieuses rentrées en devises. Les fermiers commerciaux produisent 80 % en valeur des produits agricoles du Zimbabwe commercialisé, sur quelque 6 300 exploitations d'une superficie moyenne de 2 200 hectares. Ils considèrent leur activité essentielle pour le Zimbabwe et critiquent sévèrement la loi.

Un processus inéluctable

Le texte ne leur laisse pas la latitude de se pourvoir devant un tribunal indépendant. Le gouvernement définit un « juste prix » pour les domaines expropriés, ne laissant au fermier qu'une possibilité de simple recours administratif devant un juge qui se prononcera sur la régularité de la procédure et ne statuerait pas sur l'équité d'une indemnisation versée pour une moitié au comptant, pour l'autre sur cinq ans en annuités.

Mais surtout, les fermiers commerciaux refusent le principe de « désignation », par lequel le gouvernement délimiterait les surfaces à exproprier. D'autant que la loi concerne potentiellement tous les domaines agricoles et non pas 5,5 millions d'hectares, comme le président initialement les responsables des exploitations représentant les exploitants. La procédure de désignation est donc « ouverte » et perçue - du moins théoriquement - comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de ceux qui n'ont pas été contraints de vendre, dans un premier temps, leurs terres à l'État.

Paradoxalement, M. Mick Taggart, président de l'Association des producteurs de tabac (ZITA), et M. Alan Burl, président de l'Union des fermiers commerciaux (CFU), ont mis de l'eau dans leur vin au lendemain de l'adoption de la loi par le Parlement. Certes, le mot « équitable », précédant « expropriation », n'est pas neutre.

« On ne peut pas exproprier la dernière mouture du texte. Et le ministre de l'Agriculture, M. Witeness Mangwende, a déclaré que le président Mugabe avait verbalisé le processus de redistribution des terres. Mais c'est, avant tout, le caractère du processus qui oblige les représentants des fermiers à la « prudence ».

« Nous sommes prêts à coopérer avec le gouvernement s'il respecte ses engagements », explique aujourd'hui M. Taggart, pour qui « l'application de la loi ne doit pas se faire au détriment de l'intérêt national ». Selon lui, la politisation du problème à des fins électorales a déjà créé beaucoup de frictions raciales, qui sont « une honte au pays ». M. Burl, de son côté, souhaite que le gouvernement « agisse avec prudence en pensant à l'avenir et non plus à la seule politique ».

Inquiétudes à l'extérieur

Dans leurs propositions aux autorités, les patrons des deux grosses associations de fermiers commerciaux ont fait valoir que la redistribution des terres ne devrait se faire que sur des critères de compétence, afin de ne pas hypothéquer les performances de l'agriculture. Le gouvernement semble les avoir rejoints sur ce terrain, puisque le président Mugabe a affirmé, le 27 mars, que les terres acquises ne seraient attribuées qu'à de « bons fermiers », auxquels l'État concéderait « des prêts et des facilités d'installation ».

M. John Dany, le président de la Confédération des laborateurs du Zimbabwe (CZL), le CNPF local, est très critique à l'égard des fermiers commerciaux, qu'il accuse d'avoir fait « un mauvais usage du pays » et d'avoir « considérablement réduit le rôle de la communauté internationale » en prenant publiquement le contre-pied de

mesures que la « morale » impose. « Le gouvernement n'a jamais menacé la propriété privée depuis l'indépendance. Il a, au contraire, toujours respecté la loi », les « patrons » de l'association des « bons fermiers », agissent le patron des patrons zimbabwéens, depuis le bureau qu'il occupe au siège de la multinationale Lounbo. « Le gouvernement ne veut déstabiliser l'économie », ajoute-t-il encore. « L'actuel gouvernement », plaide-t-il encore, « invoquant, comme M. Mike Auer, la nécessité de redistribuer plus équitablement les terres au sein de la population zimbabwéenne, doit « l'écraser » la « classe noire » qui est trop longtemps dépossédée ».

Reste à savoir maintenant si, au plan politique, l'opération de séduction lancée par M. Mugabe pour sauver le régime de la ZANU-PF en amadouer une population qui s'est frottée, aura porté ses fruits. Certains pensent qu'il est trop tard et que l'austérité croissante imposée aux Zimbabwéens sonnera bientôt le glas d'un parti tenu responsable de tous les maux. D'autant que les interventions, rappelle-t-il, les bonnes vieilles méthodes du socialisme des premières années de l'indépendance, alors que depuis dix-huit mois le gouvernement s'efforce de venter les mérites d'un plan d'ajustement structurel aussi libéral que difficile à supporter.

La contradiction apparente entre ces deux mesures, d'importance égale aux plans économique et politique, ne laisse pas d'inquiéter aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Les bailleurs de fonds, réunis à Paris les 18 et 19 février, avaient promis 1 milliard de dollars au Zimbabwe. Ils ont finalement conditionné ce versement à l'équité de la loi sur la terre. Avertissement direct au gouvernement de M. Mugabe, qui pourra mesurer la popularité de son parti à l'aune des résultats de trois prochaines élections législatives partielles.

FREDERIC FRITSCHER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE L'YONNE

Autoroute A 160 - SENS-COURTENAY

Section route nationale N° 6 - autoroute A 6

AVIS D'ENQUÊTE

1. Le projet de travaux de construction de l'autoroute A 160 SENS-COURTENAY, section route nationale N° 6, autoroute A 6, concernant les communes de : SAINT-DENIS-LES-SENS, COURTOIS-SUR-YONNE, NAILLY, VILLESBOUGIS, VILLEROY, FOUCHÈRES, SUBLIGNY, VILLENEUVE-LA-DONDAIGRE, COURTIGNY, EGRISSELLES-LE-BOCAGE, VERNY, PIFONDS, SAVIGNY-SUR-CLAIRIS, sera soumis du 18 mai au 26 juin 1992 inclus à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique portant la mise en compte des observations des communes de : COURTOIS-SUR-YONNE, NAILLY, VILLESBOUGIS, VILLEROY, EGRISSELLES-LE-BOCAGE.

2. Les membres de la commission d'enquête sont :

Président :

M. Marcel MACHEBIEUX, colonel du Génie à la retraite.

Membres titulaires :

- M. Lucien MENEGAULT, inspecteur départemental de la salubrité à la retraite.
- M. Robert BODSON, géomètre principal du cadastre à la retraite.

Membres suppléants :

- M. Gilbert CADORET, conseiller pédagogique honoraire.
- M. Lucien DORE, colonel à la retraite.

3. Durant la période d'enquête, les pièces du dossier seront mises à la disposition du public.

- à la préfecture de l'Yonne et à la sous-préfecture de SENS, du lundi au vendredi inclus (jours fériés exceptés), de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 30, et dans les mairies ci-après :
- SAINT-DENIS-LES-SENS : lundi, mercredi, vendredi, de 17 h à 19 h ;
- COURTOIS-SUR-YONNE : mardi, jeudi, de 16 h à 19 h ; samedi, de 10 h à 12 h ;
- NAILLY : mardi, de 16 h 30 à 19 h ; jeudi, de 14 h à 17 h 30 ; samedi, de 9 h à 12 h ;
- VILLESBOUGIS : mardi et samedi, de 8 h 30 à 11 h 30 ;
- VILLEROY : mardi, de 17 h à 19 h ; samedi, de 10 h à 12 h ;
- FOUCHÈRES : lundi et jeudi, de 17 h 30 à 19 h ; samedi, de 11 h 30 à 12 h 30 ;
- SUBLIGNY : mardi de 17 h à 19 h ; samedi, de 10 h à 12 h ;
- VILLENEUVE-LA-DONDAIGRE : mercredi, de 17 h 30 à 19 h ;
- COURTIGNY : mardi, de 14 h à 16 h ;
- EGRISSELLES-LE-BOCAGE : mardi, mercredi, vendredi, de 16 h à 18 h ; samedi, de 10 h à 12 h ;
- VERNY : mardi, de 9 h 30 à 11 h 30 ; jeudi, de 18 h à 19 h ;
- PIFONDS, mardi et vendredi, de 16 h à 19 h ;
- SAVIGNY-SUR-CLAIRIS : jeudi de 10 h à 12 h ; samedi, de 17 h à 18 h.

Les dossiers et registres seront accessibles au public le samedi 13 juin 1992 de 10 h à 12 h à la sous-préfecture de SENS.

Le public pourra soit consigner sur place, sur les registres ouverts à cet effet, ses observations quant à l'utilité publique du projet portant mise en compatibilité des plans d'occupations des sols concernés, 89000 AUXERRE.

4. Aux fins de recueillir ses observations éventuelles, le public sera reçu :

- par la commission d'enquête :
à la préfecture de l'Yonne, le 25 juin, de 9 h à 11 h, par un membre de la commission d'enquête,
à la sous-préfecture de SENS, le 15 juin, de 14 h à 17 h,
à la mairie de VERNY, le 18 juin, de 15 h à 17 h,
à la mairie de VILLEROY, le 19 juin, de 10 h à 12 h,
à la mairie de NAILLY, le 20 juin, de 10 h à 12 h.

5. Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête à la préfecture de l'Yonne, à la sous-préfecture de SENS et dans les communes concernées.

كتاب من الأصيل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDISUEZ

Le conseil d'administration de Credisuez réuni le 6 avril sous la présidence de Monsieur Bernard Egloff a examiné les comptes de l'exercice 1991.

ACTIVITE DU GROUPE

L'encours des crédits à la clientèle a progressé de 8,8 % et s'établit à MF 75.878. La Banque La Hénin a consenti de nouveaux crédits pour un montant de MF 16.815. L'encours de crédits à la clientèle porté par la banque atteint MF 42.136 fin 1991, en hausse de 11,9 %. La production de crédits de la Banque Sofinco atteint MF 16.800. L'encours de crédits à sa clientèle s'établit à MF 26.186. Les primes d'assurance versées par la Compagnie La Hénin Vie s'établissent à MF 1.843 en hausse de 64 % par rapport à l'année précédente. Le volume des capitaux gérés par Fimagest s'élève à MF 23.500 en hausse de 11 % par rapport à l'exercice précédent. L'encours moyen annuel des OPCVM commercialisés par la Banque La Hénin est de MF 3.656 en progression de 15 %. Au total, le bilan de Credisuez se monte à MF 94.287 à l'issue de l'exercice 1991 en hausse de 6,6 % par rapport au 31.12.1990.

RESULTATS ET FONDS PROPRES

Le total des revenus du groupe augmente de 4 % à MF 3.785. La croissance réelle atteint 11,8 % dès lors que l'on tient l'impact strictement comptable du changement de méthode intervenu chez Sofinco. Le bénéfice net consolidé total s'élève à MF 414,9 millions MF 319,7 millions en 1990. Il inclut un résultat exceptionnel de MF 120,1 (26,1 en 1990) imputable pour l'essentiel au gain en capital à l'occasion de l'apport de la SILH à la Banque La Hénin. La stabilité du résultat est imputable à la contribution en baisse de la Banque La Hénin, du fait de la conjoncture immobilière. Les fonds propres de base après distribution atteignent MF 2.812 en progression de 23,5 % par rapport à 1990. Les fonds propres globaux, y compris la part des tiers et les titres détenus, se montent à MF 4.537 en hausse de 24,8 %. La rentabilité des fonds propres moyens de l'exercice s'élève à 11,6 %.

ELARGISSEMENT DU GROUPE

Ayant vocation à regrouper les établissements de financements spécialisés du Groupe Suez, Credisuez détient depuis le début de l'année 1992, 99 % du capital de Factofrance Heller, première société d'affacturage en France.

PERSPECTIVES D'ACTIVITE

Les perspectives pour 1992 sont marquées par une conjoncture économique maussade, caractérisée par une croissance économique faible et une situation préoccupante dans le secteur immobilier.

Worms & Cie

Bénéfice net consolidé de l'exercice 1991 : 1 milliard de francs

(millions de francs.)	1991
Contribution des filiales opérationnelles	984
Charges financières	18
Résultat (après retraitement de consolidation)	855
Impôts	- 512
	- 125
	18
Résultat net	1 002
Soit francs par titre	31,9

La Gérance a présenté au Conseil de Surveillance, réuni le 16 avril 1992, les comptes de 1991, premier exercice de Worms & Cie qui, à la suite de la fusion de 1991 de PECHELBRONN et SIMER, représente désormais l'ensemble des filiales du Groupe Worms & Cie.

Parmi les filiales opérationnelles, jouent un rôle important dans la formation du résultat :

ATHENA, qui dégage un bénéfice de 691 millions de francs, pris en compte à hauteur de 99,25%, soit 686 millions de francs.

SAINT-LOUIS, qui dégage un bénéfice de 700 millions de francs, pris en compte à hauteur de 36%, soit 252 millions de francs.

La comparaison avec les années précédentes apparaît que, ramenée au nombre total de titres (qui a diminué à la suite de la fusion), la contribution des filiales opérationnelles a continué de progresser en 1991.

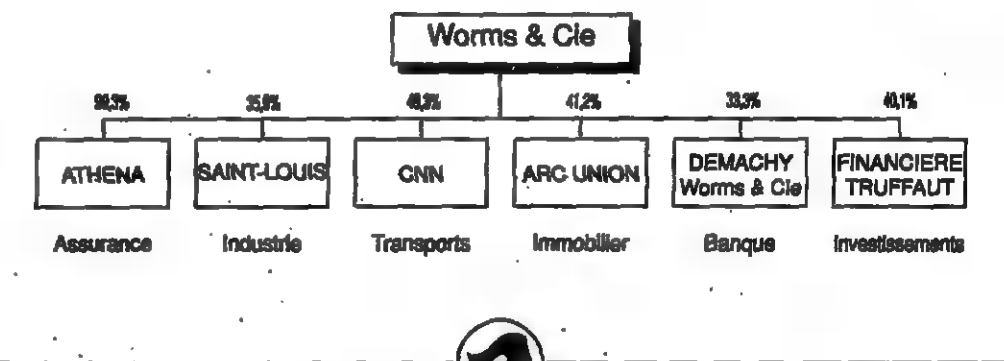
	WORMS & CIE	PECHELBRONN
	1991	1990
Contribution des filiales opérationnelles	984	1 013
Soit francs par titre	31,9	30,1

La contribution de la maison mère (après retraitement de consolidation), provient des cessions d'immeubles intervenues en début d'année 1991.

Les provisions pour l'essentiel, pour l'essentiel, du fait que les titres d'autocontrôle de la maison mère ont été provisionnés sur la base des moyennes du mois de décembre 1991. Au cours du premier trimestre 1992, des cessions portant sur ces titres ont permis de faire entrer dans le capital de la maison mère des investisseurs internationaux.

Le résultat social atteint 1 071 millions de francs.

La Gérance proposera à l'Assemblée Générale de fixer à 7,00 francs le dividende par action, ce qui, pour les anciens actionnaires de SIMER représente une progression de 43,4 %, et pour ceux de PECHELBRONN une augmentation de 16,7 %.



Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

2^e arrdt
METRO BOURSE
E PCES, cul., wc.
Gardien, Digicode.
Chiff. indiv. Faibles charges.
488 000 F, 45-70-04-84

5^e arrdt
LUXEMBOURG, 2 R. Bon imm.
vue dég. Solaire, Châssis.
890 000 F, 45-25-97-18

8^e arrdt
PARIS 8^e, RUE LA BOÉTIE
Belle 20 m² dans imm. class.
1 place, Mich., a.d.b., wc, chauff.
Individuel, digicode, 2 étag.
enc., digicode, pers., Faibles
charges. Très bon état.
Agence d'immobilier
Prix : 800 000 F
Tél. : (1) 46-63-48-13 Paris
Tél. : (1) 78-01-74-18 Lyon

10^e arrdt
M^e GARE DE L'EST
STUDIO 22 m², Cuis., wc.
1^e étage, CALME.
100 000 F, 48-04-85-85

11^e arrdt
M^e PARMENTIER
BEAU 2 PCES, CUIS.
TOUT CONFORT, 3^e étage.
450 000 F, 48-04-84-48

13^e arrdt
BUTTE-AUX-CAILLES
Part. VAST 7 PCES
Gd chf. 45-81-48-88

14^e arrdt
MAISON A DENFERT
5-6 p., 120 m², charm. jard.
LITRE : 46-44-44-46

ALÉSIA, 3 p. à rénover.
4^e et 5^e ét., Cuis., wc.
Dans bel immeuble ancien.
A SUIVRE. 880 000 F.
43-36-52-62

RUE D'ALÉSIA, Angle rue
des Plantes, Piers de 1.
4 PCES, sur rue, 3^e ét., enc.
imm. d'angle. Tout confort.
1 880 000 F, 48-04-84-48.

16^e arrdt
BD MURAT
Part. vend dans petit imm.
ancien. Faibles charges.
BEAU 2 P. 42 m²
R.-de-ch. s/1ère et cour.
Living 21 m² + chère 14 m².
Frais cul., équipée, s. de bain.
RENTABLE. TRÈS CALME.
850 000 F, 43-80-16-23
ou 47-70-08-95

19^e arrdt
PARIS BUTTE-CHAMONT
Immobilier classé, ancien.
Gardien, 2 PCES, cul., wc.
bains, Chauffage central.
823 000 F, 45-70-04-84

94 Val-de-Marne
FONTENAY VILLAGE
DUPLIX 3, 4, 5 P.
Environ 10 000 F le m²
à rénover. Le propriétaire :
43-36-11-88

Province
APPT TYP. VILLA SUR TOIT.
Le privilège de la plus belle étua-
don (immeuble d'AVIGNON).
Vue dég. 100 m² hab., 50 m²
terr., garage, 2 caves, 3 pch.
ACTUA : 90-51-54-98

viagers
S/Bds Vincennes, ach. cul.,
bains 3 pch. + terrasse occup.
310 000 F + 4 500 F/mois.
Voyagez CRUZ. 43-36-10-03.

bureaux

Locations
A LOUER
BUREAUX
200 m² sur 2 étages, sans
pas de porte, Angle av. Par-
mentier et rue de Charan-
viers. Tél. : 47-36-66-35,
après 18 heures.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et la services. 43-55-17-50

locations non meublées
Province
HANTES
37/39, BD GUIST'RAU
GRAND BEAU DUPLIX
Dernier dt. Terrasse, Parc.
50 m², Cuis. + chf. Indus.
80 m². 4 500 F
OCIM (1) 45-04-54-98
(le mardi).

fonds de commerce
Ventes
Hôtels, bars, restaurants.
tous commerces, mais, pro-
priété, maisons de village.
ACTUA : 90-51-54-98

Le Monde des Carrières
PARIS-S. SECRÉTAIRE-
COMPTABLE TTC-MAC.
Tél. : 42-86-20-70

URGENT
COMPAGNIE THÉÂTRALE
cherche pour sa prochaine
création à la rentrée
ATTACHÉ(E) DE PRESSE
généraliste, très motivé(e).
Contactez Mère DUBREUIL
au 47-61-17-18 (v.p.).

Société internationale.
Société O.E.M., mode-
lisme, électronique,
recherche :
INGÉNIEUR COMMERCIAL
Compétences variées. Français.
Indépendant. Villes, concepts.
bonne qualité. Anglais parfait.
Lettre. CV en anglais à :
WORMS INTERNATIONAL
1, rue Jean-Arthur
57000 BLANCAIR

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lemaire, directeur
Michel Crois, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDIPUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-72-73. Société filiale
de la SARL Le Monde et de M. Jean-Louis
et M. Jean-Louis

Pour passer vos annonces :

46-62-72-02
46-62-73-90
FAX : 46-62-98-74

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les éditeurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »,
Société anonyme
des éditeurs du
Le Monde-Rassemblement,
M. Jacques Lemaire, gérant.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Téléc. : (1) 40-65-25-25
Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Téléc. : (1) 49-60-30-10
Tél. : 281.311 F

Reproduction interdite de tout extrait
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-28-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-33-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normal / compte CEZ
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 085 F	

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : nous abonnées sont invités à
formuler leur demande de changement de leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris 8^e

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Pays : _____

Je m'engage à l'abonner d'ici le 1^{er} mai 1992 en capital et d'imprimerie.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 23 AVRIL

Cours relevés ■ 10 ■ 30

[illegible]

COMPTANT (collection)

SICAV (selection)

22/4

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Émission	Pré. Incl.	Rachet net	VALEURS	Émission	Pré. Incl.	Rachet net	VALEURS	Émission	Pré. Incl.	Rachet net
Obligations																							
Exp. 2012 0.5/7.7	133.00	7.00	CIM	1475	1475	Pais France	220	----	Aedon	200.01	204.19	Parade	484.78	470.07	Ph/Accommod.	29137.29	29137.29						
Exp. 2012 0.5/7.7	7.00	7.00	CIT/ALM (R)	2282	2282	Pais Grèce	220	----	Agropage	827.55	791.91	Parade Plac.	100.25	105.10	Profron	1006.28	880.78						
10.00/5 7/3/94	101.20	0.94	Cogit	342	342	Parade Br.	280	280	Amé-geo	7501.09	7212.08	Parade-Région	1241.08	1205.51	Danz	137.48	134.71						
Exp. 2012 13.4/5/5	106.05	0.94	Comptex	511	----	Parade Br.	280	280	Amé-geo	28327.32	28327.32	Parade-Région	34.82	34.82	Melator	912.94	799.11						
Exp. 2012 12.2/5.4	100.80	0.80	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	843.34	824.65	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
10.2/5.5 mm 80	104.05	1.10	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
DAT 10/5 5/2000	107.71	3.07	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
DAT 9.5/5 12/1985	104.72	3.87	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
FTT 11.2/5.5	105.05	4.24	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CP 10.5/5.5	102.50	2.50	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CP 10.5/5.5	102.50	2.50	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
DAT 9.5 5/1971	109.50	1.50	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770	Parade Br.	280	280	Amé-geo	1083.05	1083.05	Parade-Cap.	41.22	40.71	Parade	182.20	189.80						
CHB 5000	95.50	2.77	Comptex	770	770																		

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
46-62-72-67

Cote des Changes

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/4	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/4
			achat	vente			
Etats Unis (1 unit)	5 528		6 3	5 8			
Ecu	9 533		329	348	Or fin pds en barre	61400	
337 790 (100 dm)			18 9		Or fin fin lingot	61480	
Paye (100 F)	18 419		250	310	Napoléon (20f.)	348	
300 090 (100 f)			4 2	4 7	Fr 10 f	444	
4 500			83	91	Fr Suisse (20 f.)	344	
Italie (100 lire)			10 2		Fr Laitne (20 f.)	344	
Demarc (100 francs)	2 288		2 5	3 2	Souverain	437	
Gda. Brétagne (1 L)	2 288		353	373	Fr 20 dollars	2180	
Grèce (100 drachmes)	346 890		88		Fr 10 dollars	1005	
Suisse (100 f)	550		68		Fr 5 dollars	700	
346 890 (100 f)			52		Fr 50 pesos	2285	
Norvège (100 k)	86 410		48 8	49 8	Fr 10 florins	393	
47 587			51				
Autriche (100 sch)	5 382		3 6	4 4			
Espagne (100 pes)	3 973		4 5	4 5			
Canada (100 can)	4 755		4	4 2			
Japon (100 yens)							

Argentine du Monde...	180	...	Equipe Volcan	598 68	...	UAP Presses Co.	10504 47	10221 18
Lectures du Monde...	1200	...	Edi Cash corp	220 73	...	Uni-Associations	1111	...
Wichita	...	...	EdiCash corp	...	...	Uni-Finder	1294 81	1283 47
Panada Pender	...	...	Enroute Limited	...	...	Unimark	803 14	688 43
Quintana	22	...	Enroute	...	...	Uni-Security	1278 30	1263 22
Romano N.Y.	217 60	...	Euro Gen	...	...	Uni Systems	1427 13	1382 32
De Gales-Satellite	1733	...	Euro Gen	...	...	Unimark	234 20	234 20
SEPR	...	...	Europe Media	...	...	Univ. Actions	1286 83	1286 20
S.M.T. Capital	130	...	Formica	...	...	Univ. Obligations	131 71	1787 03
S.P.A. sec. R.	335 80	...	France-gaz	10477 42	...	Valco	2032 28	2030 25
Winnipeg	540	...	France Carrels	...	...	Valco	52704 46	52676 11
			France Index Secur	116 41	113			
			France Obligat	...	...	
			Polonia Petroleum	598 68	...			
			Polonia Petroleum	220 73	...			
			Revalor	...	...	
			Placement A	1504 27	1474 77 6			
			Placement J	1181 10	1181 10 4			
			Placement M	56187 80	60005 86 6			
			Placement Nord	1017 83	987 58			
			Platibac	...	131 06			
			Posea Colombia	...	21529 81			
			Posa Gas	...	...	
			Primaria Oblig	10485 77	...			
			Privy, Excess	...	107 81			

a: coupon décaisé - o: offert - *: droit décaisé - d: décaissé - ♦: prix précédent - ■: marché continu

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : descendé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

**Jeudi 23 avril**

11.11 **Documentaire :**
Les mois d'été sont meurtriers, un
Film français de Laurent Heynemann
(1987).

11.11 **Journal et Météo :**

22.30 **Sport : Voile.**
Coupe de l'Amérique : finale (résumé).

22.40 **Sport : Tennis.**
Open de Monte-Carlo 1992 (résumé).

22.45 **Documentaire :**
Portrait de Vivien Leigh.
De *John Fildman* et *Suzanne Winter* (v.o.).

23.35 **Sport : Voile.**
Coupe de l'Amérique : finale.

0.30 **Musique : Méliomart.**

LA SEPT

20.00 Documentaire : Histoire parallèle.

20.55 Informations : Informations.

21.00 Magazine : Mégamix.
Patrick Carpentier, Spencer, Francis Leloup et
Alain Rodriguez, Monique Fathfull, David
Enemy.

21.50 Informations : Dépêches.

21.55 Magazine : Avis de tempête.
Portraits : les coulisses / Dossier : aventures
et écritures : Les cours particuliers de
Roland la Rivière : Les Nouveaux.

22.30 Informations : Dépêches.

22.55 Documentaire : Asia à Paris.

CANAL PLUS

19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.
Invité : Philippe Noiret.

20.31 Le Journal du dimanche.

20.38 Cinéma : Money, D.
Film américain de Steven Hilliard Stern (1990).

22.05 Flash : ...

22.16 Sport : Boxe. Réunion au Cirque d'hiver.

22.18 Cinéma : ...
Film américain de ... Lambert (1999).

0.56 Cinéma : Le Fils du pulsarier.
Film français de Marcel Pagnol (1940).

FRANCE-CULTURE

20.30 *Le Théâtre des poètes.* Georg Trakl : Barbe-Bleue ; Fragment ■ *drame.*

21.30 *Profil perdu.* Jean Lurcat (2). ■ *Un combat pour ne pas oublier.*

22.40 *Les Nuits magnétiques.* Jouer sa vie.

0.05 *Du jour au lendemain.*

0.50 *Musique : Coda.*

M 5

20.00 Série : Madame est servie.

20.30 **M.H.C.**

21.00 Cinéma : Le Président. ■■
Film français d'Henri Verneuil (1981).

22.35 Téléfilm : La Déchéance.
De Nicolas Locq

0.15 Six minutes d'informations.

0.20 Magazine : Dazibao.

0.25 Magazine : Sexy Clip.

2.00 **Magazine**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert direct ■ Théâtre
Champo (Elysees) : Atmosphères, Liget ;
pour piano et orchestre r- ■ mi
majeur, de Liszt ; Symphonie ■
mi bémol majeur op. 65, de Beethoven, par
Orchestre national ■ France, ■ : ■
Fischer ; Barry Douglas, piano.

23.10 ■ nuit...

0.30 Dépêche-notes.

0.35 L'Heure bleue.

TF 1	
12.15	Feuilleton : Les Fêtes de l'amour.
14.35	Feuilleton : Côte Ouest.
15.30	Série : Hawaii, police d'État.
16.15	Série : FDM.
16.55	Club Dorothée.
17.20	Série : Tchernobyl.
17.45	Mag. : Passions féminines.
18.15	Mag. : Une famille en or.
18.50	Feuilleton : Marié Barbara.
19.10	Jeu : La Roue de la fortune.
19.30	Diversissement : Le Grand Show.
20.00	Journal, Météo, Trafic info.
	Mag. : Tapis vert.
20.45	Variétés : Tania et Les Uns.
	Actualités, Fantômes, Philippe Chatriot, Les Nouveaux
	Sharp, François Truffaut.
22.40	Série : Les Douze Salopardis.
	Journal et Météo.

20.45 Magazine : **Thalys**.
Vingt mille courtes sous le mar.
Au large des côtes de l'Afrique du Sud, de
diamants sous-marins...

21.40 Magazine : **Caracaras**.
Faut-il se méfier de la mer ?
Fauche le Perroquet de Sarah; Linda Li
(les ténés du crime); Gilbert Schlegel
des Vieux du sang; Erich Segal (Actes de
l'Amour).

22.45 Journal et Météo.

23.00 Sport : Tennis.
Open de Monte-Carlo 1982 (résumé).

23.05 Magazine : **Musicales**.
L'œil écoute... Florence (1^{re} partie).

0.05 Les Entretiens d'Océaniques.
L'océan est-il un jeu ? Jeaubert. 1. Vrai ou
faux ? Portrait de l'expert.

1.00 Musique : **Mélanomani**.

19.54 ■ minutes d'informations,
■ M et ■ Finances.

20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Capital.
Présentation du sommaire.

20.40 Téléfilm : Une affaire personnelle.
■ David Robertson.

22.25 Série : Equalizer.

23.20 Magazine :
Emotions, charme et érotisme.

23.50 Capital.

0.15 Six minutes d'informations.

2.00 Rediffusions.

A 2

■ Série : Les Cinq Dernières Minutes.
■ Variétés : La Chance aux chansons.
Avec Alan Barillaro, Georgette Lemaire, P. S. Collet, Michel S. San Juan, Francesca Salvière, Laura, Michel Pruvost...
■ Jeu : Des chiffres et des lettres.
■ Magazine : Défendez-vous.
■ Magazine : Giga.
■ Série : Magnésie.
■ Divertissement : Rire A2.
■ La Carrière Industrielle.
■ Journal, Journal des courses et Météo.
■ Jeu : La Pieste de Xapetan.
■ Documentaire de forces et faiblesses mexicaines.
■ Divertissement : Rire A2.
■ Magazine : Lumière.
■ L'actualité du cinéma en vingt-cinq minutes.
■ Cinéma : Lenny. ■ ■ ■
■ Les Américains du Film (1974) (v.o.).
■ Journal des courses, Journal
■ Météo.

CANAL PLUS

11.15 Cinéma : Retour vers le futur 2. ■
Film américain de Robert Zemeckis (1989)

15.20 Magazine : 24 heures.

16.15 Cinéma : La Diable. ■
Film américain de Susan Seidelman (1988)

18.00 Canaille peluche.

LA SEPT

16.50 Musique : Parnahia Jove Beethoven, *Concerto pour piano et orchestre n° 4 en sol majeur, op. 58*

18.55 Informations : **Dépêches.**

19.00 Magazine : **Disenstus.**
Présenté par Danièle et Luc Ferry. Invités : Jean-Claude Barreau, Bruno Étienne.

20.00 Informations : **Dépêches.**

20.15 Documentaire : **Trois fois intimes.**
De Sachiko Hamada et Scott Sinder. Les sans-abri de New-York.

21.05 Informations : **Dépêches.**

21.55 ► **Téléfilm : Criminal Justice.**
D'Andy Wolk.

22.25 Informations : **Dépêches.**

22.30 **Téléfilm : La Séance des Lumières.**
De Humbert Scieron.

0.00 Informations : **Dépêches.**

FR 3

1.00 Sport : Tennis.
Open de Monte-Carlo 1992, en direct.

8.30 Jeu : Questions pour un champion.

9.00 Le 19-20 de l'information.

19.12 à 19.35, le journal de la région.

0.00 Un livre, un jour. L'Album de la traction,
de Jacques Laffont et Nicolas Viasnoff.

0.10 Transfert : La Classe.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Le Top. ■■■■■ du Top.

19.30 Flash d'informations.

19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.30 Téléfilm : Meurtre à Central Park.
De John Ford

22.00 Documentaire :
Bergers nomades de Sibérie.
De Christopher Kooke.

22.45 Flash d'informations.

22.58 Le Journal du cinéma.

23.00 Cinéma : Rôder 5. ■
Film américain de John G. Avildsen (1980).

1.10 ■■■■■ :
Chasseur blanc, cœur noir. ■■■■
Film américain de Clint Eastwood
(V.O.).

M 6

13.30 Série : Madame est servie (redif.).

14.00 Série : L'homme de fer.

14.45 Série : L'Ami des bêtes.

15.30 Souffleur des cippes.

16.45 ■■■■ : Zygomachie.

17.15 Magazine : Zygomachie.

17.30 Série : Drôles de crimes.

18.35 Série : Vic Danzels.

19.00 Série :
La Petite Maison dans la prairie.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Antoine Blondin.
21.30 Musique : Black and Blue.
22.40 Les Nuits météoriques.
Jouer au jeu. A. Fauré des vertiges.
0.05 Du jour au lendemain.
Dans le bibliothèque de...
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 17 avril au Théâtre des Champs-Élysées) : Passion selon saint Jean, de Bach, par la Pastorale de Lorraine, l'Ensemble instrumental Stradivari, dir. Pierre Cao ; sol. : Gard Tuck, Stephen Varcoe, Rose-Marie Hoffmann, Gilles Rogon, Philippe Hottenkoher.
23.10 Jazz club.
1.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Gosteh.



TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour ■ France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

le **technique spécial de** **Météorologie nationale.**

« Je n'ai jamais eu l'intention » d'être candidat à l'Elysée, déclare le premier ministre

■ La cinquième chaîne. — Le premier ministre a expliqué que c'était le 23 avril que le gouvernement avait fait connaître ses intentions au sujet de la suppression de la cinquième chaîne de télévision. Commentant les conditions de fermeture, il a déclaré : « Il y a une ardoise excessive (...). C'était une société privée (...). Ce n'était pas l'Etat de boucher les trous (...) ». Ce fut surpris que l'on demandât une ardoise publique de combler le trou (...). Il y avait des banques privées aussi, je ne sache pas qu'elles aient répondu (...). On a fait un faux procès à l'Etat. Ce qui est public doit être en effet de notre responsabilité (...), ce qui est privé doit être de la responsabilité du secteur privé. Que l'Etat fasse en sorte que puissent se développer harmonieusement le secteur privé, une partie de plusieurs chaînes, au coût de chaînes publiques, en effet c'est important (...), mais il ne faut pas confondre les rôles ».

din, ministre des sports, et qui devrait, notamment, obliger à un peu plus de transparence dans les finances des clubs sportifs. D'où aussi la mise en place de cette commission, annoncée dans son discours à l'Assemblée, le 8 avril, puis dans sa déclaration au Sénat le 16 avril, dont les cinq membres devaient être reçus jeudi en fin de matinée par le premier ministre.

Cinq hauts fonctionnaires

Le mot de « corruption » va ainsi entrer dans le vocabulaire officiel, puisque cette commission s'appellera « commission de prévention de la corruption ». Curieusement aucun représentant du secteur privé n'en est membre. Elle n'est composée que de hauts fonctionnaires, connus, il est vrai, pour leur indépendance.

Son président est M. Robert Bouche-ry qui, après avoir été député pen- dant la première guerre mondiale, fut gouverneur-magistrat jusqu'en 1945; il est aujourd'hui conseiller d'Etat en service extraordinaire, après avoir procuré généralement de la cour d'appel de Paris de 1984 à 1986.

Il est assisté de M. Jean Cressat, inspecteur général des finances, qui a été notamment directeur gé- néral de l'Institut national d'études démographiques de 1970 à 1980, directeur du budget de 1981 à 1985, directeur général de l'adminis- tration de l'Assistance publique de 1986 à 1989; de M. Pierre Granjeat qui a été directeur du cabinet du ca- lèbre de Gilbert Grandval de 1962 à 1964, a été notamment directeur de la population et des migrations de 1981 à 1983, puis président de la commission résidentielle du calè- bre de France, et d'être président de chambre à la Cour des comptes.

Il faut s'efforcer d'identifier. Trois domaines me paraissent devoir être examinés en priorité : les concessions de concessions et de marchés publics; les opérations immobilières et d'urbanisme; l'utilisation des terres. Des études ou de publicité à des fins étrangères à leur objet. Ces exemples ne sont pas limitatifs. Je souhaite disposer de vos premières conclusions, comportant des propositions de réformes immédiates, pour le 23 juin.

[illegible]**THIERRY BRÉHIER**

Interpellation de cinq personnes soupçonnées d'espionnage au profit de l'ex-URSS

Les révélations d'un ancien diplomate russe, M. Vladimir Konoplev, premier secrétaire à l'ambassade de Russie à Bruxelles, sont à l'origine de l'enquête conduite par le contre-espionnage français. Passé à l'ouest en 1991 pour coopérer avec la CIA, le diplomate a livré des informations sur les réseaux de renseignement soviétique en Europe occidentale. Sa loyauté a permis à la police d'aller mettre la main sur plusieurs des responsables principaux du MUR en Belgique, des cadres du secteur industriel et commercial, dont M. Elard, ainsi qu'un journaliste - qui, après son procès devant la justice belge,

Selon des ~~la presse belge~~, ces ~~de technologie~~ ~~portés sur le télécommunications~~ militaires ~~pointe, dont le système~~ RITA (réseau intégré de transmissions automatiques), ~~venu en 1981 à l'armée belge par la firme française Thomson-CSF.~~ Les informations semblent ~~en France. Le 10 avril~~ ~~le gouvernement belge~~ avoir ~~annoncé l'expulsion pour «espion-~~ ~~nage» de deux diplomates de l'am-~~ ~~bassade et de deux membres de la~~ ~~représentation commerciale de la~~ ~~Belgique.~~

De nationalité française ou belge, ces cinq cadres commerciaux des firmes établies en France fournissent - moyennant l'octroi d'un **résumé** **informatif** sur des technologies du point à un homme d'affaires - des renseignements sur le point du réseau, le responsable de diverses **activités** **informatiques** et, si les services **de renseignements** **informatiques** sont utilisés régulièrement dans l'Hexagone pour effectuer sa moisson d'informations (logiciels ou **matériel** **commerciaux**, **des** **techniques** **de** **la** **France** **et** **de** **l'étranger** **en** **informatique**), que la France est le pays où se trouvent le plus grand nombre de bureaux, à Paris comme en province, **pour** **des** **activités** **de** **la** **destination** **des** **informations** **et** **de** **ce** **qui** **explique** **sans** **doute** **qu'un** **des** **usages** **de** **l'information** **soit** **en** **France** **le** **plus** **prononcé**.

Les **renseignements** français de l'enquête conduite en Belgique illustrent un nouveau mode d'interaction des services russes. Avec la fin de la guerre froide, l'Agence russe de renseignement extérieur (SVR), qui a remplacé le ténaculaire KGB, a opéré une reconfiguration et a réorganisé ses sections sur le territoire français concerné à présent les domaines scientifiques, technologiques et industriels, **comme** le DST. Pour l'heure, l'enquête menée en France dans la foulée du démantèlement du réseau **Algeria** n'a pas permis d'établir de liaison avec la représentation diplomatique russe en France, précise-t-on à source politique.

d'outre-Rhin les changent
plus que . Pour lutter
efficacement le bruit, le froid
les effractions, ISO-FRANCE-
FENETRES la journée
ces fenêtres qui sont la clé du
confort. La technique
du premier spécialiste parisien permet de
égner aussi clarté.
ans. Devis gratuit.

Magasin d'exposition 111, La
Fayette (10°) - M° Gare-du-Nord.
Tél. 48-97-18-18.

A Grenoble: 76-41-17-47;
à Lyon: 05-05-16-15.

E. in.

« Cesorg » sous la maîtrise industrielle de Thomson-CSF, le RITA (réseau intégré de transmissions automatiques) permet à un corps d'armée de communiquer (en temps réel) par radio, en sautant d'un à l'autre d'images et de données avec les unités qui lui sont subordonnées pendant tout déplacement sur le terrain. Il est protégé contre toute interception ou intrusion extérieure et il fonctionne sans fil.

Acquis par l'armée de terre française (pour une somme globale de 1,5 milliards de francs), le RITA a été testé par Belouze et les Casques bleus qui ont amené à en réaliser certains équipements. Il a été utilisé particulièrement en Arabie saoudite, pendant la guerre de la coalition allée contre l'Irak, et sera prochainement utilisé dans d'autres zones (les Alpes françaises).

Le paradis perdu de Floride

Eric Dumas, jeune médecin bordelais d'une trentaine d'années, a tout perdu dans la scientologie, famille, amis, réputation, argent et illusions. Mais, calé au fond d'un ■■■■ AX blanche, rue de Dunkerque à Paris, devant le siège de l'Eglise, il est ■■■■ neuvième jour d'une grève de la faim, à obtenir au ■■■■ réparation de son préjudice financier qu'il estime à

« source potentielle de troubles ». Pendant ce temps, les auditions sont bloquées.

Sac en poche à 17 ans, il passe son temps à se faire la loi de la médecine au sein d'un groupe de rock. Au printemps 1988, frappé par la déprime, il tombe sur *Dianétique* de Ron Hubbard, le Bible de la scientologie et son prophète. *Comment* passer du monde mental ? Développer son potentiel intellectuel ? Décupler sa puissance intellectuelle ? Le coup de foudre est immédiat.

Au fait de charité amoné,
 le candide chute sur les caes
 noires qu'Éric Dumas
 aujourd'hui : « culpabilis-
 tique, réflexion, épuisement
 physique, angisses, cauche-
 mar. La Floride tourne au
 flacco. Pour joindre les au-
 baines, emprunte à la famille, à
 la banque, à la banque, à la
 rente en Europe. Il bâit de
 nouveaux châteaux, s'installe en
 Espagne, où il vend, toujours au
 profit, son Eglise, ses pro-
 duits, son Eglise. Nouveau
 flacco, nouveau flacco en
 France, cette fois pour de bon.
 « Le clur, dirait, s'admet-
 tait qu'on
 pleure devant le juge Moro-
 chini, du tribunal de Paris, et
 une grève de la faim,

■ ■ ■ ■ ■ pour l'Eglise parisienne
Eric Dumas nous a tout inconnu :
■ ■ ■ ■ ■ nous ne lui
■ ■ ■ ■ ■ des choses, et qu'il
■ ■ ■ ■ ■ nous « jamais payés », dit
Danielle Gounod, «ienne pré-
S'is ■ ■ ■ ■ ■ la demande
■ ■ ■ ■ ■ mois après
l'Eglise ■ ■ ■ ■ ■ scientologie rem-
bourse ses ■ ■ ■ ■ ■. Deux cas
■ ■ ■ ■ ■ produiraient chaque semaine,
pour 30 000 scientologues en
France. Mais Eric Dumas estime
que la proposition de rembour-
sement est « caduque puisqu'elle
■ ■ ■ ■ ■ a été adressée au delors du
délai de trois mois, et que la
■ ■ ■ ■ ■ américaine ■ ■ ■ ■ ■ fait des propo-
sitions de compromis, qui passent
par un retour en Floride et l'ou-
verture, sur place, d'une proce-
dure. ■ ■ ■ ■ ■ impossible, dit le jeune
médecin bordelais, ce serait le
■ ■ ■ ■ ■ retour au cercle infernal. » La
partie ■ ■ ■ ■ ■ très de fer qu'il vient
d'engager risque d'être longue.

RELATE _____

L'affaire Touvier : « Une magistrature en crise », par Alain Bancaud ; « Les traces de Georges Pompidou », par Anne-Marie Dupuy 2

ÉTRANGER

Les **réfugiés** **bosniaques** proposent un redécoupage ethnique de la Bosnie-Herzégovine et de Sarajevo .. 3
 Algérie : l'installation du Comité consultatif national 5
 Etats-Unis : devant le Cour suprême, partisans et **opposants** 6
 Le **vote** **américain** **pour** **l'avortement** **accroît** **les** **nouvelles** **basculées** 6
 Afghanistan : le **ministère** **de** **l'Intérieur** **de** **Kaboul** **se** **rencontre** **avec** **le** **Secrétaire** **général** **de** **l'ONU** **à** **Genève** 7
 Mossoud 7

Le débat sur la ratification du traité de Maastricht 129

La réforme de la zone d'industrialisation pour appliquer 130

M. Jack Lang «suspend» la réforme universitaire..... 10
Une série d'explosions a tué plus de deux cents morts à Guadalaajara (Mexique) 10
L'alcoolisme au volant réprimé plus sévèrement 11

Théâtre : *Le roi, le roi*, de Shakespeare, *en 1 acte*, par Jérôme Savary..... 12

Musique : *Le quatrième*, de l'Orchestre de Paris..... 13

Expositions : *Les jardins de Haussmann*, au Louvre des Antiquaires..... 13

L'INSEE revolt à la hausse le taux de croissance en rythme 16

La vraie reprise de l'activité mondiale sera pour 2013 18

- Un rapport du Plan préconise des mesures **urgentes** pour l'industrie automobile..... 16
- Le Trésor projette un **taux** de garantie du logement social 17
- Zimbabwe : **deux** expropriations politiques 18

● Philosophie : Les **meurs** d'Althusser ● Histoire : Le **révol** d'Amérique ● Essais : Qu'est-ce qu'un **déporté** ? ● Arts : Quelques **maîtres** de la **danse** de l'Amérique ● Littératures anglaises : Les **romans** de la **France** et la **Société**, par Georges Balandier ● Le **feuilleton** de Michel Braudeau ● **Brèves** d'Elie et **Théâtre** littéraires, par François Bord ● **Planète** Vaneigem 25 à 38

Abonnements	19
Amorces classées	19
Bulletin d'enseignement	22
Echecs	22
Nominations	22
Carnet	22
Loto	22
Marchés financiers	20 et 21
Météorologie	21
Mots croisés	23
Radio-télévision	23
Spectacles	14

Le rétrologue du Monde :
 • 3615 LEMONDE
 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier
« le Monde des livres »
folioté 25 à 36

**Le numéro du « Monde »
daté 23 avril 1992
a été tiré à 493 970 exemplaires.**

Demain dans « le Monde »

Maastricht : un article de M. Raymond Barre

Sous le titre « **Confiance aux Français** », l'ancien premier ministre expose sa vision de l'Europe : « donne son point de vue sur la ratification du traité de l'Union européenne, et sur les implications, pour la France, de celle-ci. Il porte également un jugement sur le processus de procédure qui est engagé au sein de l'opposition. »

« Sans visa » : Bordeaux sang chaud, ~~le~~ froide

Qu'est devenue l'«aristocratie du bouchon» dont parlait jadis Mauriac à propos de Bordeaux ? Jean-Pierre Péroncel-Hugoz a enquêté dans la Mecque du vin fin, qui se trouve aussi l'une des capitales culturelles de l'Europe de demain.

BOURSE DE PARIS
Matinée du 23 avril

Calme

Toujours peu d'activité à la Bourse de Paris qui, dans un marché calme, gagnait 0,23 % à l'ouverture. Une heure plus tard l'indice CAC 40 augmentait légèrement de 0,40 % et progressait de 0,35 %. Du côté des valeurs, poursuite de la hausse de Michelin, reprise de Pechiney international et recul de Sona.

DAVID SELLER

David Smith

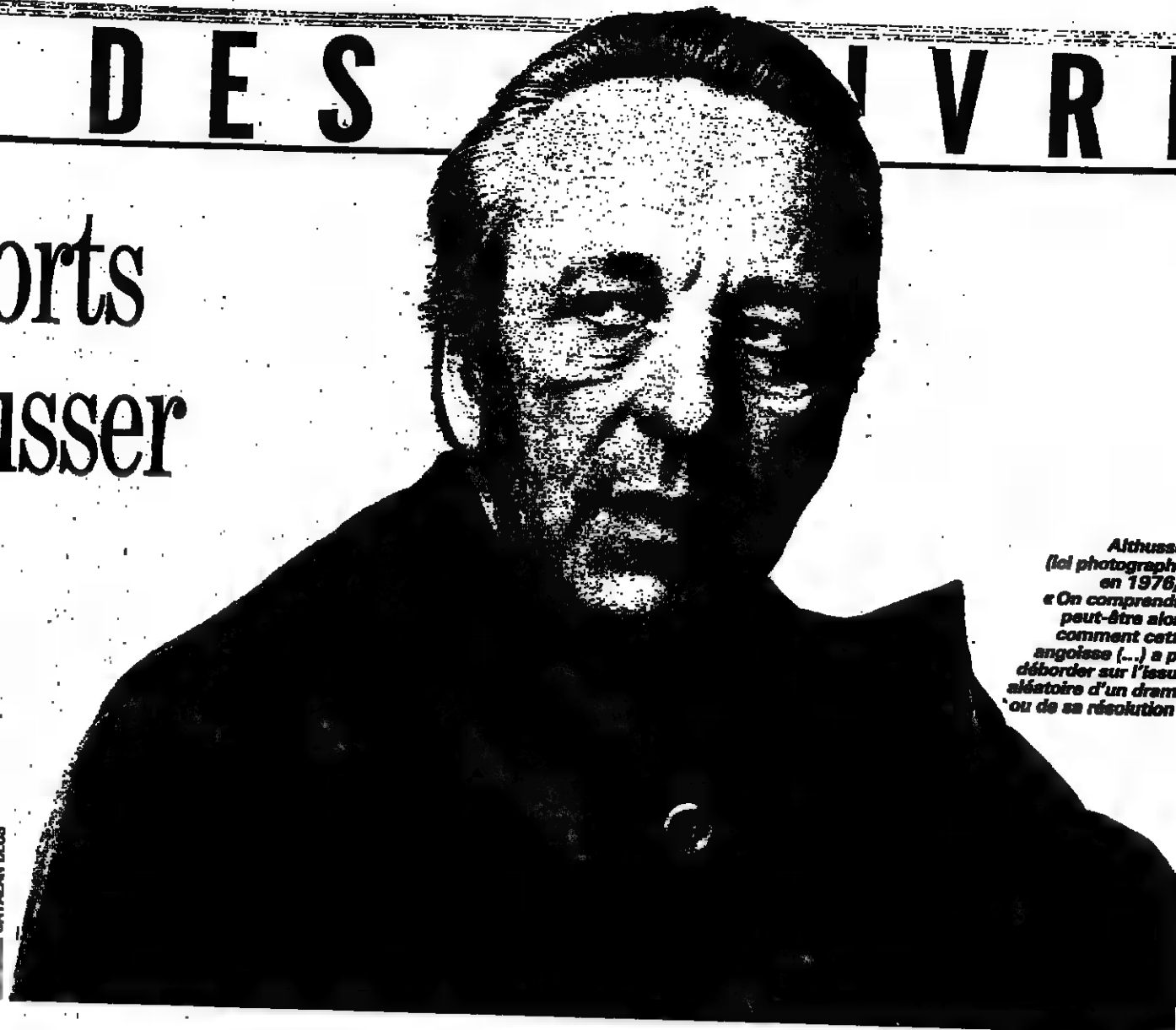
VENTE TOTALE
50% ... ET PLUS
DE REMISE
sur tout le prêt-à-porter
de luxe homme et femme,
sur des milliers d'articles.

RUE ROYALE
de 10h à 18h

DES LIVRES

Les morts d'Althusser

Juge-t-on une souffrance ? Celle du philosophe dura dix ans entre l'assassinat de sa femme et sa propre mort, en 1990. En 1985, il tente d'expliquer la constitution psychique qui a entraîné le crime. Le texte paraît en même temps qu'une importante biographie



Althusser
(ici photographié
en 1976) :
« On comprendra
peut-être alors
comment cette
angoisse (...) a pu
border sur l'issue
stoïque d'un drame
de sa résolution »

L'AVENIR DURE LONGTEMPS
Journal de los Faits,
Autobiographies
 de Louis Althusser.
 Édition établie et présentée
 par Olivier Corpet
 et ~~Tomas~~ **Moulier Boutang.**
 Stock/IMEC, 356 p., 140 F.
LOUIS ALTHUSSER
 Une biographie
T.1 : La Formation du mythe
(1918-1954).
 de ~~Franz~~ **Moulier Boutang.**
 Grasset, 510 p., 175 F.

A qui perd gagne, il se pourrait que Louis Althusser survécût à la chute du marxisme entraînée par

l'effondrement des régimes qui s'en sont réclamés. Mais nous parlons sur l'avenir. *L'avenir* aura longtemps, comme le *filan* de Gaulle, à qui le philosophe communiste a emprunté cette formule pour titrer son autobiographie. Elle *attirera* peut-être le nom d'Althusser plus durablement que son *livre* le plus célèbre, *Pour Marx*, dont l'apport théorique au marxisme est comme toute mine, quoique d'une exceptionnelle rigueur. Il resterait alors moins comme philosophe marxiste que comme un grand maudit à la Antonia Artaud, et le premier auteur d'une autobiographie écrite à la lumière de la psychanalyse.

« après une cure d'une quinzaine d'années, trônée par un meurtre qui a frappé les esprits et l'équilibre du philosophe ».

Alors... Le théoricien abstrait se métamorphose en sujet d'une écriture personnelle et sans précédent, avec des textes qui exposent l'inquietante énigme que pose au public avec le mort par strangulation la réponse du philosophe, Hélène, le 16 novembre 1980.

Il y avait un « cas » Althusser, de son vivant, pour ses proches, pour la communauté intellectuelle.

Donc ans après sa mort, en 1990, presque imperceptible (en 1990, pas mort aux yeux du monde ?), le cas mort et compliqué, hyper-

boliquement interprété par ce livre posthume. De plus, ce qui est totalement neuf, ce cas est discuté par la biographie minutieuse qui paraît au même moment et qui est très remarquable.

Dans *L'avenir dure longtemps*, qui donnera sans doute du grain à moudre aux spécialistes du *Black Mirror*, Althuser explique la configuration — que qui a généré un crime auquel il a été mentalement absent. S'adressant au plus large public possible, il veut écrire non pas une autobiographie classique, mais une sorte de rapport sur les « marques inaugurales », les blessures affectives, les fantasmes, les manques et les désirs inconscients qui l'ont constitué en un être aussi incapable de vivre que de mourir.

sans quoi il ne l'aurait probablement pas écrit, ou en tout cas pas selon ce modèle narratif policier, qui pose une énigme en racontant un crime.

Un dimanche matin, dans l'impartiment que le couple occupe à l'Ecole normale supérieure, rue d'Ulm, à Paris, Louis Althusser retourne devant lui le corps inerte de sa femme, après qu'il a commencé de le masser doucement le cou. Entre le moment où il a eu ce geste de tendre son bras et le moment où la conscience lui revient (*"à l'instant où Hélène"*), un blanc, dans lequel se joue toute la question de la responsabilité. Aussitôt exécuté à Sainte-Anne, examiné par les psychiatres, il est déclaré non responsable du crime, parce qu'il est état de démence au moment où il "a commis, en qui entraîne un non-jen."

Cette mesure à la fois judiciaire, psychiatrique et administrative fait de celui qui en « bénéficie » un mort vivant : il n'a plus de personnalité juridique, il est inattaquable, il perd jusqu'au droit de propre signature. ■■■■■ Cette mise au tombeau, cette condamnation au silence par application du secret médical, Althusser, une fois sorti de son état d'incohérence mentale, ne voit qu'un recours : adresser à l'opinion l'explication qui lui aurait été demandée dans un procès public. Pour cela, contre sa propre philosophie, qui refuse l'idée d'origine et de cause première, il lui faut remonter à l'« enfance, au secret qui l'a constitué,

Michel Contat
Lire la suite page 31

Lire également : ■ Le fou ■ le philosophe », par Roger-Pol Droit, ■ un entretien ■ ■ neveu d'Althusser, page 30.

Un texte inédit de Louis Althusser

« Deux mots »

· Ce texte ■ un projet de préface ■ *L'avenir dure longtemps*. Althusser l'avait conservé ■ ■ notes préparatoires du manuscrit de l'autobiographie.

Je ne prétends pas proposer, après le mot, mon « autobiographie », n'entraie pas dans tous les détails de ma vie, qui m'intéressent personnel et n'ont pas de valeur comme tel. Je ne veux une telle par répétition insignifiante dans une vie, d'événements qui passent et laisser les autres ni de prise! En fait, je ne veux pas de souvenirs (quel que le fait qui ne soit perçu à travers son souvenir) qui ont été pris en moi se sont rencontrés et conjugués avec les autres, et comme on dit que la glace « prend » – et dans la glace se produit et constituer la forme d'un être. Je ne veux pas de psychisme. Je veux essayer de saisir, d'appréhender, de retenir, et de analyser pour comprendre quel espace élastique m'ont ouvert – ou fermé – pour vivre, mourir ou survivre.

Je sais que cette tâche est infinie, et qu'une telle analyse est par définition « interminable ». Mais cours donc constamment et délibérément le risque de donner comme effective une analyse provisoire qui ne **peut** de m'interroger. Je voudrais qu'on ne **s'arrête** pas à la forme apparemment achevée, qui est le lot de tout moment, même quand on a une intuition, mais qu'on a besoin ceux qui non **croient**, mais sont mieux armés que moi, se saisissent de ce que je puis comprendre **mon passé** de ma vie pour prolonger l'élucidation. Du moins suis-je assuré qu'ils ne peuvent

l'annonce d'un mort. Un verre que
l'on se lève de sa table, leurs
souvenirs se dissolvent, les
événements vécus qui m'ont
des la première année, mais
émotionnellement et
renforcement marqué, comme
ceux qui dans le cours de
la vie ont « reprises » soit en
les revivant, soit en les
renforçant, et en faisant
dévier dans une direction
apparemment inattendue mais,
qui, bien réfléchi, constitue
l'urgence... la « reprise »
de la vie, de son instance et de
ses structures, jusque-là demeurés
à l'écart, et comme d'un
attente aléatoire, soit d'un effort
pourquoi, disait Mélébranché,
soient-lui les grands chemins, la
volonté de mener à bout d'une
signification latente, et d'une
prégnante.

Un mot enfin sur le rapport entre mes souvenirs, surtout les plus primitifs, et ce qu'il m'a convenu d'appeler la réalité. Je ne parle ainsi que pour dire que ma mère ou on croira qu'il s'agit de moi est effectif. J'y voudrais qu'on ne s'y méprenne pas. Je ne prétends nullement dire ce qu'ils ont ni en eux, ni l'un pour l'autre, ni rien de commun entre eux, ni même qu'ils ont effectivement été pour moi. Je ne parle d'eux que tels que je les ai perçus, ressentis, sachant fort bien que, comme en toute perception psychique, ce qu'ils ont est toujours, et toujours investi dans les projections fantasmatiques de mon angoisse.

On comprendra peut-être alors comment cette angoisse dont les formes « primaires » sont trouvées, au cours de l'existence, investies dans les nouveaux

« objets », de nouvelles formes ou de nouveaux êtres en rencontre, a pu débiter sur l'écran blanc d'un drame ou la résolution.

Si, comme l'ont dit de Gaulle, dont je me plais à reprendre en titre le mot : « l'aventure dure longtemps », que, hors peut-être certaines situations extrêmes, il est ouvert à l'aleatoire sa fixation. Et du destin de cet aleatoire, nul ne peut dire ni parler, comme l'ont vu Sophocle et Freud, que dans l'après-coup. Cet après-coup lui-même reste suspendu à l'aleatoire soit d'un point final, soit d'une nouvelle ouverture, et alors à l'infini.

La folie, a-t-il Foucault dans son ouvrage, est l'absence d'œuvre. Certes, mais peut-être surtout l'absence d'œuvre. Car qu'est-ce que l'œuvre ? C'est le terme, la possibilité de surprendre et de se surprendre lui-même ? Les vieux philosophes ont répété que la connaissance naissait de l'étonnement, mais la philosophie est si bien étonnement devant la vie, qu'il est alors la moins de la nouveauté comme déterminée par Dieu, mais par son propre passé, mais par son inconscient, sinon l'étonnement ? Et l'en veut pour preuve on ce jeu du mots, mais l'œuvre sans avertissement de

Que les lecteurs se rassurent. Je ne vais pas les introduire à des réflexions philosophiques. Je veux simplement parler de ce qui m'est advenu pour tenter, provisoirement, de voir un peu plus clair [dans] l'interminable [mystère] de son inachèvement.

■ Héritiers Louis Althusser. Origines : Fonds Althusser, IMEC.

« J'ai vu
Hélène ! »

Les **Confessions** de Rousseau, par dénégation («*Hélas, je ne suis pas Rousseau*»), et, très explicitement, le *Moi, Pierre Rivière*, récit de vie et confession d'un parricide au XIX^e siècle, publié et rendu célèbre par Michel Foucault. Quant au modèle inverse, celui qui concurrence dans sa visée herméneutique, c'est les *Mos* de Sartre, dont la réussite littéraire, comme on verra, a pu faire obstacle à la publication de cette «*histoire de cas*» écrite par le sujet herméneute de lui-même.

Avant toute évaluation littéraire, il faut ici raconter, en la réduisant à son canevas, cette histoire en effet sidérante. Elle s'ouvre sur le récit du meurtre. Sans ce drame, en effet, il n'y aurait pas eu de livre, au point qu'en arrivant à se demander si ce n'est pas le livre d'autobiographie, c'est-à-dire l'auteur comme sujet d'un récit (au sens où l'entend Ricœur), qui souterrainement dans le meurtre lui-même. C'est question, l'auteur ne se la pose pas dans le livre,

AMIN
MAALOUF
Le premier siècle
après Béatrice

roman

Amin Maalouf

Le premier
siècle après
Béatrice

Grasset

LE MONDE DES LIVRES

AMERICAN PSYCHO

de Bret Easton Ellis.

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Alain Defosse, Salm, 512 p., 145 F.

JOURNAL D'UN TUEUR

de Gerard J. Schaefer.

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Stephen Kill, Jacques Bertoin, 214 p., 115 F.

PATRICK BATEMAN, hélas, un des personnages de roman les plus intéressants qu'on ait créés au cours des dix dernières années. Il a vingt-six ans, il est beau, riche, intelligent, c'est un des brillants golden boys de l'Amérique réaganienne. Il vit à Wall Street, Manhattan, dans les années 80, avant le krach. Il doit sans doute travailler dur, mais on ne le voit pas. Il dépense beaucoup d'argent, avec une science de l'élégance un peu primaire. Au contraire d'un vrai dandy, il ne vit, ne pense, ne juge qu'en fonction des marques de ses vêtements, de ses gadgets électroniques. Brummel n'est pas américain. Lui et ses amis n'ont qu'un nombre limité d'obsessions, apparemment, dont la mode masculine. On échange dans des bars très chics des considérations sur les avantages du col rond et les contraintes du gilet en tricot, qui ne supporte pas la ceinture et donc pas de bretelles, etc. Il n'est pas de pire injure que de se traiter vieux Benetton. Quant aux élan de l'amour, il n'échappent pas à ce détachement clinique où l'auteur excelle : « Tandis que j'embrasse et lèche son sein, elle fixe un regard passionné sur le récepteur grand écran Panasonic à télécommande et baisse le son. Je relève ma chemise Armani et pose ma main sur mon torse », etc.

Depuis le lever de Bateman, où nous avons droit à des pages incroyablement documentées sur la meilleure façon de préparer le peau du visage au feu du rasoir, de s'appliquer un masque désincrustant, jusqu'à la séance de gym au club Xclusive où, short et débardeur en Lycra, un walkman sur les oreilles, il écoute Christopher Cross suant sur le Stairmaster, nous en suivons les avances du pédé moustachu côté, nous suivons le parcours du combattant du yuppie, qui se poursuit au Harry's, puis dans un restaurant ruiné, chez Pastels ou au Dorsie, où il est impossible d'avoir une place si l'on est pas quelqu'un, et enfin dans une boîte à la mode, Tunnel par exemple. Après, il dort, suppose-t-on.

Et pourtant, dès le lendemain, Bateman est bien nerveux. Les cheveux plaqués, les mâchoires crispées, il bourne d'amphtéamines ou de coca de chez Noriega, il se rue au minable presing chinois qui lui a rendu ses splendides draps achetés à Santa-Fé et les dépose en hurlant. Ils dégoulinent de sang. C'est du jus d'oreilles, sans doute, mais que je sais, moi, dit-il à la vieille qui panique. Nous sommes.

On l'a déjà vu peu sympathique, dans la rue, en train d'appâter les clochards en leur tendant un billet de 10 dollars qu'il leur aussitôt d'un air réprobateur : « Ce que tu fais, ne pourrais-tu pas te raser au moins ? Sa haine des pauvres, des homosexuels et surtout des femmes est en fait filimée. Il faut quand même attendre la page 173 pour qu'il massacre au couteau un clochard et son chien dans la rue. Plus tard, il se jette sur son chien. Puis non, c'est Owen, d'un superbe coup de hache entre les deux yeux. Puis un gosse au zoo. Quant aux femmes, c'est fou ce qu'on

LE FEUILLETON

de Michel Braudean



Bret Easton Ellis : une écriture glacée.

Grande horreur grosse recette

peut faire avec une perceuse, un pistolet à clous, du gaz sephyxiant et de l'acide, un rat et du fromage.

Fou, le terme est un peu doux. Bateman est un psychopathe, un serial killer dont l'opinion se régalent aux États-Unis, tout en étant d'horreur, et que le cinéma a popularisés avec le Silence des agresseurs (il enregistre grande horreur, grosse recette), détraqués au sans bornes que l'on entonne que l'on gaze, ou que l'on électrocute, mais dont on fait aussi, avec des centaines d'heures de télévision, des centaines de journaux vendus, ses images gras. C'est la gloire engendre d'autres vocations, par imitation, phénomène sobrement désigné par le terme de copy killer. Après tout, pendant les arrestations, le specta-

de doit continuer. Plus encore que le ton neutre qu'utilise Bateman pour raconter ses crimes, ce qui a choqué les Américains est qu'il soit un symbole de réussite, un de ses enfants dorés. Qu'à la fin du roman il reste impuni. Que l'auteur lui donne, entre autres armes, un humour froid comme un bistouri.

BRET EASTON ELLIS, né en 1964 à Los Angeles, a connu la gloire à vingt ans avec *Moins que zéro*, puis une petite baisse avec *Les Lois de l'attraction*. On l'a classé avec David Laavitt, Jay McInerney, parmi les nouveaux minimalistes. Son agent littéraire lui a obtenu une avance de 300 000 dollars pour qu'il écrive un roman sur un serial killer new-yorkais. A la remise du manuscrit, l'éditeur Simon & Schuster a abandonné les dollars et refusé le manuscrit. Epouvanté. La nouvelle direction de Random House, qui coiffe la maison Vintage, n'a pas d'âme.

Malgré le scandale - ou à cause de lui - provoqué par la simple mise en circulation de quelques extraits en épreuves, elle a bravé l'opinion publique et les lobbies féministes qui ont appelé au boycott des libraires distributeurs d'Ellis. Celui-ci a dû prendre un garde du corps, il a reçu des tombereaux d'injures et de menaces de mort. Et vendu des milliers d'exemplaires d'*American Psycho* aux États-Unis. Il est en cours de traduction dans vingt-quatre pays où, semble-t-il, l'indignation est beaucoup plus molle. En France, Sade se vend dans la « Méliade » sous le label « la volupté de lire ». Et Sade, c'est nettement plus hard.

Norman Mailer et Umberto Eco ont pris la défense. Par principe. Parce qu'il ne faut pas confondre l'auteur et ses personnages, la fiction et l'intention, parce qu'on ne peut pas vouloir protéger Salman Rushdie et interdire Ellis. C'est un roman, ce n'est pas *Mein Kampf*. De plus c'est un roman qui a été commandé, pour de l'argent, et qui se vend bien. Personne ne contraint les lecteurs, que l'on sache. S'il y a violence, c'est une violence de tout le monde, connue, commercialisée. Et s'il y a hypocrisie, elle est générale.

Au demeurant, la défense de Mailer est embarrassée, il trouve les scènes de cruauté mal écrites. Il est peut-être jaloux. Ellis lève les yeux au ciel, l'air d'un bébé innocent, rétorque doucement qu'il s'agit du journal d'un psychopathe et que dans la feu de l'action on ne fait pas d'effet de style. Il a raison, mais c'est faux. Bateman et son auteur Ellis ont du style à revendre. Le portrait de ces années dominées par l'argent est répugnant comme l'époque. La superficialité d'un monde entièrement télévisé est traduite à la perfection par l'écriture glacée, mécanique, souple d'Ellis (on est tenté d'oublier cette fois son étiquette de « minimaliste »...). Il n'avait pas de talent dans les scènes de torture, on ne voit pas comment elles seraient aussi insoutenables à lire.

Il suffit de comparer avec le *Journal d'un tueur* de Gerard J. Schaefer, authentique serial killer, qui purge en Floride une peine de deux cent seize ans de prison pour les viols et les meurtres d'un moins trente-quatre femmes. Dans la première page, il roule des mécaniques, recommande aux femmes de prendre un Valium, aux hommes de s'apprêter à vomir dans un sac, il se nous montre l'enfer. En bien non. Vrais ou réinventés, ses Mémoires sont sans doute horribles et dingées, mais ils sont faibles, parce que Schaefer n'est pas un écrivain. Cette affirmation, surtout parce qu'il l'abrite, il n'a pas le moindre soupçon du talent terrible d'Ellis. C'est bien toute la morale de l'histoire.

L'ÉTAT DE STALINE A SES ENFANTS ENFIN RÉCONCILIÉS

de René Fassin, Manya, 100 p., 95 F.

LA surprise du printemps, c'est que Joseph Staline se soit mis à écrire comme le dix-huitième siècle français. Dans la lettre qu'il adresse depuis les galaxies, nous croyons retrouver l'allure et le ton de cette époque où triompha le genre épistolaire. Naturellement, l'ancien dictateur soviétique ne se prive pas d'employer cet imparfait du subjonctif qui donnait (et donne toujours) à notre prose le ton qui lui manquait. Il qualifie de « beau désordre du passé », jamais, je l'avoue, la certitude d'une « éclatante victoire n'effleure mon esprit, pourtant rompu à d'innombrables jugements ».

Bien sûr, vous savez deviné que cette missive posthume de monsieur Joseph est une fiction. Le véritable auteur vit quelque part dans un jardin de Belgique. Il s'appelle Raoul Vaneigem. Né en 1934, dans le Hainaut, il fit partie de l'Internationale situationniste durant sa jeunesse. De juin 1958 à septembre 1969, ce mouvement fit paraître une revue qui portait le même nom. « L'ultra-gauche », qui référait au comte de Lautréamont comme au cardinal de Retz et à Baltasar Gracian (le jésuite espagnol) comme à Arthur Cravan (le poète-boxeur), annonçait dans leur revue le soulèvement du printemps 68 et publiaient deux livres prémoniteurs : Guy Debord, *La Société du spectacle* ; Raoul Vaneigem, *Le Traité*

Monsieur Joseph et l'imparfait du subjonctif

savoir-vivre à l'usage des jeunes générations.

De dernier ouvrage, qui parut en 1967 et que l'on vient de rééditer (1), a battu le moins ordinaire des records de France. Il a été le livre le plus volé dans les bibliothèques. Les jeunes générations n'ont pas manqué de s'y reconnaître et d'en faire rapidement usage. C'est un livre inaugural, marquant le début de la servitude volontaire de la bourgeoisie et la Discours de la méthode. Le livre est à refaire, prévenait l'auteur. Raoul Vaneigem et la situationnisme critique radicale des sociétés modernes, fondées sur l'échange des marchandises, le despotisme de l'économie politique et le pouvoir absolu de l'argent. Comme le « cavalier français qui part d'un bon pas », l'auteur du *Traité* avait l'allure intrépide des personnes qui décident tout recommencer. Après quoi il écrit, sur le ton de la passion, le *Livre des plaisirs* (2), le *Mouvement du libre-esprit* (3) et l'*Adresse aux vivants sur la mort qui les gouverne et l'opportunité de s'en défaire* (4).

A présent, dans la *Lettre de Staline* à ses enfants, enfin réconciliés, l'Est et de l'Ouest. Monsieur Joseph commence par évoquer sa propre carrière, et l'entraîne à philosopher sur l'Histoire. C'est une chose naturelle pour un dictateur la retraite. *La Tragédie*, *La Tragédie*, *La Tragédie*, dit-il, « épuisé les trois genres vement inscrits au programme. J'aurais écrit dans la *tragédie*. L'époque a voulu que le drame exerce mon génie. Je ne s'égorgé plus dans mes pièces en réchant de grandiloquentes tirades, comme chez

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott



cet Anglais dont le nom m'échappe. (...) Je n'ai guère pratiqué la vaudeville, qui est, à l'avis des spécialistes, d'essence démocratique. Il se ple la force du suffrage universel, au jeu des escroqueries mutuelles, aux piroquettes des élus, à la drôlerie de l'électeur roulé dans la farine et qui en redemande. J'aurais tout aussi bien écrit dans le genre. Vous ne croyez pas ?

Sans doute... Mais, alors qu'on pourrait supposer monsieur Joseph déprimé devant la

c'est que les « foules » ne perdent jamais l'habitude de se soumettre.

Et puis, sous la plume de Raoul Vaneigem, monsieur Joseph estime être le gagnant de l'affaire. « En vérité, dit-il, l'histoire me serait une tombe si je ne me souvenais que dans le plaisir embrouillaminé d'archaïsmes et de modernités, de la chute de Vladimir, de la chute de l'Europe, il ne m'est pas indifférent qu'il y ait ce désordre, l'air d'un monde que j'ai voulu, s'esquisse l'autorité future où je pourrais me méfier. » C'est que monsieur Joseph croyait, comme ses confrères de l'Ouest, à la destinée universelle de l'univers. Et son régime, le « capitalisme d'Etat », l'accomplissement de cette vocation. « N'étais-je pas un grand Européen ? », demande l'ancien dictateur (et situationniste), rappelant que son plus cher fut l'édification d'un vaste empire de la marchandise.

MON SIEUR Joseph a des raisons de se réjouir lorsqu'il voit les bureaucrates de naguère transformer en « échec » lorsqu'il constate que l'économie est désormais de la politique, précipitant ainsi le déclin des idéologies traditionnelles. « Territoires et drapeaux », écrit-il, « changent hélas ! selon les besoins de l'offre et de la demande. » Précisons que, pour monsieur Joseph, « hélas » n'est qu'une marque de politesse. Il n'est pas dans sa nature d'éprouver l'ombre d'un remords ni même une pointe de regret. Les retrahés du despotisme font-ils jamais leur éducation sentimentale ?

La dernière trouvaille de mon-

sieur Joseph, c'est qu'à sa manière il a été le précurseur de l'écologie. N'affirmait-il pas que « l'homme est le capital le plus précieux » ? Or, le programme de la fin du siècle, c'est de sauver la planète et ses habitants. Et de préserver ainsi toute une « clientèle » mise en péril par les excès du capitalisme sauvage. Monsieur Joseph nous révèle les véritables desseins de l'écologie : « Sauver le capital en sauvant la Terre. » La première leçon de l'économie, dit-il encore, enseigne à ne pas introduire de sentiment où il ne doit exister que la froide détermination d'une stratégie. Pour le moment, celle-ci réclame une restauration écologique. Voilà tout. Et « ceux qui crieront désormais à la fin du monde », remporteront la victoire, non par des raisons humanitaires, mais parce que l'humanité aura « humanisé ». L'ancien dictateur promet de beaux jours et de joies bénéfiques à un néo-capitalisme vert.

Cependant, il y a des risques de subversion. Et si les « marchés marchands croissent leur propre tombe en devenant « humanitaires » ? Si cela ranimait l'envie déraisonnable qu'ont parfois les peuples de transformer leur existence en faveur de l'apparition d'une authentique espèce humaine, comme l'écrit Raoul Vaneigem dans la préface qu'il a donnée à la nouvelle édition du *Traité* ?

A la fin de sa lettre, monsieur Joseph semble « épuisé », par ses propos qu'il a tenus. Peut-être s'est-il épuisé... Mais ce conte philosophique très attrayant, et rempli d'enseignements, nous change du discours politique ordinaire. C'est une des lectures les plus recommandables de ces derniers temps.

(1) Gallimard, « Folio-Actuel » n° 28, 362 p.

(2) Ed. Encre, 1979.

(3) Ramsay, 1966.

(4) Seghers, 1990.

LE MONDE DES LIVRES

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Sur un air de Janvier

Des poèmes qui empruntent les accents du tango et déroulent le chœur d'un tango

ENTRE JOUR ET SOMMEIL
de Ludovic Janvier.
Seghers, 110 p., 95 F.

« Est-ce que j'aurais pu faire poète, quand même, je me demande », s'interrogeait le héros « matricide » de Monstre, le dernier roman de Ludovic Janvier. De la rage lyrique et de la dérision, il y en a dans ce deuxième recueil de poèmes, Entre jour et sommeil, dans les mots cabrés des « sales criards d'amour », tantôt à travers le fredonnement obstiné d'un « air jamais fini ».

Parfois la procession des mots s'ordonne, rythmique et calme, en strophes, du tercet au sizain, parfois elle emprunte les accents d'un tango d'autrefois, « un tango d'autrefois, un tango d'autrefois », ou même le chœur du « tango d'autrefois ». Aussi divers sont les paysages traversés, par des poèmes « jamais assez grands pour l'ailleurs », de l'océan à Long-Island, du Québec au Finistère : « Les teuf-teuf du cargo se regardent dans le cœur ».



Ludovic Janvier : rage lyrique et dérision

C'est ainsi un voyage à rebrous, où l'on se souvient l'enfant d'un d'ennui et de honte, se dévissant finalement dans le miroir, « jamais fini ». L'enfant qui, vers dix ans, pendant un jour, levait les bras, en attendant le soir :

J'ai commencé mes écritures
de Cabochard qui dévissait vers
deux ans
me tordant les chevilles
le pavé
Brutal de l'impasse du villa
Cœur-de-Vey
Qui débouchait avenue
d'Orléans
À l'endroit mystérieux du
Soldat Laboureur.

Mais veille et sommeil, dans le noir et le sombre, dans la douceur proche d'un « dormeuse » et la violence subliminale, dans la peur d'un « le tango d'autrefois », il y a, parmi les sursauts, une approche de l'impalpable, lorsque la voix tremble et qu'on cherche par le souffle à l'intérieur de soi.

Monique Petitillon

Le Tim Tim de Maryse Condé

Un conte de Guadeloupe drolatique et savoureux

LES DERNIERS
ROIS MAGES
de Maryse Condé.
Mercure de France,
201 p., 11 F.

Radio défait les Esprits. Avant la chasse où il faut pour le plaisir de tuer, il ne les priait pas. Il avait une gazelle si belle qu'il « défait son cache-sexe et la possède » tandis qu'elle agonisait. Les Esprits en une violente colère. Un « tango » mouche. L'œil de Radio il pénétra « jusqu'à son cœur » : « Il mangeait douce-ment ». Il faut respecter les Esprits et les animaux.

Plus longuement et joliment, cette histoire est rapportée par Djéré, héritier d'un roi du Dabo-

mei exilé aux Antilles en 1894. Justin et Spéro, ses fils et petit-fils, entretiennent le culte de l'ancêtre. Chaque 10 décembre, une messe requiem précède des rites où, dans la commémoration d'un passé glorieux, mystères et divinités se mêlent. Pour Marisa, la femme de Justin, la référence à cette ascendance royale n'est, pour les héritiers déçus, qu'une excuse à la fainéantise qu'ils se transmettent de génération en génération.

Il y a plusieurs façons d'exprimer l'âme d'un peuple, à l'adresse, en colère, sa nostalgie de l'amour qu'on éprouve pour lui. On retrouve, dans ce roman de Maryse Condé, les « tango » présents dans Traversée de la mangrove (Mercure de France) mais, cette fois, avec plus

de sourires que de violence. Pour autant, au rappel du passé ne manquent pas de s'ajouter les problèmes d'une société attachée à ses modes de vie et croyances ancestraux ; société que vient bousculer une modernité trop conquérante, trop éprise de profit.

C'est l'autre face du colonisateur qui, jadis, ne respecta pas le roi et les hommes « écrasèrent leurs testicules avec des pierres pour ne plus enfanter, ce fut la désolation ». La « désolation » des personnages laisse apparaître une prise de conscience qu'on peut dire politique au sens le plus noble du terme, et un regard pas toujours amène sur la France et ses fonctionnaires, « ces métrés qui viennent chauffer leur fainéantise au soleil des Antilles ».

A travers le récit d'un conte de Djéré et des Justin se fait jour la complexité du caractère des habitants de la Guadeloupe et des environnements. Des femmes qui ont, dans ce récit, une importance particulière, « car, si la femme a perdu sa patience pour l'homme, elle reste-t-elle à devenir ? ».

Au pays de Djéré, pour indiquer qu'on va dire un conte, on ne dit pas « il était une fois... » mais « la cour dort » ou « Tim Tim ». Pour le Tim Tim de Maryse Condé, deux épithètes s'imposent : savoureux et jubilatoire. Et c'est avec une bonne littérature en donnant, avec un conte drolatique, de quoi réfléchir sur la réalité.

Pierre-Robert Leclercq

La fragilité du rugbyman

La veine gaillarde et humoristique de Jean Colombier

BÉLONI
de Jean Colombier.
Calmann-Lévy, 111 p., 69 F.

Un bar sans caractère, « plantes douces, formica jaune, « plantes » dans des verres qui se trémoussent (renversent), sournois, leurs leur tige » : à Saint-Junien, près de Limoges, le café Béloni est le rendez-vous des rugbymen. Mêlés

furieux, empoignades désordonnées, les murs tapissés de photos agrandies des « mulets » (avants) et des « gazelles » (trois-quarts) célèbres les victoires de l'équipe locale, l'ardeur de ces mâles héros amateurs de camlars, de pastis et de jolies femmes.

Entre deux matches et quelques tournées, les langues se délient, « l'alcool fouette l'imagination ». On commente l'événement du jour

— Bourdines a-t-il vraiment posé la main sur la cuisse de la présidente ? —, Lavernas explique Phé-dre, Albin s'essie sur Alexandre, Bussat évoque les délices des petits bouges derrière la gare, et le narrateur — l'étudiant, l'intellectuel isolé parmi ces brutes épaisses — rêve à la façon d'enlever Charlotte, simi-B-Venus croisée au restaurant universitaire.

Les mains dans l'évier, le torse sur l'épaule, Béloni, le

patron, observe, impassible. « 98 kilos répartis dans une saine harmonie », « quelques minutes à gauche, à droite, ne prêtant pas à conséquence », se séduisant, tour à tour protecteur ou père fouettard, tuteur de la psychanalyse et de la contrebande, chasseur de ses heures (mais à la façon de Tartarin...), est plus que l'entraîneur, « l'âme » de toute la bande. Autant d'un poignard désarroi de nos jours drilles lorsque deux « Yances » menacent de faire émigrer Béloni vers les Amériques.

« Qui dira la fragilité du rugbyman loin de ses bases, de ses copains, de ses habitudes, de ce « tango » gaillard et brillant » du café Béloni ? La verve de Jean Colombier recrée ici un humour attachant, rigoureux, dur à cuire attendri, ces joyeux lurons sont un peu les cousins (dans leur version sportive) des Copains de Jules Romains : ces Béloni, ces Huchon, ces Lazardin... qui dans le vin dans des verres de lampe et composent des vers « à l'aise, Passoire, et Camembert ».

Certes, Jean Colombier n'est pas Jules Romains, mais Béloni est vif comme un ballon ovale sur un terrain de jeu. Après deux romans plus sombres, les Matins Céladon et les Frères Romances (1), voici une veine gaillarde, « rugbyistique » et humoristique ! Jean Colombier s'est fait plaisir en retrouvant ses souvenirs de jeunesse. Reconnaissons que, malgré des lourdeurs, on les lit sans ennui et même souvent en s'amusant.

F. N.

(1) Tous deux chez Calmann-Lévy. Les Frères Romances a obtenu le prix Renaudot 1990.

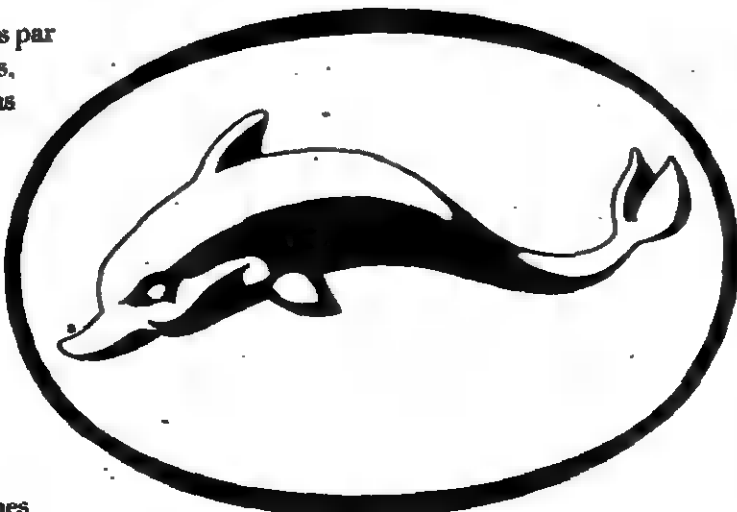
UN UNIVERS S'OFFRE A VOUS

Le mois de l'Univers de l'art 1992

• 27 volumes parus, écrits par les plus grands spécialistes, richement illustrés, à moins de 100F ■ Catalogue chez votre librairie.

• « Un plaisir de l'œil et de l'esprit pour un rapport qualité/prix remarquable » Le Monde

■ Le Trajet de Piero della Francesca de John Pope-Hennessy est offert gracieusement à tout acheteur de 3 volumes de la collection « l'Univers de l'art »



Editions Thames & Hudson 26, rue de Condé, 75001 Paris tél. 43258752 D. CDE Distribution Soils

J.G. BALLARD

Ballard nous parle la langue de notre présent immédiat... dans des contes cruels à peine décalés... suffisamment pour nous déstabiliser. On lira donc Fièvre guerrière pour connaître Ballard, et La Bonté des femmes pour le reconnaître.

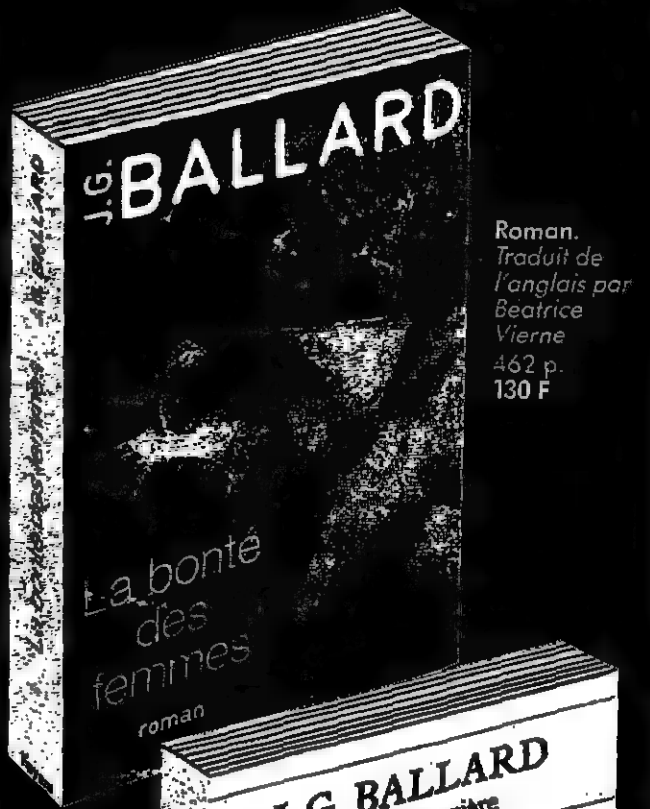
Robert Louit, Le Magazine Littéraire

Mêlant fantasmes sexuels et spéculation technologique, Jim Ballard, le pilote de la science-fiction anglaise, publie la suite de ses mémoires et un recueil de nouvelles : l'atrocité perçue comme un art.

François Rivière, Libération

A cet homme peu ordinaire, brillant défenseur de leurs vertus, les femmes reconnaissantes devraient élever une statue.

Martine Vogel, Lire



Nouvelles.
Traduit de l'anglais par Bernard Sigaud
272 p., 120 F

Entre surréalisme et vertige, un recueil d'une exceptionnelle qualité.

Jacques Baudou, Le Monde

FAYARD



Valérie Côté

(5) Vient de paraître : *Ils ont fait la Mésopotamie*, de Bruno Etienne et M. Al Ahnaf, éd. Esbel.

Grassie

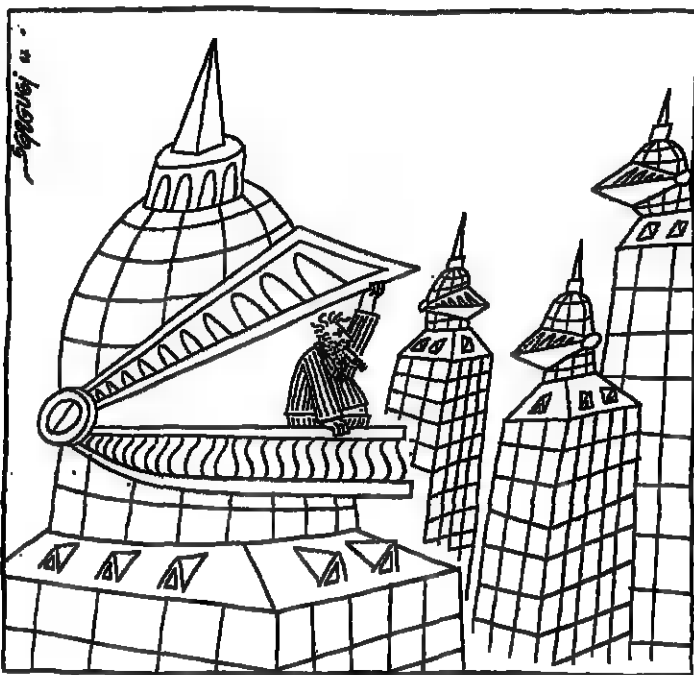
Bertrand Audusse

(1) Maison du peuple, place Salvador-Allende, tél : 40-66-55-97.

SERGE MOSCOWICZ ■ WILLIEM DOISE : *Dissension, consensus et*
EDMOND MARC LIPIANSKY : *Identité, communication*. Une nouvelle
collection, « Psychologie sociale », est lancée par les Presses univer-
sitaires de France. Son but est de rassembler les travaux français et
étrangers concernant les domaines de la communication, les échanges
sociaux, de la dynamique des groupes, des émotions, des
collectifs ■ ■ ■ Idéologies. Deux ouvrages inaugurent la série.
C'est d'abord Serge Moscovicz qui pose la question : comment
l'individu parvient-il à prendre une décision en commun ? Or l'on
voit que le dissensionnisme joue un rôle fécond. Le livre de
Lipiansky analyse le paradoxe de la notion d'identité : la conscience
est dépend de la communication avec autrui (PUF, 296 p., 147 F,
282 p., 178 F).

M.S.
► **Les Heures de Marguerite d'Orléans, introduction et commentaires de E. Koënik. Traduit de l'allemand par F. Boespflug.** Cerf, Bibliothèque nationale, 230 F. 600 F.

SOCIÉTÉS
par Georges Balandier



Lieux et non-lieux

NON-LIEUX
Introduction à une anthropologie
de la surmodernité
de Richard Sennett.
Seuil, 151 p., 110 F.
LA VILLE À VUE D'ŒIL
de Richard Sennett.
Traduit de l'anglais (États-Unis) par
Dominique Plon.
Plon, 314 p., 110 F.

Les villes bouchent l'horizon, elles dévorent l'espace, elles repoussent toujours plus loin les limites que les siècles précédents ont posées sur un monde resté plus « naturel ». Elles deviennent des agglomérations d'hommes, de machines, de structures matérielles, qui se conjuguent, où les lieux façonnés par une histoire sociale, culturelle, politique se transforment en des sortes d'îles perdues du passé. Elles s'inscrivent dans des réseaux de communication de plus en plus denses, elles les incorporent aussi, comme si la circulation était la première de leurs fonctions. Elles ne se donnent plus à voir d'un seul regard, depuis ces « points de vue » où la ville paraît exposée ; elles se montrent dans le morcellement, la fragmentation, le partage des espaces qui les composent. La vision totale, c'est l'image de la photographie aérienne qui permet de la reconstituer ; mais elle ne s'effectue que par artifice.

La ville se refuse de plus en plus à l'appropriation par la vie et par l'usage, employées à la découverte du génie des lieux, à la recherche de l'instinct et du bonheur des habitants. On y circule en ruse avec les embarras, on s'y active, on s'y enferme dans des fonctions fonctionnelles ou réservées à la défense de la vie privée. Et la consommation de culture se réalise ailleurs, en tant qu'accès à du spectacle et à de l'exposition d'esprit muséologique. C'est justement à une reconnaissance des lieux et des non-lieux que Marc Augé, dans son livre, tente de nous révéler, en nous révélant aux prises avec un monde du temps, un monde d'espace.

La démarche est celle de l'anthropologie, qui explore le proche – de ce qui est un univers régi par la « surmodernité » – par l'expérience acquise lors de l'exploration du lointain, les manières de vivre et des cultures exotiques. Elle tente de contribuer au « déchiffrement » de ce que nous sommes, en nous révélant aux prises avec un monde du temps, un monde d'espace.

et un excès du repli de l'individu sur lui-même.

Je retiens ici – le titre de l'ouvrage – le deuxième de ces aspects et l'injonction qui nous est faite : « réapprendre à penser l'espace » en prenant la mesure de nos différences. Le système de référence est celui que Marc Augé appelle « anthropologique » : celui qui résulte d'une « construction concrète et symbolique de l'espace », à partir de quoi se forment les identités personnelles, s'organisent les relations et se maintient une « stabilité minimale », un attachement aux sites et aux repères matériels qui permettent de vivre dans l'histoire et de se situer dans le monde.

Par rapport à cet état du lieu, une double opposition manifeste l'irruption de la surmodernité. La surmodernité est « productrice de non-lieux », de ces espaces banalisés que sont les zones nouvelles, les aéroports, les hypermarchés, les centres commerciaux et ces espaces concédés aux rassemblements éphémères et nombreux. Ce sont des lieux à contenu symbolique, identitaire, historique pauvre. La surmodernité est aussi génératrice de mouvement, de circulation rapide : toutes les machines utilisées à réduire le temps des déplacements, à réduire les distances, le révèlent sous cet aspect.

Alors, le réseau se délite à l'espace qualifié, le réseau pour l'homme, l'homme de la ville, l'homme de la rue, le regard, et le voyageur pressé, l'usager d'un espace qui pourrait être reconnu comme « l'archétype du non-lieu ». C'est là que se trouvent les lieux et les non-lieux, dans la réalité concrète du monde d'aujourd'hui.

Il n'en convient pas moins de souligner que les seconds sont ceux où « s'éprouve véritablement la communauté des êtres humains » ; ils légitiment le projet, malgré l'insolite de la formule, d'une « ethnologie de la solitude ».

C'est une « ethnologie de la solitude », rapportée à une histoire urbaine de longue durée, que le sociologue américain Richard Sennett introduit : entre la ville et l'expérience de la « vie », une histoire toutes ses « complexités », entre « dans le lieu », entre l'intérieur – domaine de l'intimité et de la subjectivité – et l'extérieur, domaine de

plus en plus insignifiant, de moins en moins « visible ». Avec l'existence de répondre à deux questions liées : pourquoi les expériences que l'on avait autrefois des lieux semblent-elles « maintenant des opérations mentales » ? Pourquoi crainte de s'exposer, qui multiplie dans nos villes les « neutralisants », écrans opposés à la « transparence du social » ? Ce qui est recherché, c'est l'ensemble des conditions qui ne font plus de la ville une « cage à fer » – image empruntée à Max Weber – emprisonnant la vie moderne.

La quête est aidée, éclairée par une culture multiple, conduite dans les villes du passé et dans celles de la modernité – et notamment New York. Elle est la découverte des lieux de vie quotidienne qui permet le parcours libre, attentif, curieux de tout, des grandes cités. Elle organise des rencontres, elle est à l'origine de textes, celle des gens qui traduisent en paroles leurs pratiques de la ville.

Elle permet d'accompagner Le Corbusier et Fernand Léger lors de leur séjour new-yorkais ; le premier rêve de la ville comme d'un « merveilleux jeu mécanique », d'un « urbanisme lisse », capable d'annuler le temps historique ; le second s'engage dans la vie de la cité, il en accepte « le caractère fragmenté », il y trouve le monde « humano-mécanique » qui paraît à l'origine de son œuvre.

Une morale en compagnie d'Hannah Arendt : découvrir « l'exil obligé de l'homme », à devenir « le citoyen typique » parce qu'il lui faut « mener sa vie en termes plus impersonnels ». Le commerce entre-tenu avec James Baldwin montre com-

ment la ville qui a permis de briser avec rage la clôture de la condition du Noir américain, à se « tourner vers l'extérieur » et de convertir la différence en une stimulation créative. Il s'est exposé afin de pouvoir exister.

C'est là quelques rencontres notoires, parmi bien d'autres. Elles enrichissent une argumentation dont les thèmes majeurs sont : l'opposition à l'intérieur – celui de la vie spirituelle, refuge, foyer, privé – et de l'extérieur – domaine des activités, des pouvoirs, des affrontements et des risques – à travers les « lieux ». Elle est aujourd'hui la « transparence », fréquentée, utilisée mais non maîtrisée ; au vécu, des séparations protectrices ; en « lieux sûrs », qu'elle qu'elle soit, vides, dépourvus d'habitants, propres au contrôle des faiseurs d'ordre.

Parallèlement, Richard Sennett considère l'opposition à l'unité de la diversité, de la ville organisée, centrée, et ainsi plus lisible, et la ville en tant qu'espace, où se concentrent toutes les différences, fragmentées, « cloisonnées », mélangées, « redoublées ». L'architecture unifiante née de la modernité, les technologies et les matériaux propres à la transparence n'ont entraîné l'effacement de l'opposition. Et New York, « ville par excellence », se développe en les maintenant au sein de la ville.

Avec un talent servi par l'érudition et la maîtrise de l'écriture, Richard Sennett relie l'évolution de la culture au regard que l'homme porte sur la ville. Celui des modernes d'aujourd'hui est aveuglé – il ne permet plus de rien voir ni savoir de ceux qui peuplent les villes – et apparaît – il révèle la « vision obsessionnelle » de « s'exposer ». Il faut la vaincre, se tourner vers l'extérieur, ne pas fuir la différence et refaire le confort de l'attachement à ce qui est permanent.

* Signalez aussi : la Formation de l'Europe archaïque, 1000-1500, de Paul M. Hohenberg et Lynn Hollen Lees, PUF, 496 p., 270 F. (le millénaire qui a fait l'urbanisation de l'Europe) ; la Fabrication des villes, de Paul Chaumier (architecte), Éditions de l'Arche, 167 p., 95 F. (la difficulté de « séparer » la ville par la seule architecture, il faut des « géométries ») ; Ville et société, numéro 102 de « L'Esprit du monde ». Rappelez l'ouvrage de Claude Lévi-Strauss consacré à la sociologie de la vie quotidienne : la Société au jour le jour, de De Boeck, 296 p., 980 F. (160 F. environ).

Simone Weil, non-violente absolue

Jean-Marie Muller montre que le refus véhément de la force est au centre de l'œuvre de la philosophe

par Georges Hourdin

SIMONE WEIL
L'EXIGENCE DE LA NON-VIOLENCE
de Jean-Marie Muller.
Éditions ETC, 292 p., 95 F.

Il existe peu d'œuvres écrites par un philosophe contemporain qui aient l'objet d'autant d'amour et d'extase que celle de Simone Weil, morte à Londres en 1943. Une association pour l'étude de sa pensée existe depuis quinze ans (1). Elle publie une revue. Elle réunit chaque année un colloque.

Des centaines de volumes lui ont été consacrés en diverses langues. Il semblait que les participants de ce colloque singulier avaient tout étudié et tout dit. Rien de ce qui est important dans la vie et les écrits de cette philosophe, d'Alain, disparue à trente-quatre ans, ne leur avait échappé ! Et pourtant,

il restait et il reste beaucoup à dire sur elle.

Jean-Marie Muller, non-violent notoire, théoricien raisonnable et presque officiel d'une attitude contestée, publie une Simone Weil qui exige la non-violence absolue, un livre qui est neuf. Il est, en effet, le premier commentaire à avoir systématiquement et de façon de la non-violence chez l'auteur de *Le Pesantier et la grâce* et à lui donner une valeur absolue dans une œuvre incomparable. Et cela en dépit de ce que nous – les vieux disciples amoureux de Simone Weil – avons déjà amoncelé comme recherches. On peut discuter le parti pris de Jean-Marie Muller. On peut penser, comme je le crois moi-même, que la volonté chez l'auteur de *Cahiers* est de travailler à diminuer le monde la somme du malheur humain et aussi significative. Il n'y a pas contradiction. Il y a, en tout cas, enrichissement.

Pour Jean-Marie Muller – et il le prouve – Simone Weil pense que le refus véhément de la violence est ce qui la maintient en mouvement. La violence qui, depuis son enfance, la pousse à protéger particulièrement les faibles et les persécutés trouve sa justification dans le fait que la violence réifie ceux qui la subissent. Elle transforme les êtres vivants de Dieu en choses mortes, en pierres, en victimes immobiles et impuissantes. Il faut absolument bannir l'emploi de la violence.

Simone Weil affirme le caractère mécanique de la violence. « En réalité, dit-elle, l'homme n'est la force et ne la manie jamais en quelque situation qu'il soit. L'exercice de la force est une violence. Elle est un enchaînement de

conditions. » Il n'existe pas de violence absolue, il y a violence et il y a non-violence. Il n'y a pas de place ici pour la pensée et, par conséquent, pour la justice et la prudence. C'est pourquoi les hommes armés agissent durement et follement.

L'originalité du travail réalisé par Jean-Marie Muller est d'avoir montré que cette protestation véhément et continue contre l'emploi de la force par celui qui commande reconstruit toutes les autres prises de position de Simone Weil.

Sur le parvis de l'Eglise

Simone Weil fut d'abord militante syndicaliste révolutionnaire et sans doute communiste. Elle s'est dégoûtée du socialisme après un voyage à Berlin, en 1933, et quelques discussions avec Trotsky. Elle rencontra alors, spirituellement, trois fois le Christ et devint chrétienne. Mais elle refusa toute vie d'Église et la religion catholique. Celle-ci est, en effet, à ses yeux, coupable d'avoir contribué à faire complice de la violence dans l'histoire, notamment en prêchant les vaines paroles. Simone Weil restera donc sur le parvis de la grande Église, au-dessus de tous ceux qui ont été rejetés depuis deux mille ans, sans pratiquer les sacraments, sans que le baptême reçu par elle sur son lit de mort ait un sens profond puisqu'elle ne put ou ne voulut pas communier.

Simone Weil défend la violence absolue, la violence dans une partie de l'Ancien Testament, semblant ainsi antisémite. Elle écrasera de son mépris la grandeur ensablée de l'Empire romain et les conquêtes coloniales de la France qui, les

unes et les autres, livrent à la misère.

A la veille de la seconde guerre mondiale, Simone Weil prend difficilement position contre l'hitlérisme. Elle voit, dans les persécutions contre les juifs allemands, le développement international du conflit. Elle a le sentiment que quarante millions de victimes jeunes qui vont payer le prix. Elle était devant un tel « holocauste ». Elle qui avait méconnu la partie prophétique de la Bible, elle se retourne vers la Bible et la non-violence absolue dont elle cherche à établir la doctrine à travers sa brève expérience de la guerre d'Espagne et sa correspondance avec Bernanos ; à travers, également, l'étude du concept de « non-violence » de Gandhi, dont elle partage la vision. Elle précède ainsi René Girard et son interprétation de la mort du Christ comme étant celle du non-violent absolu dans un monde qui est violent.

Au moment où, dans les empires centraux de l'Europe et sur les bords de la Méditerranée, la violence des hommes s'élève autour de la possession du pétrole ou en raison des vieilles haines, ce livre apporte sinon une explication, du moins un espoir. Il est comme l'indication d'une porte possible de la non-violence absolue, dit-on certains, une position naïve. L'auteur, d'ailleurs, est capable d'en marquer lui-même les limites et les formes qu'elle doit prendre pour se révéler efficace.

(1) Association pour l'étude de la pensée de Simone Weil, Les Buis B. 38, av. Ph. Solari, 13090 Aix-en-Provence.

JO Clartés

MARIE-JOSEPH GUERS

La Fiancée du Nord

368 p., 110 F.

Marie-Joséphine

LA FIANCÉE DU NORD

C'est l'ampleur, le souffle d'un récit emporté, fonctionnant à l'image selon la tradition homérique. Un beau roman, solide, rapide au vent.

Jean David, *Libération*

L'histoire, vivement contée, est pleine de détails en mer insensées, de bagarres, d'orgies.

Françoise Monier, *L'Express*

Marie-Joséphine Guers raconte les foucades, les naïvetés, les sagas.

C'est poétique, c'est gonflé, une giclée de sang frais qui évolue vers la sagesse !

Patrick Grainville, *Figaro*

Une tumultueuse et vibrante saga viking.

François Ducout, *Elle*

Tout cela est très dépayssant et très fort au goût.

Annette Collin-Simard, *Journal du Dimanche*

"La Fiancée du Nord" ne se plus quitter les premières pages. Marie-Joséphine Guers a su concilier le sens de l'intrigue romanesque avec la rigueur de l'évocation historique et la verve de l'épopée.

Bruno Cessole, *Figaro*

GÜTTING

LE PROCÈS de FRANZ KAFKA

192 p., 130 Dess., 132 Frs.

LE MONDE DES LIVRES
HISTOIRE

Le génie et la Révolution

Edouard Pommier analyse le projet culturel révolutionnaire à travers les rapports entre l'idéologie de la liberté et la création artistique

L'ART DE LA LIBERTÉ
Doctrines et débats de la Révolution française d'Edouard Pommier.
Gallimard.
« Bibliothèque des histoires », 304 p., 180 F.

Encore un livre sur la Révolution, après l'avalanche d'ouvrages déclenchée par le Bicentenaire ? Oui, mais pas d'importance quel livre. Il n'a rien d'un écrit de circonstance. Longuement mûri, c'est un ouvrage original qui projette un éclairage nouveau sur la Révolution, sur sa culture politique et sur sa politique culturelle. Livre sur la Révolution, certes, mais surtout un ouvrage sur le destin de l'art et de l'héritage artistique pendant la Révolution.

Edouard Pommier ne nous propose pas une histoire de l'art traditionnelle, et ce n'est qu'occasionnellement qu'il nous parle de tel ou tel tableau ou salon. Il analyse les débats révolutionnaires sur les arts, le « discours artistique » au centre duquel se retrouvent les rapports entre l'idéologie de la liberté et les attitudes devant l'art et le « génie », la création artistique, qui surgissent dans un espace politique nouveau.

De ces débats, il dégage quelques problèmes clés. Quel est l'horizon culturel de la Révolution ? Quel avenir ouvre-t-elle aux arts mais aussi comment la nation régénérée devrait-elle gérer les objets artistiques hérités du passé ? Ce débat, à première vue confus et fragmentaire, Pommier réussit à le conceptualiser, à dégager ses termes et sa logique. Du coup, comme cela arrive dans les grands livres d'histoire, le passé gagne en intelligence, les faits et les textes, oubliés et négligés, commencent à parler, les enjeux enfouis ressortent clairement.

La tentation iconoclaste

Parmi les nombreux protagonistes de ces débats, « artistes », hommes politiques, « philosophes » et critiques d'art, pointent quelques grandes figures : Alexandre Lenoir, fondateur du Musée des monuments français ; Nicolas-Louis François de Neufchâteau, écrivain, ministre de l'intérieur sous le Directoire (ses lettres circulaires sont autant de longues dissertations philosophiques...) ; Antoine Quatremère de Quincy, remarquable critique et historien de l'art, directeur du chantier du Panthéon, royaliste qui, sous la Restauration, devient l'intendant des arts et des monuments publics.

Le discours sur les arts, insiste Pommier, est marqué « par le rapport fondamental qui se retrouve dans tous les aspects de la Révolution : le rapport au temps ». La Révolution se proclame à la fois rénovation radicale et retour aux origines, deux aspects qui se retrouvent dans les concepts clés du discours révolutionnaire : la nation régénérée et l'homme nouveau.

Le calendrier révolutionnaire, qui fait compter le temps à partir du point zéro de l'Histoire qui serait la proclamation de la République, institutionnalise la volonté de rupture irréversible avec le passé et d'ouverture du présent sur une « ère nouvelle ». Le discours sur les arts est également un discours sur la régénération. Fidèle à l'esprit des Lumières, il assimile la liberté au génie. Les arts et la Révolution sont donc portés par la même inspiration, celle de la liberté.

Paradoxalement, la conséquence de cette assimilation est ainsi que de la confiance enthousiaste en « l'ère nouvelle » se traduit aussi, et, dans un premier temps même surtout, par une tentation iconoclaste, le désir d'exercer la violence destructrice sur tous les symboles du passé. Comment une nation régénérée pourrait-elle tolérer les symboles et les valeurs d'un régime qu'elle a combattu ? La nation est ainsi

identifiée, comme le démontre Pommier, à une idéologie autoritaire et impériale de la liberté.

L'enjeu de cette tentation, présente en permanence dans les discours politiques et artistiques, est éternel : que faire avec tous les monuments des « tyrans » hérités du passé comme, par exemple, celui de Louis XIV, érigé à la place des Victoires ? Que faire avec la masse d'œuvres d'art qui sont revenues à l'Etat après la nationalisation des biens du clergé, tous ces tableaux représentant des saints et leurs miracles, autant de « préjugés » ?

A la tentation iconoclaste s'oppose pourtant la hantise de la barbarie, qui apparaît également assez tôt dans le discours révolutionnaire. Au nom d'un art à venir et d'un peuple régénéré, la France ne risque-t-elle pas entre-temps de devenir un pays des Vandales ? Les élites culturelles, imprégnées de l'esprit des Lumières, sont déchirées par cette contradiction entre la liberté protectrice des arts et cette même liberté prosolvant les œuvres du passé, entre le discours tutélaire et le discours destructeur.

Après la chute de la monarchie, quand l'action « purificatrice » s'abat sur tous les « signes de la féodalité », les lys et autres blasons, la tentation iconoclaste semble l'emporter. Mais, par contre-coup, s'anime également la résolution d'empêcher la transformation de la France en un désert culturel. A la question : comment faire une révolution digne d'un peuple éclairé ? la réponse est donc contradictoire. D'une manière saisissante en témoignent les dispositions prises par le pouvoir pour célébrer, le 10 août 1793, le premier anniversaire de la chute de la monarchie : inaugurer solennellement un Musée national au Louvre et, simultanément, procéder à la destruction des tombeaux et monuments funéraires royaux à Saint-Denis.

Edouard Pommier analyse avec finesse comment le choc de ces deux discours débouche finalement sur l'invention d'une attitude nouvelle, devant le passé qui permet de sortir de l'impasse, à savoir sur la dissociation de l'œuvre d'art de l'institution qui en a fait la commande ainsi que des symboles qu'elle véhicule. L'œuvre d'art n'est pas un objet idéologique mais un objet culturel.

La notion de patrimoine

Situées ainsi dans une histoire, les œuvres d'art forment donc un patrimoine national et avec l'invention de cette conception la « régénération » se voit conciliée avec conservation, sous l'égide de la liberté et du génie. Après le 9 thermidor, la sortie de la Terreur va de pair avec l'élaboration de tout un discours contre le vandalisme assimilé au terrorisme. La création, sous l'impulsion de Lenoir, du Musée des monuments français (septembre 1795) et l'énorme succès qu'il a connu expriment peut-être le mieux la naissance d'une nouvelle sensibilité historique et esthétique.

Ce n'est pas pourtant la fin des aventures surprenantes de l'idéologie de la liberté. « Par un prodigieux retournement, l'idéologie de la liberté, après avoir menacé l'intégrité du patrimoine français, puis fait du patrimoine nationalisé un patrimoine national, se prépara à nationaliser le patrimoine des autres pays, au profit de la France. » Si le génie est solidaire de la liberté, alors la patrie de la liberté ne serait-elle pas, tout naturellement, le pays du génie ? Cela laisse espérer qu'une fois la République stabilisée, notamment sur la base de la Constitution de l'An III, les artistes vont produire des chefs-d'œuvre, tout en puisant leurs sujets dans les annales de la Révolution et, tout particulièrement, dans les victoires de la Grande Nation. Mais puisque la liberté est universelle, sa terre n'est-elle pas le pays d'accueil de toutes les œuvres du génie, lui également universel ?

Ainsi, au prix de ce que Pommier appelle une « étonnante manipulation d'histoire », la France a le droit de faire venir chez elle les chefs-d'œuvre de l'étranger, des pays conquis par les armées républicaines, voire libérés par elles. Ou plutôt de les faire revenir, et on n'hésite pas à parler même d'un rapatriement. Des savants et des « artistes » apportent leurs compétences aux généraux pour sélectionner les œuvres à confisquer et assurer leur transport en France dans les meilleures conditions.

L'idée de cet étrange « rapatriement » suscita pourtant de fortes critiques de la part de nombreux « artistes » (même David a signé une lettre de protestation). Le point culminant d'une vive polémique marque la publication, en été 1796, du livre de Quatremère de Quincy, *Lettres sur les préjudices qu'occasionnaient aux arts et à la science le déplacement des monuments de l'art de l'Italie, le démembrement de ses écoles et la spoliation de ses collections, galeries, musées, etc.* (1). Quatremère ne se contente pas de démontrer avec force que la Révolution ne donne pas plus de droits à la France que la victoire militaire ; la politique des saisis n'est qu'une variante de l'esprit de conquête, « entièrement subversif de l'esprit de liberté ».

« Rome à Paris »

Rien n'y fit. Le Directoire couronna la « rapatriement » des œuvres d'art de l'Italie par une grandiose et étonnante Fête des arts et de la victoire, célébrée solennellement les 9 et 10 thermidor an VI (27 et 28 juillet 1798), dont François de Neufchâteau était l'inspirateur et l'organisateur. La fête a joué d'un immense succès ; elle a réuni des foules massées au long des rues et aux Champs de Mars. On y chantait des couplets de circonstance :

*Avec Paul Veronèse,
Le Titien, Raphaël,
Tout peintre, tout grand homme,
A changé de pays.
Rome n'est plus à Rome,
Elle est toute à Paris (bis)*

Le projet culturel révolutionnaire constitue une sorte de « boîte noire » où s'opère la transformation de l'universalisme en nationalisme, de l'esprit de liberté en esprit de conquête, de l'iconoclasme en une conception du patrimoine national. Avec grand talent, dans un beau livre, Edouard Pommier a réussi à décrypter le code culturel selon lequel se font ces transformations.

Bronislaw Baczko

(1) Edouard Pommier a assuré une remarquable édition de cet ouvrage : *Lettres à l'étranger sur le déplacement des monuments de l'art de l'Italie*, de Quatremère de Quincy, Ed. Macula, 1989.

Chez les Vikings

Des pillards sanguinaires aux précurseurs de l'aryanisme il y a un mythe viking. Régis Boyer rétablit la vérité



Enluminure pour « la Sage d'Olaf Trugvason » (Islande).

LES VIKINGS
Histoire et civilisation de Régis Boyer.
Plon, 442 p., 150 F.

« De la fureur des Normands, délivre-nous, Seigneur ! » Cette prière des hommes du neuvième siècle indique un premier versant du mythe viking. Les barbares venus du Nord sont de terribles pillards, instruments de la vengeance de Dieu contre l'humanité pécheresse. Mais il est un autre versant du mythe, plus récent, celui des « fiers enfants du Nord » en qui se cristallisent toutes les rêveries attachées aux héros romantiques. Ce Viking-là a participé à la genèse du surhomme nietzschéen avec les conséquences dramatiques que l'on sait pour le vingtième siècle.

Dans l'image que nous nous faisons des Vikings, il y a toujours une part d'exotisme. Régis Boyer se propose modestement d'informer le lecteur, aussi objectivement qu'il se peut, sur l'histoire et la civilisation de ces peuples qui, incontestablement, ont bouleversé l'histoire occidentale entre 800 et 1050 environ.

Dans ces deux siècles et demi, le phénomène viking fut bien loin d'être uniforme. Des coups de main initiaux aux grands raids danois, en passant par les colonisations systématiques en Angleterre, en Islande, en Normandie ou en Russie, il n'y a pas grande continuité. Les peuples scandinaves, selon qu'ils sont suédois, danois, norvégiens ou islandais, sont bien différents sur le plan ethnique. Dans leur progression, il faut distinguer les raids à grande distance, le cabotage le long des côtes et la longue pénétration depuis l'actuelle Saint-Péters-

bourg jusqu'à Byzance par le réseau complexe des fleuves et des lacs russes.

Mais - et c'est l'apport essentiel de ce livre, - pour comprendre la réussite de l'aventure viking, Régis Boyer nous invite à rencontrer les Scandinaves chez eux, avant leur départ, à explorer leur histoire et leur culture qui sont responsables de leur succès.

Au terme, il peut montrer en quoi les Vikings ont joué un rôle fondamental dans l'Europe du neuvième au onzième siècle. « Ils ont agi, écrit-il, comme des ferment et des révélateurs. »

Un dynamisme conquérant

Sur le plan politique, ils ont créé des Etats nouveaux dans leurs colonies de peuplement d'Islande, du Groenland ou de Féroé. Ils ont permis le développement d'entités originales comme la Normandie bien sûr, mais aussi la Grande-Bretagne et l'Irlande. Sur le plan économique, ils ont développé de nouveaux courants d'échanges, fondés des villes portuaires, mis en relation les régions du Nord avec celles du Sud et fait entrer les pays scandinaves dans le concert des nations européennes. Il n'est pas jusqu'à leurs pillages et aux lourds prélèvements qu'ils imposaient aux populations (les fameux *dane-geld*) qui, en mettant en circulation une énorme masse de métaux précieux, n'aient favorisé les échanges.

« On peut même avancer, écrit Régis Boyer, que les Vikings ont donné à l'Occident le sentiment de son existence en tant qu'entité globale : il fut, en effet, contraint de mettre en place une défense commune et donc de se réorganiser politiquement en inventant des pouvoirs centralisés plus forts. » L'auteur

voit ces pouvoirs se cristalliser en France autour de Paris, en Grande-Bretagne autour de Londres et en Russie autour de Kiev. On hésite à le suivre sur cette voie, même si l'on ne croit plus guère aujourd'hui à l'anarchie féodale qui aurait régné aux dixième et onzième siècles.

Mais c'est en Scandinavie qu'il faut revenir pour mesurer les apports les plus importants de l'expansion viking, pas seulement sur le plan économique, mais sur le plan culturel au sens large : religion, système politique et art scandinaves cessent alors d'être en marge de l'Europe.

Les Vikings de Régis Boyer ne sont plus des pillards sanguinaires ni de grands héros blonds venus régénérer l'Occident. L'auteur vante leur dynamisme conquérant, leur sens de l'organisation et leur remarquable absence de préjugés pour en faire des marchands et des aventuriers particulièrement doués pour le commerce. « Tout bien pesé, ajoute-t-il, l'influence viking n'aura pas été déterminante pour l'Europe centrale et méridionale ; elle a été très vite résorbée en Europe orientale, et finalement assez peu durable en Europe occidentale. »

A force de vouloir détruire le mythe, Régis Boyer en fait peut-être un peu trop. Du moins instruit-il ses lecteurs, comme il est un des très rares savants français à pouvoir le faire, en leur présentant les Vikings de l'intérieur.

Michel Sot

« Deux livres de Régis Boyer sont réédités chez Fayot : *Les Sagas islandaises* (230 p., 130 F.) et *Vikings, la religion des anciens scandinaves* (250 p., 135 F.). Par ailleurs, Marie-Joséphine Gours publie un roman, *Le Flançais du Nord*, situé dans l'Islande du IX^e siècle (Lattès, 366 p., 110 F.).

MANICAMP

MITTERRAND S'EN VA

La semaine sanglante

OLIVIER ORBAN

«Un livre au vitriol qui terrorise la classe politique... un génocide».

Jérôme Garcin - L'Événement du Jeudi

«Le Bébête-show à côté de ce livre, c'est de l'eau de rose».

Olivier Mazerolles - RFI

Qu'est-ce qu'un déporté ?

Annette Wieviorka analyse les représentations de la déportation dans la France de l'après-guerre. Un ouvrage pionnier

DÉPORTATION ET GÉNOCIDE
Entre le mémoire et l'oubli
d'Annette Wieviorka.
Plon, 506 p., 195 F.

Qu'est-ce qu'un déporté ? La question sur laquelle s'ouvre le livre d'Annette Wieviorka paraît surprenante voire un peu provocante au regard de ce que l'on sait maintenant de l'univers concentrationnaire, à partir des témoignages et des travaux historiques. Mais les connaissances, évidences et exigences d'aujourd'hui ne sont pas celles d'hier ; l'histoire ne saurait évidemment les confondre. Dans les années de l'après-guerre, la déportation est d'abord une réalité indistincte. Enjeux politiques et rapports de forces en délimitent les contours, dans le tracé de la Résistance, laissant notamment dans l'ombre et l'oubli le génocide des juifs.

Quand, en 1943, le terme de déportation apparaît de plus en plus fréquemment dans les communiqués de la BBC et dans la presse de la Résistance, il désigne surtout le départ pour le service

du travail obligatoire (STO) en Allemagne, car c'est l'urgence politique et stratégique de l'heure. Alors, résistants arrêtés, travailleurs du STO, passants victimes des rafles de représailles, « droit commun », prisonniers politiques, juifs, tous sont au sens propre, en tant qu'expatriés de force, des déportés, quelles que soient les circonstances de leur départ et leur destin au terme du voyage.

L'horreur censurée

Les mesures qui les frappent ne sont guère perçues dans leur spécificité et renvoient au souvenir de celles de la Grande Guerre, dans le nord de la France particulièrement. Et lorsque l'année suivante, en août 1944, s'installe à Paris le Commissariat aux prisonniers, déportés, réfugiés (transformé en ministère des septennaires), chargé, sous la responsabilité d'Henri Frenay, d'organiser le rapatriement, son premier objectif est de regrouper dans un même souci et sous un même vocable délibérément neutre les « absents », car nul ne doit être stigmatisé ou rejeté.

Il faudra du temps pour distinguer, mesurer, définir ce qu'avait été déporté signifie. Et cette confusion première explique qu'aujourd'hui encore d'anciens requis du STO revendiquent le terme. Au fil d'une étude aussi minutieuse que rigoureuse, Annette Wieviorka montre comment, dans cette période confuse et décisive des années d'après-guerre, la prise de conscience du sort des internés des camps est progressive et limitée. Si le rapatriement des 325 000 prisonniers et 735 000 requis du STO, localisés et recensés, peut être assez rapidement organisé, il n'en est pas de même pour ceux qui furent de surcroît redispersés au cours des terribles évacuations mises en œuvre par les nazis avant la capitulation de l'Allemagne.

Les informations manquent, on ne sait ce que sont devenues les 140 000 personnes déportées de France, parmi lesquelles plus de la moitié étaient juives. L'horreur révélée par l'ouverture des premiers camps est censurée pour limiter l'angoisse des familles, une nécessité légitime derrière laquelle transparait aussi du scepticisme : les atrocités racontées et les chiffres de mortalité seraient exagérés... 40 000 survivants,

dont seulement 2 500 juifs, reviendront peu à peu, par diverses routes, souvent au terme d'incroyables et pénibles odyssées.

Ils sont peu nombreux, ne forment pas un groupe social homogène et moins encore un groupe de pression. La multiplicité de leurs expériences concentrationnaires, la diversité des causes de leur déportation, les difficultés de leur réinsertion concourent au contraire à les isoler. Beaucoup ne se reconnaissent pas dans les diverses associations et amicales et se refusent à assumer une identité de déporté aussi pénible que problématique. Comment, par exemple, revendiquer le fait d'avoir été jeté dans un convoi en tant que juif alors qu'après quatre années d'Occupation et de persécution le retour aux principes républicains et à la plus élémentaire justice implique qu'on ne les distingue plus ? Sur quelle base commune et en quel lieu symbolique unifier une mémoire de la déportation ?

Les débats aboutissent, en 1948, au vote d'un statut des déportés traduisant ces difficultés mais révélant surtout l'importance des thèmes

idéologiques et politiques qui, dans la France des débuts de la guerre froide, se cristallisent sur cette question. Une première catégorie de déportés, dotés du titre prestigieux de résistant, est définie. Les autres, tous les autres, sont désignés en tant que « déportés politiques ». En réalité, ce qui est en cause là, comme dans l'organisation, par les communistes, de grandes commémorations centrées sur Auschwitz, c'est la nature de la Résistance et l'identité de ceux qui l'incarnent. Les institutions juives, elles, restent à l'écart des débats et des cérémonies. La communauté traumatisée se replie et s'abrite sous les valeurs républicaines, « la mémoire juive du génocide est en sommeil ».

La surdité du monde

Cependant, les témoignages sur l'univers concentrationnaire abondent, consignés très tôt, très vite, dans l'urgence. Annette Wieviorka dément de façon très convaincante l'affirmation, devenue lieu commun, sur le « silence des déportés ». Ce « sont les seuls exilés de France du fait du nazisme qui aient produit si rapi-

dement un témoignage de masse ». La première guerre mondiale avait suscité un mouvement analogue, mais alors il avait trouvé un public.

Les déportés, eux, ont affronté la surdité d'un monde qui préférerait oublier leur insupportable souffrance. Certains choisissent de se taire. Les autres affirment souvent que les mots leur manquaient pour décrire ce qu'ils avaient vécu. Ils écrivaient pourtant. L'étude approfondie de ces écrits qui nous est offerte ici enrichit notre compréhension de l'histoire et rend en même temps hommage à l'entreprise et à la volonté de leurs auteurs.

Nous sommes aujourd'hui à l'heure du passage de témoin : celle où l'on peut faire l'histoire des premiers cadres sociaux de la mémoire de la déportation et où les témoignages deviennent matière pour l'historien. Cet ouvrage de référence, fondé sur de très nombreuses sources, est l'illustration pionnière et exemplaire de l'honnêteté et la rigueur intellectuelle comme la précision et la sobriété de l'écriture d'Annette Wieviorka répondent à la fois de l'exigence scientifique et de l'engagement moral.

Nicole Lapierre

Partis frères

L'histoire parallèle et divergente des communistes français et italiens

MAISONS ROUGES
Les partis communistes français et italien de la libération à nos jours
de Marc Lazar.
Aubier, 420 p., 150 F.

« Les Partis communistes français et italien sont comme des frères qui se ressemblent physiquement, ont été éduqués de la même façon et gardent jusqu'à la fin de leur vie un air de famille commun mais que les choix de vie et de carrière éloignent chaque jour davantage jusqu'à se perdre de vue. »

Rien de plus pertinent que cette comparaison que fait Marc Lazar dans le livre qu'il vient de consacrer aux relations entre communistes français et italiens. La comparaison, comme on le sait, n'a cessé de nourrir les réflexions de plusieurs générations d'intellectuels de gauche qui rêvaient de voir le parti français suivre l'exemple de son frère italien.

Et pourtant, pendant vingt ans, de 1944 à 1964 (année de la mort de Togliatti et de Thorez), peu de choses visibles à l'œil nu ont séparé les deux communistes. Même politique de collaboration gouvernementale dans les années de l'immé-

diat-après-guerre et même solidarité avec le camp socialiste dans les années de la guerre froide. En 1956, Togliatti qualifie l'URSS de « société démocratique et socialiste... supérieure par sa qualité aux sociétés capitalistes modernes ». La même année, Thorez, évoquant les traits originaux que pourrait revêtir un socialisme à la française écrivait : « La variété des formes n'a rien à voir avec le contenu de la dictature du prolétariat. Ce contenu est obligatoirement commun. »

Le conflit ou le compromis

Mais il est vrai que l'atmosphère, l'esprit, le discours, n'ont jamais été les mêmes à Paris et à Rome. Et cela pour deux raisons, que rappelle Marc Lazar.

D'abord, la différence des tempéraments nationaux. « La vie politique française est marquée par la place centrale accordée au conflit. » En Italie, on est davantage « porté au compromis, à la conciliation, à l'incessante recherche d'alliances ». D'un côté la tradition jacobine, le goût des heurts frontaux, l'attente des ruptures déterminantes que pourrait permettre la prise de contrôle d'un Etat puissant. De l'aut-

re, la volonté de s'adapter, ne serait-ce qu'au niveau rhétorique, à une société civile qui évolue plus vite qu'on ne l'imagine.

Ensuite, le contraste entre la composition sociale des directions des deux partis. Le PCF demeure ancré dans sa tradition ouvrière. Sur les cinquante-huit dirigeants qui ont fait partie du bureau politique depuis la guerre on ne compte que huit agrégés, sept titulaires de brevet et dix personnes dotées d'un diplôme technique. Aucun agrégé n'a jamais fait partie du secrétariat, même si, depuis 1990, cet organisme comprend un militant passé par l'Université.

En revanche, l'état-major du parti italien est, pour des raisons historiques, dominé par les intellectuels. Sur les quatre-vingt-trois dirigeants ayant appartenu, toujours depuis la guerre, à la direction du PCI, les ouvriers sont au nombre de dix-sept et les « journalistes-publistes » de vingt-sept. Ce qui ne reflète d'ailleurs pas la réalité des deux bases respectives, le PCI ayant un électeur ouvrier plus important que celui du PCF.

Après la mort de Togliatti et de Thorez, les deux partis ont été secoués par les événements de 1968, mais ils ont su traverser l'orage. Plus ils ont cherché à réaliser un certain aggiornamento (eurocommuniste) qui leur a valu une période d'embellie (les années 70). C'est à ce moment que le parti italien a réalisé ses meilleurs scores électoraux, cependant que le français réussissait à se maintenir à un niveau. C'est alors que les deux partis se sont engagés dans les stratégies de transition : « union de la gauche » d'un côté des Alpes, « compromis historique » de l'autre. Or l'une et l'autre de ces deux stratégies ont abouti à des échecs retentissants.

« Les directions des deux partis communistes, note justement Marc Lazar, ont commis des erreurs d'évaluation, l'une envers la démocratie chrétienne, l'autre envers le Parti socialiste... C'est que ces directions - bien davantage la française que l'italienne - n'ont jamais comblé leur retard par rapport à l'évolution de la société et que leurs références téléologiques se sont dissoutes irrésistiblement, « un peu comme dans Fellini Roma, la fresque qu'elle se dissipe au contact brutal de la lumière électrique des archéologues ».

Le parti français s'éveille encore à son destin. Le parti italien en a pris acte et s'aventure dans la voie d'une transformation radicale. La conclusion qu'en tire Marc Lazar à la fin de son ouvrage, très lucide et bien documenté, est qu'il ne peut exister « un modèle de parti communiste réformé, démocratique... et victorieux ».

Gilles Martinet

Eduquer les autistes

La psychologie triviale d'Uta Frith face à l'analyse de l'univers psychique de deux enfants par Denys Ribas

L'ÉNIGME DE L'AUTISME
d'Uta Frith.
Traduit de l'anglais par Ana Gerschenfeld
Odile Jacob, 318 p., 160 F.

UN CRI OBSCUR
L'énigme des enfants autistes
de Denys Ribas.
Calmann-Lévy, 224 p., 92 F.

A la bonne heure ! Les lecteurs du livre d'Uta Frith auront la prime d'une réponse à « l'énigme de l'autisme » puisqu'ils apprendront, page 115, que « l'autisme est sans nul doute une maladie d'origine biologique, provoquée par un dysfonctionnement organique ». Voudraient-ils, d'aventure, en savoir un peu plus sur ce dysfonctionnement ? Qu'ils sautent à la page 305 où ils liront que « l'autisme est un handicap mental particulier, dû à des anomalies du développement cérébral ». Bigre ! Voilà qui ouvre à la science des perspectives immenses. Mais certains esprits chagrins estimeront peut-être que cette réponse est un peu courte et l'énigme de l'autisme encore un peu épineuse.

Ils seront sans nul doute comblés lorsqu'ils apprendront, à la page 293 que « de nombreux chercheurs seraient d'accord pour dire qu'une dysfonction du traitement de l'information intervient dans l'autisme » mais que Uta Frith se distingue entre tous en affirmant que « la dysfonction n'affecte qu'un processus central et un seul : le savoir l'insigne de cohérence ». Devant cet instinct de cohérence, il revient certains souvenirs concernant la vertu dormitive de l'opium...

Cessons de rire ! Il y a quelque chose d'effrayant dans ces affirmations et dans le livre auquel elles sont empruntées : l'absence complète de prise en charge de l'univers psychique dans lequel

les autistes se meuvent. Tout se passe comme si d'avoir dit que l'autisme résulte d'un dysfonctionnement du traitement de l'information autorisait à tenir pour absolument insignifiante la douleur psychique et pour inutile tout essai pour déchiffrer le monde intérieur des malades.

Il est parfaitement possible qu'en effet l'autisme soit la conséquence d'une anomalie dans le développement cérébral. Mais, d'une part, une telle affirmation n'a aucune portée si elle n'est pas accompagnée du commencement de l'administration d'une preuve expérimentale, d'autre part, elle ne dispense pas de se demander ce qui se passe dans l'esprit des malades. Si des ordinateurs étaient atteints d'un déficit central, mais encore inconnu, du traitement de l'information, ils donneraient lieu au même livre que celui écrit par Uta Frith.

Une thérapie longue et précaire

D'ailleurs, les autistes ont-ils une âme, ou, pour le dire en grec plutôt qu'en latin, un psychisme ? On en aurait douté si, à point nommé, ne paraissait le livre de Denys Ribas, psychiatre et psychanalyste spécialisé dans le traitement d'enfants autistes dans un hôpital de jour. Lui, en revanche, ignore l'origine de l'autisme infantile. Cela tombe bien ; et on préfère cette ignorance au savoir d'Uta Frith. Un cri obscur ne prétend pas offrir une théorie nouvelle de l'autisme, et Denys Ribas accepte de se ranger sagement sous la houlette de quelques auteurs dont il expose les vues et dont il dit l'intérêt et les limites.

On lira donc ce livre non pour une théorisation, qu'il n'offre pas, mais pour une analyse fine et généreuse de l'univers psychique de deux enfants autistes, suivis par lui pas à pas jusqu'à l'âge de huit ans. Pourquoi huit ans ? Parce qu'après ces enfants doivent être pris en charge par une autre institution.

Ce livre retracerait donc, pour l'essentiel, la thérapie - mais oui - de deux enfants. Car il se peut que les autistes soient atteints d'un déficit dans leur instinct de cohérence, mais enfin Lili et Fabien traités par Denys Ribas dans une thérapie longue, précaire et difficile, sortent autrement qu'ils n'y étaient entrés, ayant notamment accédé, sinon toujours au langage, du moins à une communication non verbale et à la compréhension des propos de leurs parents. On ne peut tenir ces résultats pour insignifiants

que si l'on est capable d'en faire valoir de plus notables.

Avec mesure, Denys Ribas se démarque ainsi de la théorie, fort en vogue actuellement, et à laquelle se range faute de mieux Uta Frith, selon laquelle une éducation appropriée doit remplacer la psychanalyse, réputée inopérante. On sait quelle est l'origine de ce débat et les raisons de sa violence : pour avoir à tort « culpabilisé » les parents, Bettelheim et sa théorie devaient être rangés au placard et n'en plus sortir.

Il y avait de l'outrance chez l'auteur de la *Forteresse vide* et Denys Ribas en convient. Mais est-ce une raison pour jeter « le bébé avec l'eau du bain » ? D'ailleurs, demande-t-il avec raison, avez-vous jamais essayé de rendre coupable quelqu'un qui ne ressent aucune culpabilité ? Si Bettelheim et ses émules méritent un reproche, ce n'est pas d'avoir créé une culpabilité « mais d'avoir entériné peut-être trop celle éprouvée par les parents ».

Eduquer les autistes ? Pourquoi pas, répond Denys Ribas, mais à condition que soit maintenue en même temps une approche respectueuse du fait psychique. Les psychanalystes ont acquis, sur les mécanismes psychiques, quelque savoir depuis un siècle, et il vaudrait la peine de ne pas tirer un trait sur leur compétence, au moins pas qu'une autre ne la remplace. Sinon on est conduit à une psychologie plutôt triviale, comme celle d'Uta Frith qui écrit, sans rire, que l'enfant autiste doit être aimé et placé dans un environnement structuré car « cela ne peut être que bénéfique ».

Certes.

François Azouvi

1991 DE L'EST A L'OUEST LES NOUVEAUX DÉFIS



LE JOURNAL DE L'ANNÉE, ÉDITION 1992 :
En un seul volume, tous les événements de l'année 1991.
225^e en librairie
Larousse Le Monde
12 MOIS D'ACTUALITÉ, 1 AN D'HISTOIRE

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE Larousse 18)
LE MONDE DU LIVRE
80 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

Gilles Martinet

LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU

Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES. LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION, LIBRAIRIES. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à :

LA PENSÉE UNIVERSELLE
115 boulevard RICHARD LENOIR
75040 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 97 74 74

Cheque de 1000 F par chèque de 400 F de la loi de 11.03.57 sur la propriété intellectuelle.

كتاب من الشهر

Quelques manières de faire de l'histoire

Traductions, rééditions : quelques éditeurs se battent encore pour l'histoire de l'art

COURRIER DADA

de Raoul Hausmann.
Nouvelle édition augmentée,
établie et annotée par Marc Dachy,
Ed. Allia, 240 p., 240 F.

PIERRE BRUGEL L'ANCIEN

de Max Dvorak.
Traduit de l'allemand
par Ernest Kluver,
Gérard Monfort Editeur,
82 p., 110 F.

L'ATELIER DE FERRARE

de Roberto Longhi.
Traduit de l'italien
par Claude Lavirot,
Gérard Monfort Editeur,
220 p., 341 F.

Evidence, mais mystérieuse : en France, l'histoire de l'art développe ses catalogues d'ouvrages disponibles, comme l'on dit, essentiellement grâce au labeur de petits éditeurs acharnés. Les « grandes » maisons, grandes par leur taille s'entend, hors quelques beaux livres en décembre, délaissent avec un bel ensemble les arts et leur étude. A qui leur en fait grief, elles ne manquent pas d'objecter de pointilleux calculs de rentabilité et le très faible nombre de lecteurs que des ouvrages de ce genre tentent.

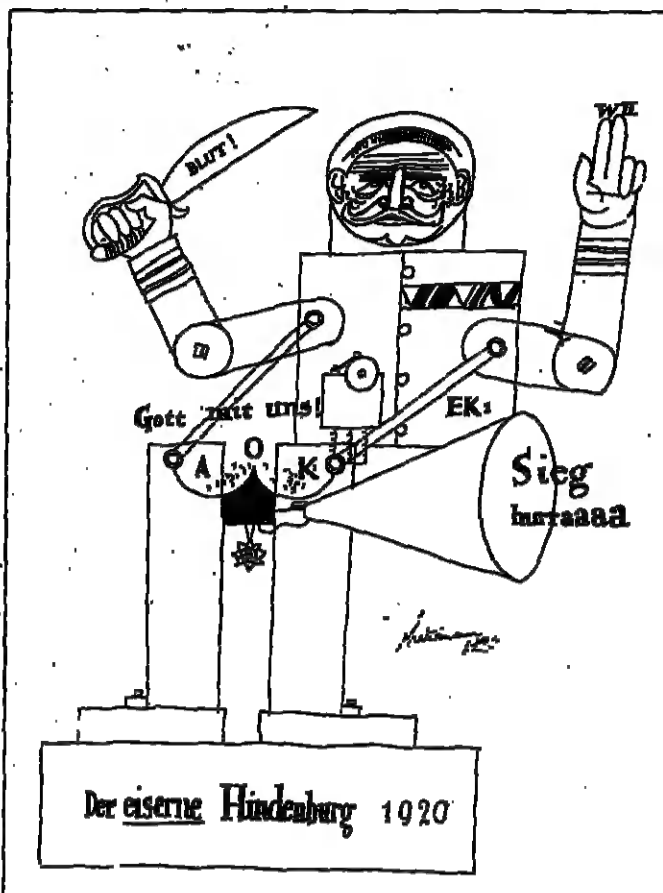
Il se peut que ces arguments ne soient pas de simple commodité. On aimerait comprendre cependant pourquoi un éditeur établi à Saint-Pierre-de-Salerno, par Brionne, arrondissement de Bernay, département de l'Eure, peut réussir ce que n'essaient pas ceux

de ses confrères qui exercent rue Racine ou rue Sébastien-Bottin. On aimerait comprendre pourquoi, aujourd'hui, les meilleurs éditeurs de textes en histoire de l'art — de textes et non d'images, car ces dernières ne sont pas toujours aussi nécessaires qu'on feint de le croire — sont des artisans aux moyens modestes, qu'il s'agisse de Gérard Monfort, de L'Echoppe, des éditions Macula ou des éditions Allia.

Le *Courrier dada* de Raoul Hausmann que publient ces derniers est un parfait exemple d'une telle politique. La première édition de ces souvenirs d'un révolté avait paru en 1958 et n'avait pas été réimprimée depuis quoiqu'elle raconte en détail et avec assez d'ironie les aventures du dadaïsme dans l'Allemagne et l'Autriche vaincues de 1918, les conférences qui tourment à l'émeute et les mystifications complétées par Hansmann, Baader et Huelsenbeck. Arp, Schwitters, Grosz et jusqu'à Max Ernst tiennent aussi un rôle dans cette bouffonnerie nihiliste, détails qui ajoutent à l'intérêt de l'ouvrage et incitent le lecteur à pardonner à Hausmann l'insistance qu'il met à se portraiturer en maître à penser et en chef de file.

Ces mémoires, Marc Dachy, auquel rien de ce qui est dada, pré-dada ou post-dada n'est étranger, en a établi désormais une version définitive, qu'il a augmentée de manifestes peu connus, de documents historiques, de notes, d'une chronologie et d'une bibliographie. Beau et pieux labeur.

Gérard Monfort s'aventure



Raoul Hausmann : «Hindenburg de fer»

plus volontiers dans l'art ancien et chez les savants de la première moitié du XX^e siècle. Ces traductions joignent ainsi l'intérêt historiographique à l'intérêt simple-

ment historique. Cet opusculé de 1921 peut assurément se lire pour la rigueur de ses analyses stylistiques et ses recherches d'attribution — quelles que soient les découvertes plus récentes. Il peut se lire encore comme une leçon d'intelligence de la peinture.

Si érudite que soit Dvorak, il ne se satisfait pas de son érudition. En Brugel, il ne voit pas seulement un praticien mais un moraliste. A l'idéalisme platonicien et au chic maniériste de ses contemporains italiens, il oppose son obsession du réel.

Dans un paysage idyllique à la manière vénitienne, il place, non point des nymphes ou des allégories propres, mais des aveugles qui titubent vers un fossé — « petit épisode pathétique », « fait isolé, sans importance, (qui) devient l'image du destin, auquel personne ne peut échapper et auquel l'humanité toute entière est aveuglément soumise ». Ces lignes concluent un parallèle des *Aveugles* et du *Jugement dernier* de Michel-Ange. Voilà de l'histoire de l'art comprise et pensée largement. Bien des contemporains devraient s'en inspirer.

L'Atelier de Ferrare de Longhi est à l'opposé : une étude admirablement minutieuse, un travail d'archives et d'attributions qui ne regarde guère plus loin que son fragment de prédelle, mais le regarde en expert. C'est une autre manière de faire de l'histoire, plus étroite mais nécessaire pour que d'autres, à la Dvorak, puissent déduire, de ces sommes de détails, des constantes et des idées esthétiques.

Philippe Dagen

Livres en cendres

L'AUTOPOURTRAIT DIT « DE DORDRECHT »

d'Anne Béis.
Préface de Pierre Vidal-Naquet.
Quai Voltaire, 104 p., 85 F.

Une catastrophe a ruiné l'humanité, ses bibliothèques et ses musées. Après le désastre, des archéologues désespérés organisés en une sorte d'ordre monacal s'appliquent à reconstituer ce qui peut l'être. Ils composent de mémoire des cartes de géographie et des sommes savantes. A l'aide de menus fragments, de quelques livres intacts et de vestiges dispersés, ils s'efforcent de restaurer les sciences et les arts.

Sur ce motif, Anne Béis, elle-même historienne de la musique grecque antique, a écrit un conte philosophique fort habile. Elle y tient le rôle de l'une de ses vestales de la connaissance qui s'efforcent à reconstituer et à comprendre un tableau, l'autopourtrait de Jacob Cornelisz Van Oosteraem, qui aurait été peint au XVI^e siècle et conservé, avant le désastre, par le musée de Dordrecht.

Elle se fonde sur ses souvenirs, naturellement incertains, sur des bribes de notes et sur quelques documents disparus, ce qui reste de sa bibliothèque. Au moyen d'hypothèses incertaines, de déductions passablement douteuses, de parallèles peu rigoureux, elle prétend analyser la peinture afin de la tirer du néant auquel sa destruction semblait la condamner.

Pour l'historienne devenue romancière, l'occasion est belle d'exercer ses raisonnements chers à sa discipline, elle imite le style sentencieux et pesant habituel dans les sciences dites humaines, elle procède à des démonstrations de plus en plus hasardeuses et finit par passer à la folle douce. C'est de l'érudition décaisée pour le plaisir de l'érudition, ou de sa répétition, une rhapsodie incohérente de fragments collés ensemble avec une fausse logique.

Simple exercice de style que ce court roman ? On y verrait plutôt le sens désespérément présenté de l'histoire telle qu'elle se pratique et telle qu'elle se pratique dans les revues, omise de références, chamarrée de citations. On y verrait aussi, motif plus sérieux encore, la dénonciation des faux savoirs, des histoires truquées et « révisées », de leurs spéculations et de leurs affirmations sans preuves, et d'autant plus périlleuses que moins prouvées.

On aimerait que ce livre ne se perde pas, noyé dans le flot des récits pâtres et sentimentaux qui font l'ordinaire de la production contemporaine. Un roman intelligent, un roman qui ne tienne pas l'idée pour inutile et la connaissance pour encombrante, c'est si rare... Ph. D.

Une femme en Egypte

Les souvenirs de l'égyptologue Christiane Desroches-Noblecourt

LA GRANDE NUBIADE

de Christiane Desroches-Noblecourt.
Stock/Perroud, 339 p., 160 F.

REGARDS SUR UNE PYRAMIDE

d'Audran Labrousse et Patrice Cornon.
Ed. Dis Voir pour la Fondation Electricité de France, Edition trilingue français-anglais-arabe, 139 p., 295 F.

L'EGYPTE RESTITUÉE

Sites et temples de Haute-Egypte
de Sydney Aufrère, Jean-Claude Golvin et Jean-Claude Goyon.
Ed. Errance, 270 p., 290 F.

Christiane Desroches-Noblecourt s'est consacrée à l'égyptologie dès sa dix-huitième année. Il faut lui rendre hommage : en 1933, il n'était ni courant ni facile pour une jeune fille de bonne famille d'abord de faire des études après son bac — déjà rare, — ensuite de se spécialiser dans une discipline aussi bizarre que l'égyptologie, enfin d'aller sur le terrain en partageant le travail et les conditions de vie de collègues hommes, peu enthousiastes il faut le dire.

Ses débuts, Christiane Desroches-Noblecourt les raconte avec humour dans son livre de souvenirs *La Grande Nubade, le parcours d'une égyptologue*, qui, Dieu merci, raconte bien autre chose que le sauvetage des monuments de Nubie. Même si, sans elle, ceux-ci auraient disparu sous les eaux du lac Nasser, lac de retenue du Haut-Barrage d'Assouan.

En 1937, première mission — bénévole — en Egypte en prenant un train, un bateau et un autre train. « J'avais fait à mes parents deux promesses... Tout d'abord de voyager en première classe, afin d'éviter de « mauvaises rencontres » et puis de toujours porter, en Egypte, le casque colonial. » Christiane Desroches (pas encore Noblecourt) a été une fille obéissante : on le voit sur les photos in situ anciennes qui illustrent son livre.

La première mission a été consacrée à des fouilles en Haute-Egypte. C'est un peu surprenant,

mais sans plus. L'année suivante, Christiane Desroches revient en Egypte en tant que membre de l'Institut français d'archéologie orientale (IFAO) du Caire. Pour les cinq jeunes hommes pensionnaires de l'IFAO, c'en est trop : « Il était impossible qu'une femme puisse vivre sur un chantier de fouilles où les conditions d'existence seraient trop dures pour son frêle organisme — mais surtout puisse appartenir à leur cénacle. Ils vinrent en délégation demander tout bonnement au directeur de l'IFAO d'annuler ma nomination... »

Les scorpions et les ministres

Christiane Desroches-Noblecourt n'a pas oublié cette réaction « macho » : au fil de son livre, elle prend un malin plaisir à souligner qu'elle est pratiquement

toujours en bonne santé, elle, alors que ses collègues masculins sont malades ou au moins souffrants.

Et Dieu sait s'il lui a fallu une bonne santé pour travailler sur le terrain — même en été — depuis plus de cinquante ans ; pour secouer l'apathie de l'administration égyptienne et aussi celle de l'administration française ; pour mener à bien sa tâche de conservateur au — puis du — département des antiquités égyptiennes du Louvre ; pour faire prendre en charge par l'UNESCO et la communauté internationale la sauvegarde des monuments de Nubie ; pour présenter à Paris une partie des trésors de Toutankhamon ; pour prendre, pendant la guerre, une part active dans la mise à l'abri des trésors des musées français et dans la résistance.

Christiane Desroches-Noblecourt, « faible femme » par définition, n'est sûrement pas une

femme timorée. Les scorpions n'ont pas l'air de l'impressionner. Les ministres, qu'ils soient français ou égyptiens, non plus. Pas plus que les lourds mécanismes administratifs, les guerres, les révolutions, les chausse-trappes mises sous ses pieds, notamment par ses collègues britanniques, les équipes de dizaines d'ouvriers égyptiens.

Christiane Desroches-Noblecourt a eu, incontestablement, une vie exceptionnelle et passionnante. Elle a eu l'occasion de rencontrer des gens hors du commun, soit par leur célébrité, soit par leur dévouement à l'égyptologie et aux Egyptiens. Et elle raconte bien tout cela, avec humour, parfois avec des piques. Elle sait aussi se souvenir avec émotion, avec affection — sans oublier la malice — de ses « grands anciens », tels Gustave Lefebvre ou le chanoine Etienne

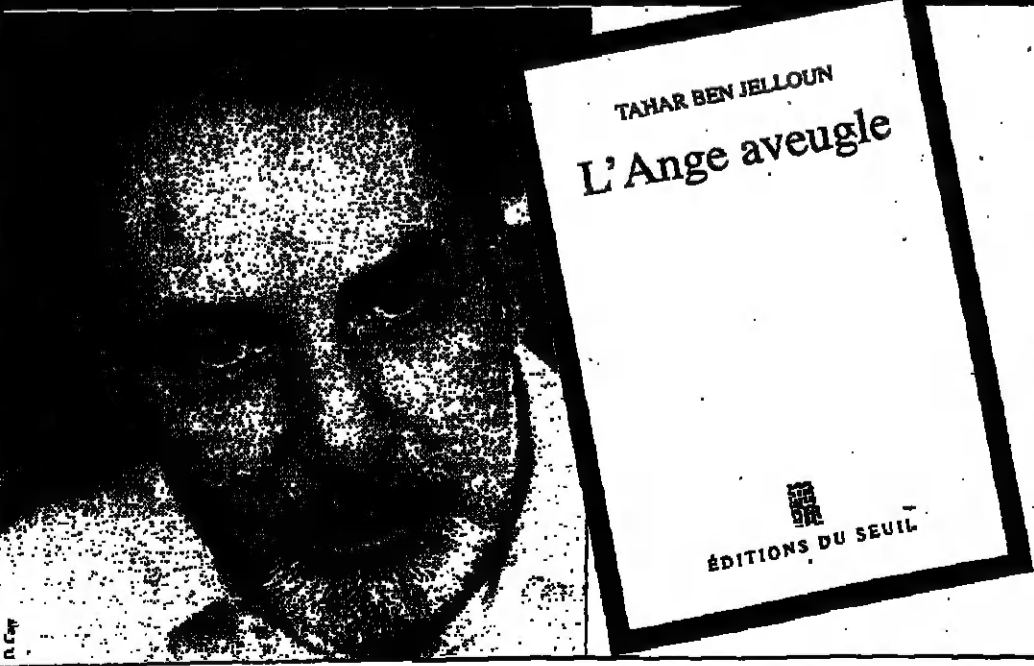
Drioton, auxquels elle reconnaît devoir tant. Quand on referme *La Grande Nubade*, on est vraiment convaincu que « ce que femme veut, Dieu le veut ».

Très différents sont *Regards sur une pyramide*, d'Audran Labrousse et Patrice Cornon, et *L'Egypte restituée, sites et temples de Haute-Egypte*, de Sydney Aufrère, Jean-Claude Golvin et Jean-Claude Goyon.

L'un et l'autre sont, certes, de superbes albums de photos et de dessins accompagnés des textes idoines. Mais ils sont aussi la démonstration de ce que les techniques ultra modernes d'informatique et d'imagerie assistée par ordinateur peuvent faire, grâce au mécénat technologique et scientifique d'Electricité de France, pour dessiner et ainsi montrer ce qu'étaient des monuments égyptiens du temps de leur splendeur.

Yvonne Rebeyrol

TAHAR BEN JELLOUN



Tahar Ben Jelloun a mené en Sicile une enquête implacable. Il en a rapporté un livre envoûtant.

France Huser / *Le Nouvel Observateur*

Tahar Ben Jelloun, plus que jamais fidèle à son combat contre l'injustice, a su, en alliant dénonciation et poésie, donner un souffle rude, une beauté âpre à ces tableaux du crime. Jean-Noël Pancrazi / *Le Monde*

La subtile générosité de Tahar Ben Jelloun est dans chaque portrait, sans concession.

Michel Caffier / *L'Es républicain*

Beau livre, fort et juste, sur un sujet, ô combien ingrat et, en somme, peu traité. Jean-Didier Wolfromm / *Vogue*

Editions du Seuil

LE MONDE DES LIVRES
LETTRES ANGLAISESAU FIL DES LECTURES
par Florence Noiville

Les bavardages d'Elizabeth Bowen

Du meurtre considéré comme l'un des beaux arts : tel pourrait être le titre de l'un de ces *Petits bavardages sans importance*. Qui dirait avec plus de grâce qu'Elizabeth Bowen la volupté de contempler un corps gisant au soleil, la plaisir satisfait d'essayer la lame d'un poignard africain avec une touffe d'herbes, d'en éparpiller chaque brin, puis de tremper ses mains dans une citrouille, et d'admirer « le rouge tournoyer dans l'eau avant de se dissoudre... » ? (J'ai quelque chose à vous dire).

Tout l'art d'Elizabeth Bowen (1899-1973) consiste à peindre, avec ce même mélange de minutie et de détachement, de cruauté et de poésie, la subtilité des relations sociales, à en montrer les silences et les interstices (la *Confidence*, à décrire la complexité torseuse ou la perversité des âmes (Toussaint, la *Contessine*), à déboucher les passions qui frémissent sous la chape des conventions (Babilages)... sans résister au plaisir bien anglais de distiller ça et là le mystère inquiétant (Anne Lee), ou les histoires de fantômes (Rosas sub-pines).

« C'est [...] le mystère individuel inexprimé qui [me] passionne et [me] pousse à écrire », explique Elizabeth Bowen dans une lettre à V. S. Pritchett. Ces neuf nouvelles, qui s'échelonnent de 1923 — dans son premier recueil de nouvelles, *Encounters* — jusqu'à 1944, montrent à quel point, par l'acuité de ses descriptions psychologiques, par le jeu raffiné de sa sensibilité et de son imagination, l'art d'Elizabeth Bowen, parvenu à maturité, s'apparente à celui des plus grands : Jane Austen, Henry James, Virginia Woolf...

► *Petits bavardages sans importance*, d'Elizabeth Bowen, traduit de l'anglais par Françoise Brodsky, Complexe, 128 p., 99 F.

Les sourires en coin de Penelope

Délicieuses vieilles anglaises ! Éternelles adolescentes, capricieuses et autoritaires, dogmatiques, possessives, obstinées, castratrices, pères de privilèges, ne s'intéressant à rien sauf à elles-mêmes et à la rubrique nécrologique du *Times* : ainsi se dessine la personnalité de l'une d'elles, la charmante Dorothy Glover, sous la plume impitoyablement caustique et spirituelle de Penelope Lively. De quoi dissuader toute femme de devenir un jour mère. Car ce qui apparaît en creux au fil de ces quelques quatre cents pages, c'est l'empreinte indélébile laissée par cette « pauvre chère vieille maman » sur ses deux filles, Helen et Edward, cinquante-neuf ans, repliés sur eux-mêmes, et qui tentent en vain de se prendre au rêve d'une existence autonome. Hélas ! Croyaient-ils s'en débarrasser en l'enterrant des premières pages ? Même morte, leur mère exerçait une influence. « Absente, elle commandait toujours... »

Avec un délicieux sourire en coin, Penelope Lively joue des apparences-disparitions réelles ou symboliques de la mère abusive : « Elle occupait le vide noir près de l'évier », elle surgissait dans le volume de sa fille pour lui signifier qu'elle avait maintenant cinquante-deux ans, qu'elle n'était pas une beauté (...), qu'elle ferait mieux de retrouver ses esprits — et d'oublier ce Giles Carnaby, ce notaire « stupide » dont elle s'était puérilement éprise.

Souvenirs d'enfance, querelles d'héritage, conseils et histoires de famille sont décrits avec le même réalisme ironique. S'y ajoutent un savoureux soupçon d'exotisme — Giles aime l'opéra et les puddings géants, vote libéral, ne trouve rien d'intéressant à Picasso et ne désiste pas le jardiage... Dès pipés, mères sacrément triomphantes, héros victorieux, inséparables à la vie et à la mort : Penelope Lively, acuriert sous cape et avec le talent qui s'exprime dans *Serpent de lune*, (Booker Prize 1987), continue de faire rouler allègrement l'interminable cerceau des jours.

► *Le Cerceau des jours*, de Penelope Lively, traduit de l'anglais par Raymond Las Vergnas, Denoël, coll. « Empreinte », 368 p., 143 F.

Drôles de tropiques

Barbara Pym montre qu'il n'est pas besoin de changer de climat pour devenir ethnologue

MOINS QUE LES ANGES

de Barbara Pym.
Traduit de l'anglais
par Sabine Porte,
Christian Bourgois, 306 p., 130 F.

En 1955, Barbara Pym était un auteur heureux. Mais si ses romans publiés par Jonathan Cape remontaient un succès régulier, ils ne lui permettaient pas d'abandonner son travail de secrétaire de rédaction à l'Institut d'études africaines de Londres. Du reste, l'aurait-elle seulement voulu ? Son environnement professionnel était une mine pour ses romans. Elle situe en effet *Moins que les anges* dans le milieu qu'elle fréquente quotidiennement. Ce n'est ni la première, ni la dernière fois. Mais elle décide ici de comparer ouvertement, et bien entendu sur le mode comique, l'anthropologie africaine et l'étude sociale de la petite-bourgeoisie intellectuelle anglaise.

Les bantoues de Londres valent bien les tribus soudanaises. La nuit de la conspiration des poudres, prétexte à des feux de joie comme notre nuit de la Saint-Jean, est un rite propitiatoire ou d'exorcisme qui n'a rien à envier aux danses tribales. Les tantes anglaises méritent la même attention que les lignées collatérales dans les clans de la brousse. Il n'est pas nécessaire de changer de climat pour devenir ethnologue.

En faisant de ses héros et de ses héroïnes des anthropologues, Barbara Pym décide de rendre explicite une métaphore qui parcourt avec légèreté son œuvre. Ce roman est le plus drôle, le plus représentatif de l'ironie de l'écrivain, mais c'est, caractéristique plus maitennue de la part de Pym, le plus cynique. Elle y décrit avec désabusement, elle, éternelle vieille fille qui n'aura connu que des passions impossibles pour des homosexuels, les rapports diffi-

ciles des hommes et des femmes à travers deux types de personnages féminins qui reviendront souvent dans ses romans. L'une, toute jeune étudiante sans grande beauté et sans profonde lucidité, tombe dans tous les pièges de la naïveté. L'autre, romancière plus mûre et mieux aguerrie, sombre dans le défaut inverse du désenchantement. Toutes deux aiment le même homme, séduisant, faible et volage qui, on n'en croit pas ses yeux tant ce drame est incongru chez Barbara Pym, va trouver la mort en Afrique.

Il est évident que Barbara Pym effleurait avec sa touche rieuse et discrète un thème délicat de sa vie. Mais comme toujours, jusqu'au merveilleux *Quarant d'automne* (1) par lequel se conclut son œuvre, elle préfère le rire franc à l'apitoiement maigre, même si elle parseme son livre de petites remarques douces-amères ou pince plus de gravité : « En dépit des divers masques dont nous l'affublons, la vie est une tragédie que seuls les très jeunes et les vieux sages savent affronter d'un regard clair et serein. » Il est vrai que cette notation vient à propos d'un respectable ethnologue revenu d'Afrique qui, pour la plus grande honneur de ses voisins bantous, n'hésite pas à porter, la nuit dans sa chambre vivement éclairée ou dans son jardin, de terrifiants masques africains.

Jane Austen, les poètes d'inspiration religieuse, Proust lui-même, Thomas Hardy, font de brèves apparitions telles des « participations exceptionnelles » dans ce mélancolique exemple d'*understatement*. Mais de même que son personnage de romancière préfère, tout compte fait, les « petites joies de l'existence » aux « événements majeurs », allant jusqu'à proposer à ses lectrices des « cocktails bon marché » plutôt que de leur confier ses malheurs sentimentaux, de même Barbara Pym se détourne pudiquement de ses propres désillusions et

décrit minutieusement le train-train dérisoire de nos accommodements, de nos petites, de nos rituels confortables, dans un grand éclat de rire.

René de Ceccatty

(1) Christian Bourgois, repris en 10/18.
* Signalez la parution en italique d'une œuvre d'abandonnée (Bourgois).

Un lied
d'Elisabeth Russell Taylor

DEMAIN,
d'Elisabeth Russell Taylor.
Traduit de l'anglais
par Marie-Pierre Bay,
Denoël, coll. « Empreinte »,
192 p., 120 F.

On songe parfois à Stefan Zweig à la lecture d'Elisabeth Russell Taylor. La construction y invite — tout un roman préparant à une rencontre manquée — mais aussi la description de la passion, « l'émotion au fond d'un cœur se tortillant à l'abri des sens », la vie cachée », écrit Romain Rolland à propos des nouvelles de Stefan Zweig.

Juive allemande, Elisabeth Denzinger tenta seule de survivre à son passé : la guerre, la disparition de Daniel, son premier amour, et l'arrondissement de sa famille dans les camps nazis. Aujourd'hui, elle, chaque année sur l'île de Mon, au Danemark, dans une pension de famille qui avait été la maison de son enfance. Non seulement pour raviver les bonheurs d'une adolescence passée à parcourir cette

DEUX MONDES
ET LEURS USAGES

d'Ivy Compton-Burnett.
Traduit de l'anglais
par Gérard Joulé,
L'Age d'homme, 250 p., 120 F.

Mieux vaut ne pas se demander où nous sommes, quand nous nous trouvons embarqués dans un

terre en compagnie de Daniel ou pour se remémorer les paroles de *Morgen*, ce lied de Strauss si plein d'espoir qu'elle écoulaient à la veille du désastre, mais aussi par fidélité à l'engagement qu'elle avait pris de se retrouver sur leur île chaque été. Au bout de quinze ans pourtant, Daniel n'est jamais réapparu.

Le second roman d'Elisabeth Russell Taylor est un instant de vie — à peine une semaine — d'où surgit le drame d'une existence broyée par l'histoire. L'émotion naît du dépeuplement, la force, de l'absence d'effet. Et malgré le tragique du dénouement, on garde en mémoire les eaux vertes et plombées de la Baltique, les tendres nuances du paysage danois, quelque chose de pur et d'immuable dans cette nature scandinave, modeste rempart contre l'insupportable barbarie humaine. « Sans au-dessus de tous nos sens », disait Zweig. « *Morgen wird die Sonne wieder stehen* » (« Demain, le soleil brillera de nouveau »).

FL. N.

Les eaux troubles de la Tamise

Le sens du mystère de Sarah Dunant, Ruth Rendell et Helen Simpson

LA NOYADE
DE POLICHINELLE

de Sarah Dunant.
Traduit de l'anglais
par Augustine Mahé,
Calmann-Lévy, 271 p., 110 F.

HEURES FATALES

de Ruth Rendell et Helen Simpson.
Nouvelles traduites de l'anglais
par Christine Leroy-Battistelli
et Yves Sarda,
Denoël, 262 p., 95 F.



Sarah Dunant : un ton allégre et mordant.

« J'ai toujours cru davantage au libre arbitre qu'à la destinée », dit l'héroïne de Sarah Dunant dans le second livre (1) de cet auteur publié en français, un roman policier comme le précédent, qui débute par un meurtre et mène habilement à l'enquête et au suspense considérations psychologiques et réflexions sur l'époque contemporaine. La destinée, sous la forme de quelques coups de théâtre, interviendra pourtant dans le fil d'une histoire dirigée davantage, il est vrai, par les choix et l'obstination de la narratrice, qui est aussi le personnage principal.

Hannah Wolfe, un détective privé qui fut attiré par le marxisme et le mouvement hippy, a gardé de ses pérégrinations l'espoir de changer le monde, tout au moins celui de connaître la vérité dans les cas dont elle s'occupe. C'est pourquoi, lorsque la police, qui enquête sur la mort d'une jeune danseuse trouvée évanouie de huit mois dans les eaux troubles de la Tamise, conclut au suicide, Hannah Wolfe refuse cette conclusion. Bien sûr, au cours d'une enquête qui la mènera à affronter un homme d'affaires riche et puissant, elle va quelque peu s'identifier à la jeune femme disparue.

On a comparé Sarah Dunant à Ruth Rendell, dont paraît aujourd'hui une très belle nouvelle, *L'Arbousier*, peut-être en raison de l'intérêt qu'elles portent l'une et

l'autre à la psychologie de leurs personnages. Mais le sens du mystère qui émane de la nouvelle de Ruth Rendell lui est bien particulier : il est l'ingrédient principal d'un suspense fondé moins sur les péripéties de l'histoire que sur une atmosphère envoutante. Au centre du récit qui reporte la narratrice quarante ans en arrière, au moment de la disparition de son frère pendant des vacances aux îles Baléares, l'amour d'une sœur pour son frère, sa jalousie et sa dépendance envers lui.

Comme les héroïnes d'Anita Brookner qui n'existent pour ainsi dire qu'en creux, dans leur sentiment d'insuffisance, le personnage de Ruth Rendell admire son frère pour être tout ce qu'elle n'est pas : beau, intelligent et généreux, aimé bien entendu ; son manque d'assurance lui fait redouter les rencontres :

« D'avance je prévois que la personne en question sera froide, égoïste, méchante, destructrice de me blesser, qu'elle sera belle, égoïste et brillante, qu'elle me trouvera bête et sans charme, qu'elle ne voudra pas me parler ou que, si elle me parle, ce sera avec l'idée de m'humilier. »

L'ironie de l'histoire réside dans le dénouement : Ruth Rendell y laisse entendre qu'on peut mettre à profit même le meurtre d'un frère et le cynisme d'un ami et trouver le bonheur au bout du compte.

A la demande de Ruth Rendell *L'Arbousier* est publié en même temps que *Chair et herbe*, d'Helen Simpson, un récit d'une belle noirceur où le lecteur n'est sauvé du dégoût que par l'humour et les fantaisies d'une langue inventive et précieuse. La précision et les bizarreries du vocabulaire médical et du voca-

bulaire culinaire sont utilisées pour corriger l'effet que produirait une accumulation de détails épouvantables, si bien que le comique l'emporte finalement sur l'horreur.

Comme dans l'histoire personnelle de la gourmandise que rédige Félix Crowcott, un médecin pervers qui pourrait sortir d'un conte de Francis Theodore Powys, il est question du bien vital et des confusions possibles entre le culinaire et le sexuel : le sadisme est évidemment le « lien vital » entre deux activités qui présentent par ailleurs tant de points communs qu'elles sont effectivement bien souvent confondues dans ce récit allégorique où sont mis en scène les habitants, affreux et grotesques, d'un village. « Une fille de quinze ans, aussi douce que le satin, aussi blanche que son tablier du dimanche et du premier d'été. Je la prendrais avec des trépanes et la réchaufferais d'un rigaudon ou deux, puis, après l'avoir plumée, la placerais au sec entre une paire de draps... » *Chair et herbe* (le mot anglais est le même), fillette aimée ou « tendre agneau », les mots, les expressions prêtent à confusion, et l'auteur suit jusqu'au bout la logique de cette idée, montrant les divers usages possibles du corps de l'homme et de celui de l'animal quand le plaisir est en jeu : de la sexualité considérée comme l'une des manières d'approprier la viande, la proposition inverse étant également vraie. Mais l'histoire finit bien et la morale est sauve.

Christine Jordis

(1) *Temple de neige en été*, chez Calmann-Lévy, 1990.

* Signalez la parution en italique d'une œuvre d'abandonnée (Bourgois).
Ruth Rendell, *Volet clos* (196 p., 89 F.) et dans « Bouquins », chez Robert Laffont, un recueil de nouvelles, édité par Francis Lacombe : *Plus à l'ouest, Un instant pour se souvenir, l'Écluse à la fin, la Mort aux escaliers, la Cécile du jour* (146 F.). Enfin, le Livre de poche reprend le *Démocrate d'honneur* (n° 4315).

Le théâtre de la cruauté

Quand Ivy Compton-Burnett (1892-1969), une vieille dame de l'Angleterre postvictorienne, pactise avec le Diable

roman d'Ivy Compton-Burnett. Mieux vaut sauver quelque illusion de ne pas y être, feindre de rester ce lecteur extérieur, simplement spectateur, et bien se garder de s'y compromettre. Car s'il y a un monde unique qui fait la proie de cette vieille Anglaise aux yeux implacables, c'est l'enfer. Un enfer strictement cérébral, où les tentations, les jalousies, les cruautés les plus gratuites — les meilleures ! — se voient aussitôt transfigurées en répliques verbales et cyniquement fichées sur l'interlocuteur comme autant de fourches démontées.

Qui eût cru pourtant que Lady Compton-Burnett — on la fit devenir lady, il est vrai, au tout dernier moment de son existence, sans doute afin de ne pas trop s'engager sur le reste de sa conduite, — qui eût cru, donc, que cette Lady apparemment si respectable, si conformement bourgeoise, ex-studente modèle d'un collège de Londres, née peu avant la mort de la reine et produite par fait de l'Angleterre victorienne, ait pu mettre toute sa distinction au service de tant de diabolisme ?

C'est un fait : sa redoutable perspicacité, elle la réserve exclusivement à la mise en scène de la haine, sous sa forme la plus civilisée, la plus polie, la plus impensablement britannique. Seul son premier livre, *Dolores* (1911), que l'auteur désavoue par la suite, mettait en avant la bonté d'âme. Mais dans ses quatorze autres romans — qui sont plutôt des actes de théâtre, car le dialogue y est l'unique forme de narration, — on retrouve toujours la même atmosphère, aussi polie en apparence, qu'elle est violente et infernale, aussi guindée et cérémonieuse qu'elle explose dans la féroce. Avec une prédilection pour le huis clos familial, élargi aux

belles-mères et aux domestiques, là où les malveillances n'en sont que plus croustillantes.

« J'aimerais tant pouvoir vous dire une parole aimable, mais j'ai la gorge nouée. On n'a pas idée d'être aussi timide. » Cette sorte de timidité-là, il faut croire que tous les personnages de *Deux mondes et leurs usages* (1949) en ont été frappés comme par un sortilège magique. Les « deux mondes », dont on soigne l'apparence par souci du maintien de classe, ce sont la maison et l'école. Ils ont leur « usages » respectifs, et Clémence, la fille de la famille, en fera la douloureuse épreuve. Mais, à l'intérieur de chacun de ces deux univers, d'autres mondes cohabitent ; se croisent, se rencontrent, et la collision ne manque pas d'être explosive : entre maîtres et domestiques, parents et enfants, belles-mères et beaux-enfants, frères et demi-frères, camarades... autant d'occasions de réparties féroces, fulgurantes. Digne de Shakespeare, la tragédie est à la fois passionnelle et serrée, sauvage et impeccablement maltristée.

Ivy Compton-Burnett s'en donne à cœur joie. Elle a raison, n'en déplaise à ses victimes, car si l'on en croit Oliver, porte-parole entre tous de la sagesse cynique, « une note de dérision — c'est peu dire ! — sert à rendre les choses plus piquantes, et donc plus supportables ». Mission accomplie : la petite « note » est à chaque phrase. On éclate de rire parfois, et il faudrait lire à la loupe pour ne rien perdre de cette méchanceté si drôle et si affreusement vraie, de cet humour impitoyable, incisif, malin, exact. La Compton-Burnett nous a eus : nous y sommes en plein, dans son enfer.

Marion van Renterghem